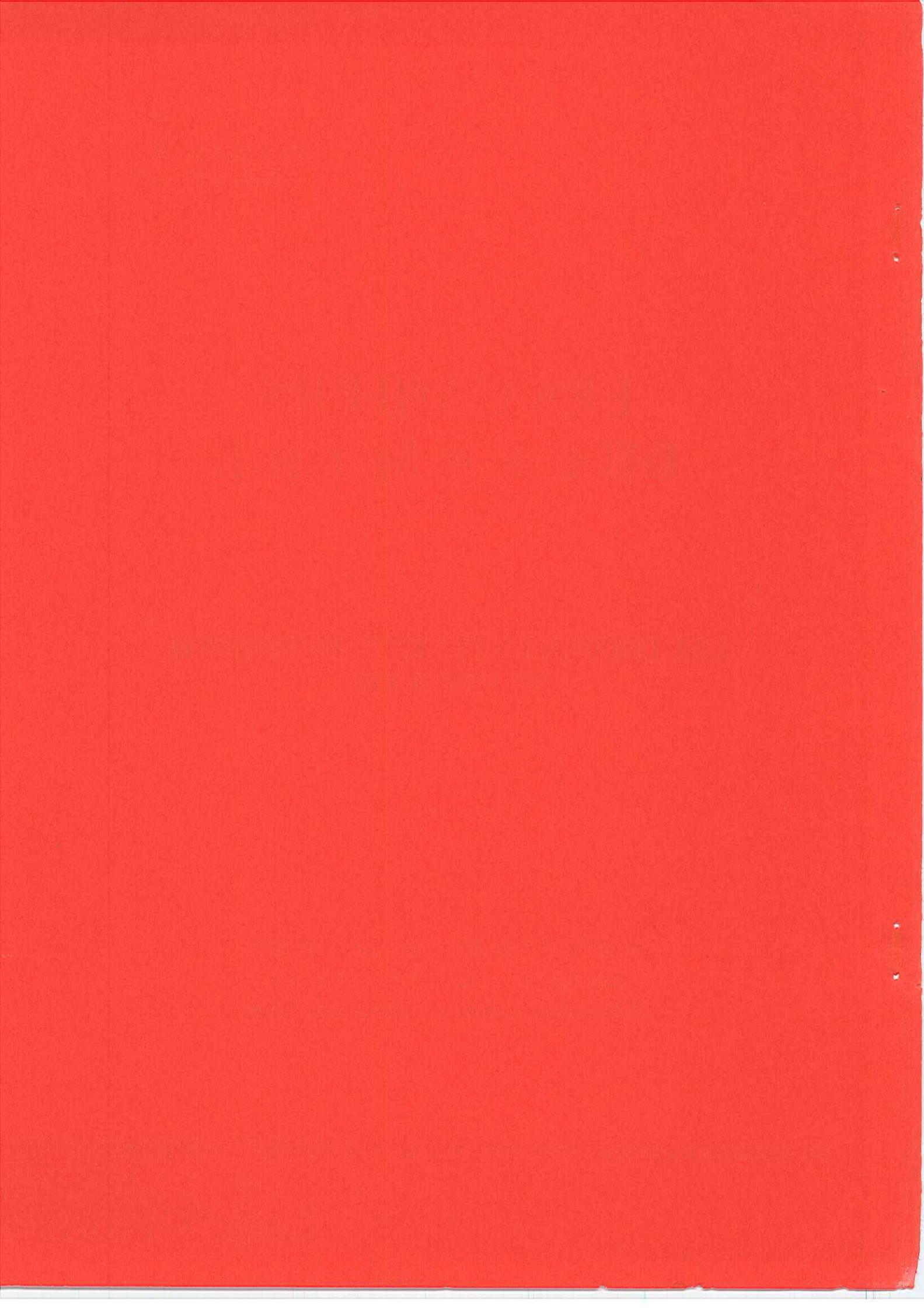


N° 112
FEVRIER 2004
ISSN 0292 - 4943

LES CAHIERS DU C.E.R.M.T.R.I.

LES TROTSKYSTES ET L'INDOCHINE
DE 1945 A 1954

*Centre d'Études et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste
et Révolutionnaires Internationaux*



SOMMAIRE

Présentation.....	page 3
Bibliographie indicative.....	page 5
Chronologie indicative.....	page 6

I – La lutte révolutionnaire en Indochine : bilan et perspectives

Carte de l'Indochine.....	page 8
- « La révolution indochinoise » <i>IVeme Internationale sept.-octobre 1945</i>	page 9
- « Solidarité totale avec le peuple indochinois en lutte contre l'impérialisme français! Vive l'Indochine libre et indépendante » <i>La Vérité 4 octobre 1945</i>	page 13
- « Les taches de la révolution indochinoise » <i>La Vérité 5 janvier 1946</i>	page 15
- Introduction et conclusion de la brochure « <i>Mouvements nationaux et luttes de classes au Viet-Nam</i> » de Anh Van et Jacqueline Roussel.....	page 17
- « De la Conférence de Fontainebleau à la reprise des hostilités en Indochine » <i>IVeme Internationale janvier-février</i>	page 29
- « Quelques étapes de la révolution au Nam-Bo du Viet-Nam <i>IVeme Internationale sept.-octobre 1947</i>	page 35
- « Où en est-on au Viet-Nam ? La politique de l'impérialisme français » <i>La Vérité 31 décembre 1947</i>	page 43
- « Où en est-on au Viet-Nam ? (II) Intrigues et pression internationales. <i>La Vérité 9 janvier 1948</i>	page 44
- « Où en est-on au Viet-Nam ? (III) Une guerre qui n'en finit pas. <i>La Vérité 23 janvier 1948</i>	page 45
- « La trêve de Genève » <i>La Vérité des travailleurs juillet-août 1954</i>	page 46
- « Compromis au Viet-Nam ? » <i>La Vérité 8 juillet au 9 septembre 1954</i>	page 47
- « le Viet-Nam après Genève » <i>La Vérité 1^{er} au 14 octobre 1954</i>	page 48

II – La politique et l'action du P.C.I. (Section Française de la Quatrième Internationale).

- « Liberté pour l'Indochine ! » <i>La Vérité 9 novembre 1945</i>	page 51
- « Halte à l'expédition en Indochine » tract du PCI (1946).....	page 53
- « Arrêtez la conquête sanglante ! Indépendance du Viet-Nam » <i>La Vérité 6 décembre 1946</i>	page 55
- « Contre la guerre d'Indochine ! Contre l'oppression coloniale » Appel du CE de la IVe Internationale. <i>Quatrième Internationale mai-juin 1947</i>	page 57
- « Contre le jugement de classe du 23 avril solidarité avec le PCI <i>La Vérité 14 mai 1948</i>	page 59
- « La guerre d'Indochine et les travailleurs français » brochure éditée par l'Union Communiste (Jacques Ramboz).....	page 61
- « Comme les trotskystes de Brest contre la guerre du viet-Nam, tous unis autour des dockers » <i>La Vérité 2eme quinzaine de février 1950</i>	page 65
- « Une seule solution de paix : évacuer l'Indochine » <i>La Vérité des travailleurs janvier 1954</i>	page 66

III – Les trotskystes indochinois.

- « Une lettre d'Indochine - de septembre à décembre 1945 en Cochinchine »
La Vérité 30 mars 1946.....page 69
- « Adresse de la section indochinoise de la IVe Internationale aux délégués
du Viet-Nam en France *La Vérité 28 avril 1946*page 71
- « Qui a tué Ta Thu Thau et ses compagnons ? »
La Vérité 19 juillet 1946.....page 72
- « Un trotskyste viet-namien assassiné par les impérialistes »
La Vérité 2eme quinzaine d'avril 1949.....page 73
- « Les tâches au Viet-Nam » *IVeme Internationale juin-août 1954*.....page 74

IV– Les indochinois en France.

- « Rapatriez les Indochinois victimes de l'impérialisme français »
La Vérité 20 janvier 1942.....page 76
- « Les travailleurs coloniaux en lutte » *La Vérité 1^{er} juillet 1944*.....page 77
- « Paix immédiate ! Reconnaissance de l'indépendance et de l'unité du Viet-Nam »
La Vérité 4 juillet 1947.....page 78
- Tract de l'Association des travailleurs vietnamiens en France 1^{er} mai 1952
« Travailleurs français et nord-africains – contre la coalition impérialiste et sa
guerre ».....page 79

Regards parallèles sur la guerre d'Indochine.

- « Halte aux fauteurs de guerre ! »
par A.Dunoyer, *Le Drapeau Rouge n°11, 2 au 8 janvier 1947*..... page 83
- « Ne partez pas en Indochine ! »
Le Drapeau Rouge n°15, 11 au 17 septembre 1947page 84

PRESENTATION

Le CERMTRI a déjà publié un Cahier consacré à « l'opposition de gauche en Indochine entre 1930 et 1937 » voici deux ans¹. Cette nouvelle livraison s'inscrit dans la continuité de ce précédent travail et du Cahier n°106 de septembre 2002 sur « les trotskystes et l'Algérie de 1945 à 1954 », en s'intéressant cette fois à la période de la guerre d'Indochine, qui se concluait il y a cinquante ans. Si nous avons choisi de passer directement à 1945 sans nous arrêter en détail sur la seconde guerre mondiale, c'est que cette période de six ans constitue une quasi hibernation pour le mouvement trotskyste de la colonie. Pourvu d'une large implantation ouvrière à la suite des actions menées en commun avec les stalinien dans le cadre du front unique de La Lutte², continuant à faire paraître le journal du même nom et plusieurs brochures (en parallèle des publications du groupe Octobre), les trotskystes indochinois avaient pourtant remporté des succès électoraux certains : mairie de Saigon en 1938, majorité au collège indigène du Conseil colonial de Cochinchine en avril 1939... Néanmoins, ces victoires légales furent toutes invalidées, la Sûreté française accentuant de surcroît la répression à l'approche de la guerre. Ajoutons à cela la fragilité organisationnelle due à de profondes divergences internes entre les deux groupes existants, celui de La Lutte avec Ta Thu Thau, section officielle de la IVème Internationale qui revendiquait 3000 membres en 1939, et le Groupe Octobre de Ho huu Tuong, qui publiait en 1939 le premier quotidien trotskyste, Tia Sang (L'étincelle), et l'on peut mieux comprendre l'effondrement du mouvement lors du déclenchement du conflit mondial en septembre 1939. Les mesures de dissolution du PCF prises à ce moment sont en effet appliquées en incluant les trotskystes, poussant les deux organisations dans la clandestinité. Quelque peu prises au dépourvu, et vite isolées du reste de l'Internationale, elles s'étiolaient d'autant plus facilement que leurs principaux leaders sont emprisonnés, dont certains dans des camps de concentration, le plus connu étant le bagne de Poulo Condor (les survivants furent par la suite placés en résidence surveillée).

En dehors de quelques initiatives sporadiques, ce n'est qu'en août 1944 que le Groupe Octobre (sans Ho huu Tuong, qui avait abandonné le marxisme en prison) renaît de ses cendres sous la nouvelle appellation de Ligue des communistes internationalistes, mais avec des effectifs extrêmement réduits (quelques dizaines de militants au maximum). Il n'en diffusa pas moins un appel en mars 1945 aux masses révolutionnaires de Saigon, dans lequel il se posait en leader indispensable à la victoire de la révolution, appelait à la constitution de soviets, à l'armement de la population, à la saisie des terres par les paysans et des usines par les ouvriers, ainsi qu'à l'élection d'une Constituante et d'un gouvernement ouvrier et paysan. Peu de temps après, en mai 1945, c'est au tour du groupe de La Lutte de réapparaître, avec un programme similaire. La divergence entre eux se situe autour de l'appréciation portée sur le Viet Minh, le regroupement large dirigé par le Parti communiste indochinois : si La Lutte penche plutôt pour soutenir de façon critique le Front national uni dans le sud du pays, une alliance d'organisations nationalistes décidée à négocier avec le Viet Minh, la Ligue ne voit dans ce dernier qu'un gouvernement de la bourgeoisie qu'il s'agit de renverser par une seconde révolution. Elle organise d'ailleurs environ 150 « comités populaires » en Cochinchine dans la seconde moitié d'août 1945, et participe avec succès à une manifestation de masse à Saigon le 21 août, attirant un cortège d'environ 30 000 personnes. La Lutte étend pour sa part son influence surtout dans le nord de l'Indochine, en publiant un quotidien, *Tranh Dau* (Lutte), crédité de 30 000 exemplaires, ainsi que plusieurs livres. Reste que le mois d'août est aussi celui durant lequel le Viet Minh prend rapidement le contrôle de l'ensemble du Vietnam. La situation se retourne véritablement pour les trotskystes à partir du débarquement des troupes anglaises le 10 septembre 1945, et du début de la tentative de reconquête franco-anglaise, à laquelle les militants internationalistes s'opposent les armes à la main. La Ligue dénonce l'accueil favorable que le Viet Minh fait aux militaires dans un manifeste publié le 12. Deux jours plus tard, dans l'après-midi, sur ordre du Viet Minh, les

¹ Les Cahiers du CERMTRI n°100, mars 2001.

² Voir le Cahier du CERMTRI n°100

dirigeants de l'organisation sont arrêtés. Plusieurs d'entre eux sont très rapidement passés par les armes, et ceux qui choisissent de prendre le maquis sont éliminés à leur tour en janvier. Il en est de même pour les cadres de La Lutte, d'abord dans le sud, puis au nord. Cette répression fut par la suite complétée par d'autres assassinats, en particulier en 1951, décapitant un des mouvements trotskystes alors les plus importants numériquement³.

Les coupes claires dont fut victime le mouvement trotskyste en Indochine même expliquent en partie la vitalité des trotskystes vietnamiens dans l'immigration. Dès les années 30, le groupe trotskyste indochinois de Paris était actif, publiant *Quoc te IV* (IVe Internationale) à partir de 1937. En 1942, un petit noyau de militants, parmi lesquels Anh Van (pseudonyme de Hoang don Tri) et Raoul (pseudonyme de Claude Bernard), entament un travail en direction des camps de travailleurs indochinois⁴ par le biais de cours d'alphabétisation, construisant peu à peu une influence qui touche jusqu'aux intellectuels nationalistes, ainsi qu'en témoigne la petite sélection de documents que nous avons choisi de publier. Par ailleurs, la disparition des organisations trotskystes en Indochine conduisit à la création d'une section vietnamienne en France, le Groupe communiste internationaliste vietnamien, fondé officiellement en 1947, et dont plusieurs membres furent même renvoyés en Indochine, où beaucoup finirent assassinés...

La section sur « les trotskystes indochinois » propose quelques textes sur ce thème ; il s'agit cependant uniquement de documents en langue française, étant donné la difficulté pour nous de trouver et de traduire des articles en quoc ngu datant de cette période, moins couverte par les archives du CERMTRI que celle des années 30. D'autre part, le rapport privilégié entretenu par le PCI, section française de la IVème Internationale, avec la colonie en lutte contre son impérialisme national nous a conduits à sélectionner une large série d'articles parus dans *Quatrième Internationale*, *La Vérité* et, après la scission de 1952, également dans *La Vérité des Travailleurs*, ce, sous deux angles principaux : celui des analyses du conflit en cours, de ses débuts en 1945-1946 à son dénouement en 1954, celui de l'appel aux travailleurs français. En particulier ces articles éclairent les points de vue différents quant à la place mondiale de la lutte d'émancipation du peuple du Vietnam, dans le contexte de « la guerre froide » et de « la coexistence pacifique ». Outre les articles de journaux, nous avons également choisi de publier des extraits de la brochure de référence *Mouvements nationaux et luttes de classes au Vietnam*, écrite par Anh Van et Jacqueline Roussel (pseudonyme de Marguerite Bonnet) en 1947⁵. Nous avons choisi de publier également une brochure de Jacques Ramboz écrite au nom de l'Union communiste, *La guerre d'Indochine et les travailleurs français*, sortie en 1949⁶. S'y ajoutent quelques documents et des articles publiés dans d'autres revues opposées à la guerre coloniale. Tous ces documents montrent que les trotskystes ont été d'infatigables défenseurs de l'indépendance de l'Indochine, soutenant pour le PCI-SFQI la résistance du Viet Minh contre l'impérialisme français, sans pour autant taire les critiques à l'égard du premier, bien que des ambiguïtés soient évidemment sensibles, liées aussi bien à des lacunes dans l'information qu'à des divergences théoriques. La lutte ne se termine pas pour autant en 1954, la division du Vietnam en deux entités distinctes nourrissant le futur conflit impliquant les Etats-Unis dans les années 60, et cette nouvelle guerre pouvant à son tour parfaitement faire l'objet d'un ou de plusieurs Cahiers dans l'avenir.

³ Pour plus de détails, voir la chronologie et la bibliographie indicative.

⁴ A ce sujet, voir le *Cahier du CERMTRI* n°28 sur « les travailleurs indochinois en France pendant la deuxième guerre mondiale », écrit par Benjamin Stora.

⁵ Un chapitre sur les partis politiques au Vietnam de 1932 à la guerre avait déjà été publié dans le *Cahier du CERMTRI* numéro 93 de juin 1999 sur « Front populaire et colonialisme (France 1936-1938) ».

⁶ On peut la compléter par le n°39 des *Quaderni Pietro Tresso* de mars 1996 sur « L'internationalisme de l'Union Communiste (Trotskyste) » qui contient outre cette brochure de Jacques Ramboz quelques tracts sortis par l'UIC.

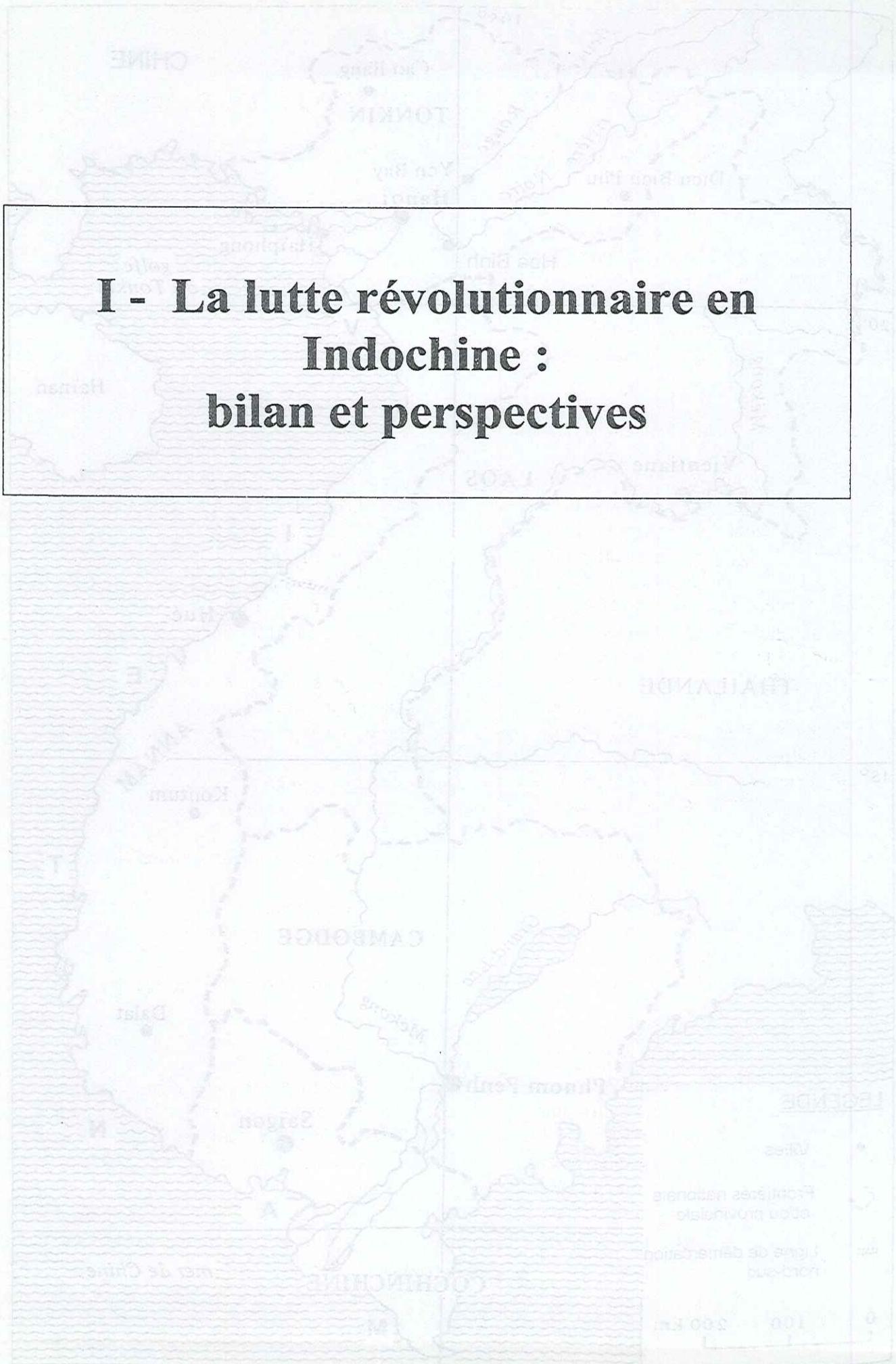
BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- BENOT Yves, *Massacres coloniaux. 1944-1950 : la IV^e république et la mise au pas des colonies françaises*, Editions La Découverte, collection Textes à l'appui, Paris, 1995 [Deux chapitres concernent la période transitoire entre la fin de la seconde guerre mondiale et le début officiel de la guerre d'Indochine, "qui commence en fait réellement en septembre 1945].
- BIONDI J.-P., *Les anticolonialistes (1881-1962)*, Robert Laffont, collection Les Hommes et l'Histoire, Paris, 1992 [La meilleure synthèse sur le sujet].
- DALLOZ Jacques, *La guerre d'Indochine*, Seuil, Collection Points Histoire, Paris, 1987 [Un très bon manuel pour maîtriser le contexte général].
- FOURNIER Alain, *La Quatrième Internationale en France et les questions coloniales, 1944-1951*, mémoire de maîtrise, Université de Dijon, 1972 [Un des premiers travaux universitaires sur la question, qui reste essentiellement limité à une étude de la presse militante].
- HEMERY Daniel, *Ho Chi Minh – De l'Indochine au Vietnam*, Découvertes Gallimard, Paris, 1990 [Une biographie du leader communiste et à travers lui de l'Indochine des débuts du XX^e siècle à 1969, par un historien déjà auteur du passionnant *Révolutionnaires vietnamiens et pouvoir colonial en Indochine – communistes, trotskystes, nationalistes à Saigon de 1932 à 1937*].
- LANUQUE Jean-Guillaume, *Le mouvement trotskyste et la question coloniale : le cas de la guerre d'Indochine, 1945-1954 (la direction internationale et la section française de la Quatrième Internationale face au premier conflit colonial de l'après-guerre)*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine (sous la direction de Gilbert Meynier), Université de Nancy II, 1995, 153 pages [Un travail universitaire inédit non exempt de défauts mais qui défriche des pistes].
- *La question coloniale et la section française de la 4^eme Internationale*, François Maspéro, Cahiers Rouges, Série "Marx ou crève", Paris, 1972 [Un descriptif rapide et utile de la politique du PCI-SFQI face à la guerre d'Indochine, par un membre de la LC ; contient également des annexes documentaires].
- PIRANI Simon, « La IV^eme Internationale au Viêt-Nam : pourquoi l'étudier et que lire ? », *Cahiers Léon Trotsky* numéro 46 (« révolutionnaires d'Indochine II »), p.85 à 91, 1991 [le point sur l'historiographie des rapports entre trotskysme et Indochine : à la fois engagé, complet et précieux].
- ROUSSET Pierre, *Le parti communiste vietnamien*, Petite Collection Maspéro, Paris, 1975 [Une analyse d'un dirigeant de la LCR, qui contient des informations et réflexions sur l'analyse et la politique trotskystes en Indochine].
- RUSCIO Alain, *Les communistes français et la guerre d'Indochine (1944-1954)*, L'Harmattan, Paris, 1985 [Une étude universitaire intéressante à titre de comparaison].
- RUSCIO Alain (sous la direction de), *La guerre « française » d'Indochine (1945-1954) : les sources de la connaissance*, Editions Les Indes Savantes, Paris, 2002 [La référence bibliographique actuelle sur le sujet].
- VAN Anh, « Les travailleurs vietnamiens en France : 1939-1950 », *Cahiers Léon Trotsky* numéro 40 (« révolutionnaires d'Indochine »), p. 5 à 19, 1989 [Une étude qui, bien qu'incomplète, apporte des éléments utiles sur le travail militant en France].
- VAN Ngo, *Viêt-nam, 1920-1945, révolution et contre-révolution sous la domination coloniale*, Éditions de L'Insomniaque, Montreuil, 1995 (réédition chez Nautilus, Paris, 2000) [Une excellente étude, mais dont seule la fin concerne notre période].

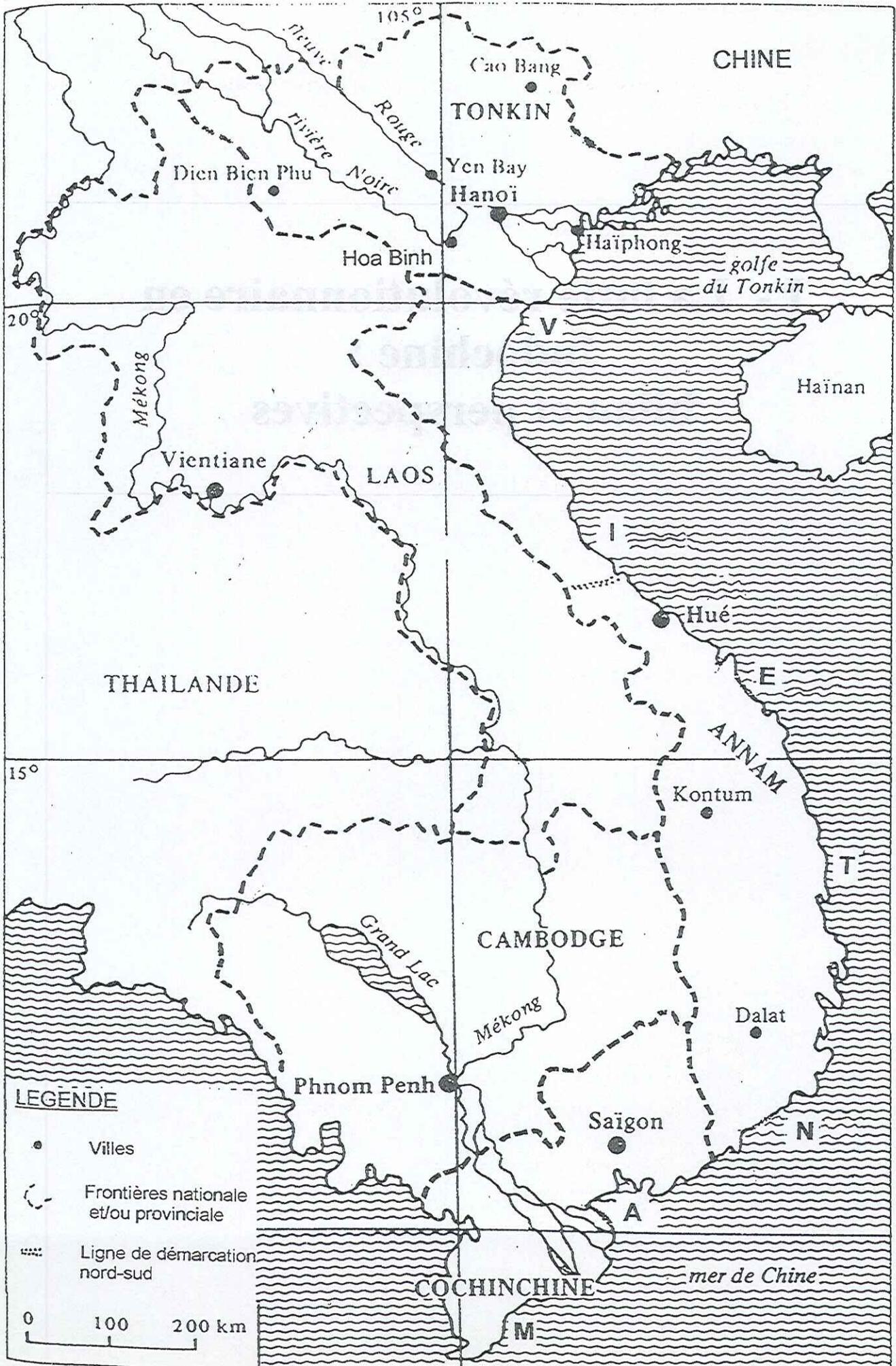
CHRONOLOGIE SUCCINTE : L'INDOCHINE ET LE MOUVEMENT TROTSKYSTE DE 1945 A 1954

- 2 septembre 1945 : proclamation de la République démocratique du Vietnam par le Viet Minh.
- Septembre 1945 à février 1946 : première vague d'assassinats de militants trotskystes par le Viet Minh (Ta thu Thau, Tran van Tach, Phan van Hum, etc...).
- 21 octobre 1945 : débarquement des premières troupes françaises à Saigon.
- 6 mars 1946 : accords Sainteny / Ho Chi Minh, par lesquels le gouvernement français reconnaît « l'Etat libre du Vietnam » et envisage l'ouverture de négociations. Néanmoins, le même jour, les troupes de Leclerc débarquent à Haiphong.
- 1^{er} juin 1946 : proclamation par l'amiral D'Argenlieu d'une République autonome de Cochinchine.
- 6 juillet – 1^{er} août 1946 : conférence de Fontainebleau, qui achoppe sur le désaccord quand à l'unité du Vietnam et se termine par le départ de la délégation indochinoise.
- 23 novembre 1946 : bombardement du port d'Haiphong par la flotte française et occupation militaire de la ville.
- 19 décembre 1946 : attaque du Viet Minh à Hanoi, début de l'insurrection générale et officiellement de la guerre d'Indochine.
- Février 1947 : premier meeting public organisé à Paris contre la guerre d'Indochine.
- Juin 1947 : congrès constitutif du Groupe communiste internationaliste vietnamien (GCIV) en France, qui revendique 500 membres et publie *Vo San* jusqu'en 1958.
- Avril 1948 : IIe Congrès mondial de la IVe Internationale ; adoption de la résolution « La lutte des peuples coloniaux et la révolution mondiale ».
- 5 juin 1948 : accords de la Baie d'Along entre l'ex-empereur Bao Dai et Bollaert sur le Vietnam indépendant en tant qu'Etat associé (mais largement contrôlé par la France).
- Décembre 1949 : début de la campagne du PCF contre l'envoi des troupes et des armes en Indochine.
- 30 décembre 1949 : le Vietnam de Bao Dai acquiert la souveraineté interne.
- Janvier 1950 : la Chine puis l'URSS reconnaissent le gouvernement d'Ho Chi Minh. Le mois suivant, les Etats-Unis reconnaissent celui de Bao Dai.
- Mars 1950 : arrestation d'Henri Martin, jeune marin communiste auteur de tracts contre la guerre.
- 8 mai 1950 : début de l'aide des Etats-Unis à la France en Indochine.
- 1951 : seconde vague d'assassinats de militants trotskystes par le Viet Minh (Liu chia Liang, Nguyen van Linh, etc...).
- Mars 1951 : pacte d'alliance entre les mouvements révolutionnaires du Vietnam, du Laos et du Cambodge.
- Juillet 1951 : IIIe Congrès mondial de la IVe Internationale.
- 19 juillet 1951 : condamnation d'Henri Martin.
- Juillet 1952 : scission du PCI, section française de la IVe Internationale. Dans le même temps, le GCIV éclate entre une majorité de 40 membres favorable à la direction internationale et une minorité de 18 militants favorable à la majorité française.
- 1953 : scission de la IVe Internationale, constitution du Comité International.
- 7 mai 1954 : victoire militaire vietnamienne à Dien Bien Phu.
- Juillet 1954 : IVe Congrès mondial de la IVe Internationale.
- 20 juillet 1954 : signature des accords de Genève, fin de la guerre d'Indochine, partition du Vietnam.

I - La lutte révolutionnaire en Indochine : bilan et perspectives



Carte de l'Indochine



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS!

Nouvelle Série - N^o 22-23-24

PRIX ; 20 Fr,

SEPT. - OCT. - NOV. 1945

QUATRIÈME INTERNATIONALE



LA QUESTION COLONIALE (II)

SOMMAIRE

- **Editorial.**
- **Manifeste du C. E. E.**
- **Pour la défense des peuples coloniaux.**
- **La situation dans le Levant.**
- **La Révolution Indochinoise.**
- **Le plan de Bombay.**
- **La nature de la bourgeoisie coloniale, par L. Trotsky.**
- **Notes coloniales.**
- **Nouvelles du mouvement ouvrier et de l'Internationale.**

LA RÉVOLUTION INDOCHINOISE

Un camarade indochinois a bien voulu préciser sommairement pour notre Revue les points saillants qui caractérisent actuellement la situation en Indochine et le puissant mouvement anti-impérialiste qui secoue le pays entier.

« Quatrième Internationale » espère bientôt être en mesure de publier une étude très fouillée sur la situation économique sociale et politique en Indochine déjà presque achevée, et qui n'a pas pu trouver sa place dans le numéro présent consacré à la question coloniale.

Les soulèvements antérieurs

Dans le Nord de l'Indochine la densité de la population, essentiellement agricole, est très forte; elle atteint 400 à 800 habitants au kilomètre carré dans le Delta du Tonkin. Le paysan de ces régions cultive son sol avec un matériel agricole et des méthodes très rudimentaires. La terre est extrêmement morcelée et la moyenne des paysans ne possède pas plus d'un hectare. D'autre part l'absence complète d'industrie ne permet pas aux paysans de trouver à l'usine un complément de ressources, ce qui entraîne pour la plus grande partie de la population des conditions de vie extrêmement misérables. Pour pouvoir subsister et payer leurs impôts, les petits paysans indochinois sont obligés d'emprunter sur leurs terres et celles-ci passent peu à peu au patrimoine de l'Église ou aux banques indochinoises. Les paysans prolétarisés doivent alors aller travailler comme manœuvres dans les exploitations minières ou comme ouvriers agricoles sur les terres des gros propriétaires fonciers. Les salaires sont très bas et n'atteignent guère plus de 2 à 4 francs par jour avant la guerre de 1939-40.

La paysannerie moyenne (possédant une superficie approximative d'une dizaine d'hectares) voit également ses terres hypothéquées et les domaines moyens passent aussi aux mains des usuriers chinois ou des banques de crédits agricoles.

Sur les grandes plantations appartenant aux colons français vit un prolétariat agricole extrêmement misérable recruté dans les deltas surpeuplés du Tonkin et plutôt vendu que loué aux planteurs qui ont pour ainsi dire le droit de vie ou de mort sur les coolies qu'ils emploient. Dans le Sud du pays les grands propriétaires terriens indochinois à qui l'Administration française a concédé d'immenses domaines en raison de leur attitude « collaboratrice » pendant la colonisation, possèdent la presque totalité du pays.

Dans les villes, vit une population de petits commerçants à côté d'un prolétariat urbain restreint aussi misérable que le prolétariat agricole.

Les soulèvements intérieurs

Les conditions particulières existant en Indochine font que les vagues révolutionnaires viennent des campagnes pour atteindre les centres urbains contrairement à ce qui se passe généralement en Occident. En effet, il n'y a pas de prolétariat industriel important dans les villes qui sont surtout peuplées de petits boutiquiers. D'autre part, le prolétariat agricole et les petits propriétaires forment la plus grande partie de la population dont le standard de vie est extrêmement bas.

La situation en Indochine est révolutionnaire depuis la dernière guerre impérialiste et l'étude des soulèvements successifs permet de constater que lorsque les masses indochinoises demandent leur indépendance, à travers une expulsion de la colonisation française, elles voient également l'expropriation de leur bourgeoisie nationale et des féodaux.

En 1917 la Monarchie appuyée sur les couches féodales essaie de recouvrer l'indépendance: l'Annam se soulève.

Les années 1917 à 1923 sont marquées par les succès du mouvement nationaliste bourgeois.

Les années 1923 à 1927 voient l'essor du mouvement nationaliste petit bourgeois et paysan couronné par un soulèvement suivi de massacres en 1929.

L'année 1933 est marquée de manifestations paysannes et ouvrières dirigées par le Parti Communiste et suivies d'une répression féroce.

La montée du mouvement ouvrier en France en 1936 a ses répercussions en Indochine où l'on assiste à de grands mouvements de masses pendant plusieurs années et qui sont sauvagement réprimés en 1939. Le début de la guerre est marqué par l'arrestation des leaders communistes.

Les soulèvements ne s'arrêtent pas avec l'occupation japonaise mais l'Impérialisme nippon aide l'impérialisme français dans sa besogne de répression.

Le départ des Japonais permet enfin l'insurrection armée du Viet Minh.

Malgré la répression cruelle de l'impérialisme français qui décapite à chaque fois l'avant-garde révolutionnaire la cadence répétée des soulèvements montre bien que l'Indochine est depuis longtemps mûre pour la révolution.

Les partis ouvriers

L'organisation trotskyste était, on le sait, particulièrement forte en Cochinchine.

En ce qui concerne le Parti Communiste indochinois qui est le principal parti politique du pays, son influence diffère selon les régions. Dans le Nord et dans le Centre, son activité est clandestine, mais malgré ces conditions défavorables il atteignait en 1938-1939 des effectifs de l'ordre de 300.000 membres. En Cochinchine, le Parti Communiste est semi-légal et même une politique de front populaire ne lui permettant pas de grouper des effectifs aussi importants. C'est ainsi que les élections ont apporté, malgré un mode de suffrage censitaire et restreint 15 % des voix au parti gouvernemental, 80 % des voix au parti Trotskyiste et seulement 1 % des voix au Parti Communiste.

Au Tonkin et en Annam au contraire, le Parti Communiste indochinois a une très forte influence surtout dans les couches paysannes. C'est ainsi que des syndicats de paysans, d'inspiration communiste, se sont constitués pour résister aux mandarins et aux gros propriétaires fonciers. Ils défendent les salaires des ouvriers agricoles, organisent des secours mutuels chez les petits paysans pour permettre à ceux-ci de lutter contre les mandarins et les usuriers et d'éviter, en épargnant pendant les bonnes années une vente de leurs biens pendant les années de disette. De plus, ces syndicats prennent aussi parfois la forme coopérative: avec les ressources du syndicat, les paysans achètent des terres qu'ils cultivent à tour de rôle et dont ils se partagent les récoltes.

La crise actuelle

Les débuts de l'occupation japonaise furent marqués par de très importants soulèvements. En octobre 1940, c'est le Tonkin, en novembre 1940 la Cochinchine, en janvier 1941 l'Annam. Les impérialismes japonais et français s'unissent pour réprimer féroceement ces mouvements populaires. C'est alors que se constitue le Viet Minh: ligue pour l'indépendance de l'Indochine. Il est formé

de deux partis nationalistes englobant la petite bourgeoisie et l'aile gauche de la bourgeoisie libérale, de deux Partis Communistes (stalinien et trotskyste), d'Organisations de femmes, de paysans, d'ouvriers, de soldats et de jeunes. Son programme élaboré en 1941 est un programme de libertés démocratiques. Il n'y est pas question de réforme agraire, mais la confiscation des biens des Japonais, des Français, des Indochinois « fascistes », et de l'Eglise aboutit en fait au même résultat, car tous les possédants en Indochine ont collaboré avec l'occupant japonais et se sont fort bien accommodés du gouvernement de Pétain. Le deuxième point important du programme est la lutte même par la force armée contre tout pays agresseur.

Pendant l'occupation japonaise, la bourgeoisie française essaya d'obtenir l'appui de la bourgeoisie indochinoise qui préféra servir l'impérialisme japonais. En effet, l'absence de développement industriel de l'Indochine ne peut permettre à la bourgeoisie indochinoise l'espoir de pouvoir se passer d'un impérialisme étranger. Elle ne saurait jouer de rôle indépendant et ne peut que s'appuyer sur un impérialisme étranger. C'est la raison pour laquelle la bourgeoisie indochinoise essaye toujours de s'appuyer sur l'impérialisme le plus fort. C'est pour cela qu'elle fut pro-nipponne pendant l'occupation japonaise, et tourne maintenant les yeux vers l'impérialisme américain, maître du Pacifique. Les partis pro-nippons dirigés par la bourgeoisie indochinoise n'eurent pas d'influence profonde dans les masses. Un gouvernement « indépendant » fut constitué par le Japon. A sa tête était Bao-Dai qui avait couvert de son autorité impériale l'exploitation du pays par la bourgeoisie française et qui se mettait alors au service de l'impérialisme nippon.

Après la capitulation du Japon, le Viet Minh prend en main l'autorité gouvernementale, oblige Bao-Dai à abdiquer et chasse ses ministres pro-nippons. Tout le pouvoir est alors entre les mains du Viet Minh. L'impérialisme français voudrait bien reconquérir ses positions en Indochine, mais à lui seul il serait bien incapable de parvenir à ses fins. Il demande l'appui de l'impérialisme britannique qui a également des visées en Indochine mais qui attend pour s'opposer ouvertement à la France l'échec éventuel du bloc occidental qui lui permettrait d'arriver pacifiquement aux mêmes fins. D'autre part, la bourgeoisie anglaise craint pour ses possessions proches: la Birmanie le Siam, l'Empire des Indes, l'exemple du peuple indochinois. Le Parti du Congrès Hindou a voté en effet les motions pour la solidarité avec l'Indochine. Un puissant mouvement

anti-impérialiste se développe à travers toute l'Asie. Les Etats-Unis voudraient bien eux aussi imposer leur domination à cette partie du monde. Ils n'agissent pas ouvertement mais par l'intermédiaire de la Chine. Ils essaient d'une part de limiter l'expansion anglaise en Indochine et d'autre part d'imposer leurs créatures au Viet Minh pour écarter le danger communiste. Ils s'appuient pour cela sur l'Union Révolutionnaire pour l'Indépendance, ancien Parti Nationaliste, aile droite dans le Viet Minh qui tente d'élargir ses bases dans la classe petite bourgeoise et dans la bourgeoisie.

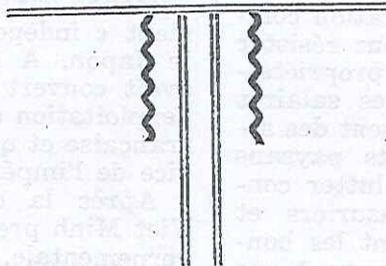
Solidarité prolétarienne internationale

Le danger est double pour la révolution indochinoise. Elle est menacée par les partis nationalistes à l'intérieur qui s'appuient sur l'impérialisme yankee et par les trois requins impérialistes qui font le siège du pays. Si la révolution indochinoise est isolée elle ne pourra triompher de ces difficultés.

Le Viet Minh est menacé par le développement des partis nationalistes de droite qui s'en sépareront pour combat-

tre les tendances révolutionnaires dès que cela sera possible et suivant un processus analogue à celui auquel on a pu assister en Grèce. Les révolutionnaires indochinois doivent exiger du Viet Minh l'exécution intégrale du programme et démontrer aux masses que ni la bourgeoisie ni la petite bourgeoisie ne peuvent réaliser ces réformes.

Mais le peuple indochinois seul ne peut triompher de ses puissants adversaires. Les prolétariats de tous les pays du monde doivent se solidariser activement avec le peuple indochinois et protester par tous les moyens auprès de leurs gouvernements pour éviter le crime qui se prépare contre leurs frères d'Indochine. Les travailleurs d'Australie ont montré l'exemple en se mettant en grève pour empêcher la bourgeoisie anglaise d'expédier du matériel de guerre aux Indes Néerlandaises. Les ouvriers du monde doivent suivre cet exemple et ne jamais oublier que la révolution indochinoise victorieuse s'étendrait bientôt à tout le Pacifique et pourrait bien être le prélude de la révolution européenne et mondiale.



PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°32 -

4 Octobre 1945

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

SOLIDARITÉ TOTALE avec le peuple indochinois en lutte contre l'impérialisme français ! VIVE L'INDOCHINE LIBRE ET INDÉPENDANTE !

La presse de la « libération » continue soit à se taire, soit à mentir sur l'insurrection indochinoise. Partout dans le monde, Afrique, Moyen-Orient, Indes, Indochine, îles du Pacifique, les peuples coloniaux luttent pour conquérir leur liberté. Partout se dresse contre eux, en dépit des rivalités, le front uni des brigands impérialistes. En particulier dans les pays coloniaux que le Japon avait maintenu sous son talon depuis ses conquêtes de 1941, les forces militaires et la Gestapo japonaises (la Kempeï), sont chargées par les « alliés » d'assurer l'ordre en attendant l'arrivée massive de forces d'occupation alliées.

Voici, selon H. Hoogendorn, correspondant de l'Associated Press, ce qui se passa aux Indes Néerlandaises (Indonésie) le 21 septembre.

« Les Japonais, chargés « provisoirement » de maintenir l'ordre sous le contrôle des officiers de la marine britannique, ont encore le droit de porter leurs armes. Et cette semaine, ils ont effectivement « maintenu l'ordre » au cours d'une manifestation organisée par 10.000 Indonésiens réclamant leur liberté politique.

« Le meeting se déroula à l'intérieur d'un véritable « cercle de chars dont les équipages étaient à leur poste derrière leurs mitrailleuses chargées.

« Une fois la réunion terminée, les officiers de la « Kempeï » dispersèrent les manifestants! »

LE « VIET MINH » PROCLAME L'INDÉPENDANCE DE L'INDOCHINE

En Indochine comme en Indonésie, par dessus leurs rivalités, les impérialistes savent collaborer étroitement contre la classe ouvrière et contre les peuples coloniaux.

Cependant, malgré la répression,

* Les troupes japonaises défendent les colons réfugiés à l'Hôtel Continental à Saïgon.

« Au milieu de la nuit, dans la crainte d'une attaque annamite contre l'hôtel Continental, une garde japonaise a été appelée et est venue renforcer la garde française. »

(Dépêche officielle).

le peuple indochinois tout entier s'est réveillé à la lutte pour son indépendance, dès avant la capitulation de

Tokio, le VIET MINH, qui rassemble en un front unique toutes les organisations anti-impérialistes indochinoises, a dressé l'ensemble des peuples de l'Indochine contre ses oppresseurs. Après la capitulation, il a proclamé l'indépendance de l'Indochine et s'est emparé du pouvoir, notamment dans l'Annam et le Tonkin.

« ALLIÉS » ET GESTAPO LA MAIN DANS LA MAIN

Devant l'ampleur du mouvement, les forces impérialistes anglaises et américaines, comme les troupes de Tchang Kai Chek, — le Gallifet chinois, — étendirent rapidement leurs zones d'occupation dans le pays. Les forces britanniques, les fameuses « Gourkas », — troupes hindoues arriérées qui furent récemment chargées de la répression contre-révolutionnaire en Grèce, — occupèrent les positions-clés dans le Sud de l'Indochine, les troupes chinoises dans le Nord, tandis que l'aviation américaine apporte son « concours » sur tout le territoire de l'Union Indochinoise.

L'impérialisme français, qui ne disposait sur place d'aucune force notable, s'emploie fébrilement à préparer son retour dans son ancienne colonie.

QUERELLES DE BRIGANDS

Du côté de Londres, de Tchoung King et de Washington, on montre peu d'empressement à rétablir l'ancien état de chose. S'ils sortent unis dans la répression des mouvements d'émancipation, les impérialismes commencent à se quereller dès qu'il s'agit de savoir qui exploitera l'Indochine.

Washington veut l'« Internationalisation » de l'Indochine, c'est-à-dire sa mise à la disposition du plus fort.

Londres, en face de ces exigences, aurait tendance à soutenir le point de vue de l'impérialisme français à condition que des concessions substantielles lui soient faites.

Dans ces honteux marchandages, Staline lâche son alliée française et semble se rallier à la thèse américaine en invoquant pour l'occasion le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, qu'il refusait aux Algériens.

Pris entre le soulèvement héroïque des peuples indochinois d'une part, et les prétentions de ses propres alliés d'autre part, De Gaulle ébauche une série de manœuvres cousues de fil blanc.

LES MANŒUVRES IMPERIALISTES DE DE GAULLE

1) Le ministère des colonies fut chargé d'annoncer partout que l'impérialisme français « généreux et libéral », se proposait d'accorder « L'AUTONOMIE » à l'Indochine qui deviendra désormais un « pays libre »... dans le cadre de l'Empire français!

2) De Gaulle alla quémander à Washington des avions et des bateaux, envoya Blum et Bidault marchander à Londres la permission d'amener des troupes sur place, pleurnicha auprès de Tchoung King le droit de passage en Indochine par le Nord. On lui répondit partout par des questions et ses trois émissaires chargés de reprendre en main l'Indochine, le général Alessandri, le général Leclerc (de Hauteclouque dans la Cagoule) et l'amiral d'Argenlieu, baptisé à Paris gouverneur général de l'Indochine, se morfondent encore, l'un dans le Sud de la Chine, et les deux autres à Ceylan.

LE COUP DE MAIN DE SAIGON

En attendant les renforts, une poignée de colons réactionnaires, quel-

ques 300 nervis français ont monté une mise en scène de coup de main avec l'aide des commandements japonais et britannique. Ils auraient arrêté les membres du gouvernement indochinois.

Tandis qu'à Paris, on annonçait en fanfare que « 300 héros, l'épaule ornée d'une croix de lorraine, rétablissent à Saïgon la souveraineté française », des informations ultérieures vinrent démasquer les unes le caractère odieux de l'entreprise, l'autre son échec :

1) *France-Soir* du 27 septembre rapporta sous la signature de son correspondant à Saïgon André Blanchet, que les 300 nervis en question étaient munis d'armes françaises, anglaises et JAPONAISES, et que le coup de main avait été fait avec la coopération JAPONAISE : « Il était assez piquant, écrit Blanchet, de voir l'autorité du vainqueur entièrement déléguée au vaincu, et celui-ci continuer à assurer l'administration et la police de la ville. »

Cet aveu démasque complètement les calomnies monstrueuses que les larbins impérialistes à la « Combat » déversent sur les nationalistes et les révolutionnaires indochinois qu'ils accusent d'être à la solde de l'impérialisme japonais.

Depuis, la presse nous a appris que l'opération s'est faite, sous la protection supplémentaire des mitrailleuses anglaises postées à tous les carrefours et que, d'autre part, on avait « dû » retirer du combat les 300 « héros » INSUFFISAMMENT ENTRAÎNÉS; bons pour attaquer la nuit des travailleurs désarmés, ils laissent leur place aux 2^e classes lorsque l'affaire devient sérieuse.

2) Cependant, « l'héroïque coup de main » n'a pas apporté la soumission de l'indomptable peuple indochinois.

Complètement démunis d'armes, les peuples indochinois résistent pas à pas, et deux jours après le raid du 22 septembre, la presse française devait constater que la journée du 24 septembre a été une véritable journée d'émeute à Saïgon.

ALERTE À LA REPRESSION!

Tandis que le peuple indochinois se débat contre l'assaut conjugué des impérialismes et qu'il affirme à la

face du monde sa volonté de se libérer définitivement de la tutelle impérialiste, une passivité criminelle règne en France parmi les dirigeants des organisations se réclamant de la classe ouvrière.

* Fraternisation prolétarienne!

« Le Général japonais Numata a déclaré que les Japonais qui luttent aux côtés des rebelles n'atteignaient pas une centaine et qu'ils étaient considérés comme des « déserteurs et ennemis ».

(Dépêche officielle).

Comme en Grèce, des travailleurs en uniforme ont eu le courage d'encourir la peine de mort pour porter aide à leurs frères de misères luttant pour leur émancipation.

« Le Populaire » fait absolument bloc avec les apôtres de la grandeur: aucune protestation, aucun mot d'ordre de solidarité avec l'Indochine ne peuvent être trouvés dans les colonnes du journal « socialiste ».

« L'Humanité », tout en reconnaissant en paroles le droit du peuple indochinois à son indépendance, a soigneusement évité d'appeler le prolétariat français à une action décisive contre la politique des De Gaulle, Leclerc et consorts.

Liés à la bourgeoisie par une politique de coalition, les dirigeants ouvriers se sont déjà faits les complices de la répression contre les travailleurs algériens insurgés. En les laissant encore une fois faire en son nom cause commune avec les impérialistes, le prolétariat français se déshonorerait aux yeux des exploités du monde entier et perdrait la confiance de l'admirable peuple indochinois.

Travailleurs, il faut rompre avec la criminelle non-intervention en face des crimes de notre bourgeoisie. Il faut arrêter sa main avide d'or et de sang. L'appel lancé par le représentant de la délégation des Indo-

* Solidarité prolétarienne.

Pour soutenir le mouvement d'indépendance de l'Indochine aux dockers de Melbourne, de Sydney et de Brisbane, qui continuent à se refuser à charger des navires hollandais, se sont joints ceux de Nouvelle-Zélande.

(Dépêche officielle).

C'est à nous, travailleurs de France, qu'incombe en premier lieu le devoir de paralyser l'intervention criminelle des impérialistes français en Indochine.

chinois en France trouvera, nous en sommes sûrs, un écho profond chez les travailleurs de France, malgré les calomnies et les manœuvres de basse police qui se trament contre les représentants qualifiés de l'Indochine libre.

LES 300.000 OUVRIERS AUSTRALIENS QUI SE SONT MIS EN GREVE POUR LE SOUTIEN DES NATIONALISTES D'INDONESIE, LES DOCKERS DE SYDNEY QUI REFUSENT DE CHARGER DU MATERIEL DE GUERRE A DESTINATION DES TROUPES DE L'IMPERIALISME HOLLANDAIS EN INDONESIE, NOUS MONTRENT LA VOIE.

Tout doit être mis en œuvre pour aider le peuple indochinois à se libérer.

Le combat continue âprement et sans relâche, d'un bout à l'autre de l'Indochine. La lutte des travailleurs coloniaux porte des coups efficaces à l'édifice pourri de l'impérialisme, fauteur de misère, de fascisme et de guerre. Rester passif, c'est non seulement agir en criminels, mais aussi laisser écraser stupidement les meilleurs alliés des travailleurs français. Notre aide doit être immédiate et totale.

Vive la grève de solidarité avec l'héroïque peuple indochinois!
Vive l'Indochine libre!

Jean MARCOUX.



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°104

5 janvier 1946

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

Les tâches de la révolution indochinoise

DEUX menaces pèsent sur la jeune république du Viet Nam et sur le mouvement révolutionnaire indochinois: celle de l'impérialisme français qui pille et massacre, et aussi celle des contradictions sociales internes.

Car le mouvement de libération nationale est loin d'être homogène: le Viet Minh est composé de paysans, d'ouvriers, de petits bourgeois et aussi de la fraction libérale de la bourgeoisie indochinoise. Quatre partis le constituent: deux partis nationalistes et deux partis ouvriers: trotskyste et stalinien (la démission de ce dernier, qui avait été annoncée, n'a pas été confirmée). En outre en Indochine du nord deux autres partis nationalistes bourgeois se sont formés, qui sont soutenus par le gouvernement chinois et par l'impérialisme américain. Inévitablement des conflits éclatent entre le Viet Minh et les partis bourgeois, et même au sein du Viet Minh les contradictions sociales se manifestent. Selon les informations reçues, les travailleurs ont formé des Comités du Peuple (Uy-Ban), mot d'ordre lancé par les trotskystes en 1936. Le mouvement anti-impérialiste des masses se tourne, par la force des choses, aussi contre les exploités indochinois. L'administration française a concédé d'immenses domaines. D'autres propriétaires terriens annamites ont accaparé des terres hypothéquées en pratiquant l'usure. Tous ces éléments regardent d'un œil hostile la tournure de révolution sociale que prend le mouvement nationaliste. Déjà une petite fraction, en zone occupée par les Chinois, s'appuie sur l'Amérique et est prête à troquer l'indépendance nationale contre la sauvegarde de ses privilèges.

Les deux problèmes sont liés. La bourgeoisie indochinoise, incapable de réaliser les tâches de révolution démocratique-bourgeoise que la France a réglé en 1789, est aussi incapable d'assurer l'indépendance du pays. L'une comme l'autre ne peuvent être réalisées que par les travailleurs indochinois. Aussi n'est-il pas étonnant de voir le *Doug-Muïl Hai* soutenu par le Kuomintang chinois, massacreur des ouvriers de Canton et le Daï-Viet, parti bourgeois, se dresser contre le Viet Minh. Il faut s'attendre aussi, dans le déroulement des événements, à voir le Viet Minh lui-même, soudé

aujourd'hui par la lutte contre l'impérialisme étranger et en accord sur les revendications démocratiques, se désagréger au fur et à mesure que s'affirment les tendances révolutionnaires des masses: L'aile droite nationaliste se dressera contre l'aile révolutionnaire.

Il est clair dans ces conditions:

1° Que l'avant-garde révolutionnaire indochinoise, tout en établissant avec la bourgeoisie libérale « un front unique » contre l'impérialisme doit garder toute son indépendance de classe. La bourgeoisie indigène devant la montée des masses préférera toujours pactiser avec l'impérialisme: déjà de « nombreuses personnalités intellectuelles annamites » auraient engagé des conversations avec les représentants français, pour remédier à « l'anarchie » en Indochine du Nord.

2° Que la révolution indochinoise menacée de l'intérieur et de l'extérieur, ne peut vaincre seule. Elle ne peut triompher qu'avec l'aide du prolétariat mondial, et en particulier du prolétariat français. La volonté de celui-ci est claire: motions, ordres du jour, protestations de jeunes soldats qu'on embarque de force pour l'Indochine, le prouvent surabondamment. *Le prolétariat français ne veut pas se faire le complice de l'impérialisme français en quête de « grandeur ».*

Mais que font ses représentants?

Le Parti socialiste et le Parti communiste français ont la majorité absolue à la Constituante; il y a sur 21 ministres: 10 socialistes et communistes. Que font-ils pour l'Indochine? RIEN. Les belles promesses faites au meeting du 13 novembre sont des mensonges. Hénaff, secrétaire de la C. G. T., déclarait, ce jour-là à la salle qui lui réclamait de passer à l'action: « La C. G. T. passera à l'action au moment qu'elle aura choisi, au moment voulu. » Qu'attend donc la C. G. T.? Le moment n'est-il pas venu, alors que le 13 décembre dernier une conférence militaire sous la présidence du ministre Michelet déclarait que « L'extension des opérations en Indochine dépend de la rapidité de la livraison du matériel motorisé, ESCOMPTE POUR LE MOIS DE JANVIER » et que Leclerc promet de l'action à ses mercenaires?

Dans un mois l'Indochine sera mise à feu et à sang et Hénaff, Blum et Thorez pensent encore que ce n'est pas le moment d'arrêter les crimes de notre bourgeoisie!

Ouvriers français, vous voulez rester fidèles à l'enseignement de Lénine, qui disait: « Sans la défense du droit des nations opprimées à s'émanciper, il n'y a pas d'internationalisme ».

Vos chefs, en abandonnant le prolétariat indochinois, sacrifient vos meilleurs alliés, trahissent l'internationalisme prolétarien au profit de la « grandeur » de l'impérialisme français. Vous n'en serez pas les complices. Exigez d'eux, par votre action directe, une intervention immédiate.

Manifestez partout votre solidarité avec le peuple indochinois.

Les partis ouvriers, la C. G. T. à l'action!

Tous unis pour la défense des peuples coloniaux, pour l'indépendance de l'Indochine!

*

Tran-Duc-Thao libéré

« La Vérité » adresse un salut fraternel à Tran Duc Thao, responsable politique de la Délégation générale des Indochinois en France, arrêté depuis octobre dernier, mis il y a quelques jours en liberté provisoire.

*

Grève de la faim

Les travailleurs indochinois en faisant une nouvelle grève de la faim à l'occasion de la Noël, viennent encore de prouver à tous ceux qui bavent sur la « dictature » du Viet Minh que le peuple indochinois est unanime dans sa lutte contre l'oppression française.

Brochure publiée par la IVeme Internationale (1947)

ANH-VAN et JACQUELINE ROUSSEL

Mouvements nationaux et lutte de classes
au

VIET - NAM

INTRODUCTION

L'ère des révolutions coloniales

« La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques. C'est pourquoi sa destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies et c'est pourquoi l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas, en réalité, une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture du chemin pour le prolétariat opprimé lui-même. »

II^e Congrès
de l'Internationale Communiste.
(1920)

L A deuxième guerre impérialiste était à peine terminée que des mouvements d'une ampleur extrême ont soulevé l'Indochine et l'Indonésie. Partout, en Birmanie, aux Indes, en Corée, dans le Moyen-Orient, en Afrique du Nord, la fermentation est intense. L'Afrique noire, elle aussi, s'éveille. La cause immédiate de cette crise réside dans l'affaiblissement des grands impérialismes colonisateurs au cours de la guerre et dans le mûrissement parallèle de la conscience des masses coloniales.

La guerre a mis à nu la faiblesse profonde de la bourgeoisie française, elle a montré la vulnérabilité de la Grande-Bretagne, l'insignifiance de la Belgique et de la Hollande sur l'échiquier européen et mondial. Elle a consacré une baisse définitive du prestige des nations colonisatrices : il est apparu, même aux yeux des peuples les plus arriérés, que la puissance de leurs maîtres n'était pas éternelle et qu'il était possible de secouer leur domination.

Ainsi s'explique l'irruption brutale des masses de l'Asie et de l'Afrique sur la scène historique. Mais ce développement révolutionnaire n'a rien d'un accident qui, sans la guerre, ne se serait pas produit. La guerre n'a fait que l'accélérer. Les conditions inouïes d'exploitation auxquelles sont soumis les peuples coloniaux, les modifications de structure économique et sociale provoquées par la pénétration impérialiste ont depuis longtemps jeté les bases de profonds mouvements

nationaux. D'un autre côté, on peut affirmer avec une absolue certitude que les insurrections actuelles constituent seulement un prélude aux luttes coloniales. Celles-ci sont appelées, dans un proche avenir, à se généraliser et à s'approfondir, en liaison avec l'entrée du prolétariat international dans la lutte révolutionnaire, entrée que rendent inévitable l'instabilité du capitalisme et son incapacité, aussi bien sur le terrain national que sur le terrain international, à trouver une solution sérieuse et quelque peu durable aux contradictions inextricables nées de la deuxième guerre impérialiste. Dans ce cadre de crise générale du monde capitaliste, l'ère des révolutions coloniales est largement ouverte.

Nul ne songerait à nier leur importance : la domination coloniale constitue l'une des bases les plus décisives de l'impérialisme. Qu'elle soit aujourd'hui directement menacée, qu'on ne sache plus, comme le fait remarquer un journaliste bourgeois, quel terme employer pour parler de ce qui fut « l'empire français », cela signifie qu'une brèche immense est en train de s'ouvrir dans la forteresse de l'impérialisme.

La brutalité et la violence de l'exploitation subie depuis des dizaines d'années ou même des siècles, explique la brutalité et la violence des mouvements coloniaux : voyant poindre une lueur de salut, les masses se lancent dans la lutte avec un acharnement et un courage admirables. L'héroïsme inouï dont ont fait preuve les peuples coloniaux permet de mesurer la profondeur de leur aspiration vers la liberté. Mais l'héroïsme ne suffit pas à assurer le succès d'une lutte. Aucun des mouvements coloniaux déclenchés après la guerre n'est encore arrivé à son but ; ils n'ont tous réalisé leurs objectifs que dans d'étroites limites. D'où proviennent ces limites, pourront-elles être dépassées, quelle issue possible s'offre aux luttes présentes et à venir, quel est le caractère exact des mouvements, jusqu'où peuvent-ils se développer, telles sont les questions qui se posent dès qu'on tourne les yeux vers les pays d'Asie en plein bouillonnement, vers les pays d'Afrique où la crise mûrit avec sûreté.

L'isolement international de l'Indonésie et de l'Indochine, l'absence de grands mouvements révolutionnaires dans les pays avancés constituent, certes, des causes importantes pour expliquer les limites des mouvements nationaux. Mais ce ne sont pas les seules. Tout aussi importantes sont les causes internes, d'ordre politique, qui se résument par l'absence dans ces pays d'une avant-garde assez forte ayant nettement conscience du caractère de la lutte et des objectifs à atteindre.

**

La leçon des combats menés jusqu'à présent, c'est la nécessité en Indonésie, en Indochine, dans tous les pays coloniaux, comme dans les pays d'Europe, d'une avant-garde révolutionnaire puissante ; d'un parti révolutionnaire fort, possédant une vision claire de la nature des événements et des tâches à résoudre. La IV^e Internationale s'attache avant tout à former ces cadres, à sélectionner une direction. Pour cela, le travail au coude à coude avec les masses, la présence dans leurs luttes constantes, est indispensable ; mais il y faut aussi des idées nettes sur les problèmes de la révo-

lution, tels qu'ils se posent dans chaque pays, avec toute leur originalité. L'Indochine, à l'heure actuelle, traverse seulement une première étape de lutte ; même si l'impérialisme français parvenait, ce qui est plus qu'improbable, à refouler profondément le mouvement d'émancipation nationale, même si la politique de compromis et de collaboration de classes suivie par les dirigeants staliniens du Viet-Minh aboutissait à endiguer la poussée des masses populaires, la lutte reprendrait en Indochine à la faveur des révolutions qui éclateront en Extrême-Orient et à l'échelle internationale. De larges perspectives continuent donc à s'offrir au prolétariat indochinois. Clarifier à ses yeux les problèmes de la révolution, les dégager du brouillard idéologique et de la confusion dans lesquels les leaders actuels de la lutte, tels les dirigeants du Viet-Minh, les ont enfermés, est d'une importance décisive pour l'avenir des mouvements en Indochine. Le but de cette étude est donc de montrer quelles sont les seules voies véritables de l'indépendance et quelle sera la nature des mouvements révolutionnaires en Indochine. C'est de cette manière, comme par la lutte quotidienne de ses militants, que la IV^e Internationale apporte sa contribution au mouvement émancipateur du peuple annamite (1).

Mai 1947.

(1) Cette étude renferme l'analyse générale de la structure politique et sociale de l'Indochine, telle qu'elle se présentait au moment de la guerre. Nous nous efforcerons ultérieurement d'établir le bilan des luttes menées depuis 1945.

CONCLUSION

LA NATURE DE LA RÉVOLUTION EN INDOCHINE

L'INDOCHINE se trouve en face de tâches historiques de grande envergure : l'émancipation du joug impérialiste, la conquête des libertés démocratiques et la révolution agraire. A ne considérer que ces tâches, la révolution en Indochine est incontestablement une révolution bourgeoise-démocratique comparable, dans ses grandes lignes, aux révolutions traversées dans les derniers siècles par les pays capitalistes de l'Europe. Mais cette seule caractérisation peut-elle éclairer suffisamment la nature du développement révolutionnaire dans ce pays, permet-elle de conclure que, la révolution étant bourgeoise, elle sera accomplie, comme par le passé, sous l'impulsion et la direction de la bourgeoisie ? Une telle réponse procéderait d'un mécanisme bien peu soucieux des réalités historiques. Dans le passé, les tâches de la révolution bourgeoise ont été accomplies par la bourgeoisie qui, portant avec elle un nouveau mode de production, jouait un rôle éminemment progressif. Pour qu'il en soit de même aujourd'hui, il faudrait préalablement supposer l'étanchéité des différentes nations, des différentes civilisations. Il faudrait nier une des propriétés essentielles du capitalisme qui consiste à tendre constamment vers l'expansion économique, à rapprocher les différents pays et à égaliser les niveaux de leur développement. Si l'inégalité subsiste cependant, c'est, d'une part, parce qu'elle a été le point de départ du capitalisme et, d'autre part, parce que le capitalisme agit avec ses méthodes profondément anarchiques : en même temps qu'il impulse le développement des pays arriérés, il les freine et les maintient dans leur état féodal.

L'ensemble de cette étude s'est efforcé de montrer comment l'Indochine d'aujourd'hui diffère de l'Indochine de 1860-1870. Le type social auquel elle appartient ne peut pas plus être assimilé à celui des pays féodaux « classiques » (c'est-à-dire les pays féodaux tels qu'ils se trouvaient avant les premières révolutions bourgeoises) qu'à celui des pays capitalistes avancés. Il s'agit là d'un type original, commun à la plupart des pays arriérés de notre époque, d'une structure sociale « combinée », fruit de la rencontre entre un état historiquement arriéré et la marche du capitalisme.

L'introduction des modes capitalistes de production a entraîné l'apparition de formations sociales entièrement nouvelles — bourgeoisie et prolétariat — qui, aux deux pôles de la nation, ont leurs aspirations et leurs besoins propres. Il est impossible de supposer que ce facteur ne modifie pas les forces motrices de la révolution

et par suite ses buts et ses méthodes. Le problème reste donc entièrement posé et peut se résumer de la manière suivante : comment et par qui seront réalisées en Indochine l'indépendance nationale, les tâches démocratiques et la révolution agraire ?



Seule l'analyse de l'attitude prise par chaque classe devant les tâches historiques de sa nation à l'ordre du jour peut permettre de donner à cette question une réponse exacte, reposant sur des bases objectives. La bourgeoisie indochinoise nous est apparue comme strictement incapable de conduire à l'émancipation nationale et de donner la terre aux paysans par suite de sa liaison organique avec les propriétaires féodaux et de ses attaches avec l'impérialisme. L'histoire du mouvement national est, sur ce dernier point, très instructive : la bourgeoisie, au départ en tête de la lutte contre l'impérialisme, a vu sa volonté d'indépendance décliner en même temps qu'elle croisait et s'affermissait comme couche sociale à intérêts propres, nettement définis. D'adversaire, elle est devenue l'alliée de l'impérialisme et ses velléités de révolte n'ont été désormais qu'un moyen d'arracher des avantages plus substantiels. De plus, elle est encore rejetée pour une autre raison vers l'impérialisme étranger. Dans les révolutions bourgeoises des siècles passés, il appartenait à la bourgeoisie de résoudre le problème agraire : distincte de la classe féodale, elle émancipait les paysans du joug des propriétaires fonciers en supprimant les corvées et les redevances, en leur donnant la terre. Aujourd'hui, donner la terre aux paysans porterait un coup mortel à la bourgeoisie annamite, ruinerait une des bases essentielles de ses profits. C'est pourquoi, lorsque les masses, au cours de leur lutte contre l'impérialisme, dépassent les objectifs purement nationalistes et se dressent contre toute oppression, d'où qu'elle vienne, et en premier lieu contre celle des propriétaires fonciers, la bourgeoisie doit nécessairement se retourner vers son seul sauveur : l'impérialisme. La faiblesse même de la bourgeoisie annamite lui impose de s'accrocher d'autant plus fort à la main secourable que l'impérialisme est toujours prêt à lui tendre.

Le caractère « féodal » de la bourgeoisie des pays arriérés à l'époque impérialiste, qui la différencie de la bourgeoisie à l'aube de son histoire, constitue ainsi la raison fondamentale de son incapacité à résoudre ses propres tâches. Mais ce caractère, lui non plus, n'a rien de mystérieux. Il provient des particularités de formation de la bourgeoisie coloniale. En Indochine, la bourgeoisie est née, non pas comme en Occident, de la lente accumulation au sein de l'ancienne société féodale de facteurs économiques et sociaux qui exigeaient impérativement une rupture nette avec l'ancien système, mais de la conquête française. Malgré des différences importantes, il en est de même, de façon générale, pour l'ensemble des pays arriérés. Ainsi, en Chine, la bourgeoisie s'est formée également à la suite de la pénétration impérialiste ; au Japon, au contraire, elle est née de la peur de la conquête, dans le but de s'en préserver. *Dans tous ces cas, elle ne s'est pas formée contre la féodalité, mais en constitué une sorte d'excroissance, préservant tout ce qu'elle a pu des institutions et des coutumes féodales.*

Il devient tout à fait clair, par conséquent, que la bourgeoisie annamite, en raison de sa nature même, est incapable de résoudre aucune des tâches de la révolution bourgeoise-démocratique. Loin de

prendre la tête de cette révolution, elle se trouve très vite rejetée dans le camp de l'impérialisme et combat à ses côtés la lutte des masses pour leur indépendance. Les récents événements d'Indochine confirment pleinement ce pronostic général. La bourgeoisie terrienne de Cochinchine, effrayée de la poussée révolutionnaire des masses, de la rapidité avec laquelle s'éveillait leur conscience, s'est prêtée avec empressement à la manœuvre de l'impérialisme français, créant un gouvernement autonome pour diviser et affaiblir le Viet-Nam. Il suffit de citer quelques chiffres pour se convaincre du caractère artificiel de ce gouvernement, soutenu uniquement par les grands bourgeois propriétaires fonciers : les deux journaux autonomistes de Saïgon tirent à six mille exemplaires, tandis que les onze journaux unionistes tirent à cent vingt-huit mille (1).

**

On ne manquera pas d'objecter à cette preuve trop évidente de la justesse de nos positions que la bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam a continué, elle, à mener contre l'impérialisme français une lutte violente, se montrant parfois dans ses partis, tels que le Dong-Minh-Hoi, le Dai-Viet ou le Viet-Nam-Quoc-Dang-Dang, plus agressive que le Viet-Minh lui-même. On soulignera que les vellétés de l'impérialisme français de renouveler, autour du catholique et anticommuniste Nguyễn Manh Ha, de l'empereur Bao Dai ou de quelque autre fantoche, sa tentative de Cochinchine, n'ont pu encore prendre corps jusqu'ici, à la fois parce qu'elles dressaient contre elles les masses populaires et parce qu'elles ne trouvaient pas d'écho dans les couches bourgeoises. N'y a-t-il pas là une démonstration que la bourgeoisie peut mener une lutte effective contre l'impérialisme ? En réalité, cette conclusion provient d'une vue toute superficielle de la question. La bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam s'oppose, sans doute, à l'impérialisme français bien plus violemment que ne l'a fait celle de Cochinchine ; cela tient à un certain nombre de conditions particulières. Mais s'oppose-t-elle aussi violemment à toute sorte d'impérialisme ? Là est toute la question. La bourgeoisie du Tonkin et de l'Annam, nous l'avons signalé au chapitre IV, est plus industrielle et commerçante que celle de Cochinchine, essentiellement agraire. Les contradictions qui la séparent de l'impérialisme français sont donc plus sérieuses ; les intérêts économiques de la jeune industrie nationale se heurtent à ceux de l'impérialisme ; cela explique que la bourgeoisie de ces régions mène une opposition plus large à l'impérialisme français. Mais en même temps elle regarde ouvertement vers la Chine, et, par-delà, vers l'impérialisme américain. Car elle cherche moins à se débarrasser de toute espèce d'impérialisme et à conquérir une véritable indépendance, qui inaugurerait pour les masses l'ère de leur émancipation sociale, qu'à obtenir une forme plus souple et plus avantageuse de domination impérialiste. Il y a loin entre cette politique et une lutte effective contre l'impérialisme pris dans sa généralité. Là encore se confirme notre position.

**

La petite bourgeoisie urbaine des fonctionnaires, intellectuels, petits commerçants, sera-t-elle plus capable de diriger la lutte révolutionnaire ? Elle occupe une position intermédiaire entre la bour-

(1) Entrevue de Moutet et du Comité France-Viet-Nam de Saïgon, 28 décembre 1946, rapportée par le *Bulletin* n° 4 de l'Association France-Viet-Nam, janvier 1947, Paris.

geoisie et les masses populaires ; elle n'a pas d'intérêts de classe communs. Peut-elle, dans ces conditions, avoir la cohésion et l'indépendance indispensable à la classe qui guide la marche de la révolution ? L'histoire des mouvements nationalistes petits-bourgeois des années 1925-1930, comme nous l'avons vu, répond amplement à cette question. Les partis petits-bourgeois en Indochine ont été incapables de mener une action révolutionnaire touchant et organisant de larges masses, pourvue d'un programme politique précis et de larges perspectives. Ils n'ont pu que cristalliser le désespoir et se lancer, n'importe quand et n'importe comment, dans des aventures qui les acculent à la trahison ou à la mort. D'ailleurs, l'incapacité de la petite bourgeoisie à devenir une direction révolutionnaire a été historiquement démontrée à l'échelle internationale, aussi bien par les mouvements de 1848-1849, en Europe, que par la révolution russe de 1917.

La paysannerie pèse d'un poids très lourd dans le développement révolutionnaire de l'Indochine, où elle représente les plus larges masses ; elle est capable de soulèvements héroïques, comme à Cao-Lanh, à Nghé-An, à Hatinh, en 1930-1931 ; mais à elle seule elle ne peut étendre la lutte à l'échelle nationale. Amenée par l'exploitation inouïe qu'elle supporte à se dresser à la fois contre l'impérialisme et contre les propriétaires fonciers usuriers, elle ne peut satisfaire elle-même ses propres intérêts, par suite de son niveau de conscience peu élevé, de sa différenciation interne qui, en période révolutionnaire, pousse les sommets de la population rurale à suivre la bourgeoisie terrienne. Son horizon étant limité au village, elle doit se tourner vers une classe urbaine. Ainsi, quelle que soit son importance révolutionnaire, la paysannerie est incapable d'avoir une politique autonome de classe, incapable de mener à bien ces grandes tâches étroitement liées que sont l'expulsion de l'impérialisme et le partage des terres.

**

Quelle classe peut donc être la force motrice de la révolution bourgeoise en Indochine ? Cette classe doit à la fois se trouver dénuée de tout lien d'intérêt aussi bien avec les impérialistes qu'avec les exploités indigènes, et posséder une homogénéité et une force concentrée lui permettant de diriger la révolution.

Une telle classe existe en Indochine : c'est le prolétariat. Lui seul peut, en prenant la tête du mouvement révolutionnaire, réaliser les objectifs bourgeois-démocratiques de la révolution. Mais cette prééminence du prolétariat dans la lutte et le large soutien que la paysannerie est amenée à lui donner posent devant lui la perspective de la prise du pouvoir.

En d'autres termes, c'est seulement l'établissement de la dictature du prolétariat, appuyé sur la paysannerie, qui peut permettre l'éviction réelle de l'impérialisme et la solution de la question agraire. Bien entendu, une fois arrivé au pouvoir, le prolétariat ne se limitera pas à la réalisation des objectifs de la révolution bourgeoise ; il sera obligé, assez vite, de faire des incursions dont l'ampleur ira en grandissant dans le droit bourgeois de la propriété ; ainsi s'enchaîne à la révolution bourgeoise la première étape de la révolution socialiste. Commencée en révolution nationale et agraire, la révolution, parce qu'elle se fera sous la direction du prolétariat, se dépassera et se continuera en révolution socialiste.

Il n'y a, bien entendu, aucun fatalisme dans ce développement ; il se peut que le prolétariat ne parvienne pas à s'emparer du pouvoir. C'est ce qui se passe actuellement, à cause de la direction opportuniste du Viet-Minh (Front national à prédominance stalinienne incontestable (1), surtout au début du mouvement). Les destinées de la révolution reposèrent, en fait, jusqu'ici, entre les mains de la direction stalinienne. Au lieu d'aider les ouvriers à instaurer leur pouvoir, pouvoir qu'aurait activement soutenu la grande masse paysanne, cette direction profita de son influence pour entraver la révolution et, suppléant elle-même à la faiblesse de la bourgeoisie, elle se chargea de remplir à sa place son rôle contre-révolutionnaire. C'est ainsi qu'elle décréta elle-même, en novembre 1945, la dissolution du parti communiste indochinois, au nom de l'union nationale et des intérêts supérieurs de la race ; c'est ainsi qu'elle interdit la confiscation et le partage général des terres, se contentant de décréter la prise des terres des « collaborateurs » ; c'est ainsi qu'elle maintint et légalisa le système usuraire, se contentant de plaider pour un abaissement du taux de l'usure, au lieu de décréter l'immédiate abolition des dettes et hypothèques. En freinant la lutte révolutionnaire, ce qui fut couronné par l'extermination systématique des militants trotskystes et de tous les éléments d'opposition à la politique stalinienne, elle conduisit la lutte nationale dans une impasse, par le compromis du 6 mars 1946, qui acceptait pour l'indépendance les restrictions d'une appartenance à l'Union Française et qui, en permettant aux troupes françaises de pénétrer au Tonkin, renversait en faveur de l'impérialisme le rapport des forces.

Il apparaît ainsi dans les faits mêmes que lorsqu'un véritable pouvoir prolétarien ne parvient pas à s'instaurer, les tâches de la révolution bourgeoise ne sont accomplies que d'une manière très imparfaite : la question agraire, problème essentiel en Indochine, reste sans solution ; la lutte pour l'indépendance n'a abouti qu'à des résultats incomplets et extrêmement précaires.

**

Pouvait-il en être autrement ? L'Indochine est-elle mûre pour la dictature du prolétariat ? La réponse qu'on est tenté de faire, au premier abord, peut être négative, et se fonde sur des arguments très sérieux : le faible développement de l'industrie, le faible poids du prolétariat par rapport à l'ensemble de la nation, le très petit nombre des grandes entreprises, l'absence d'industrie lourde. Mais la possibilité de la prise du pouvoir par le prolétariat ne dépend pas *seulement* et *directement* du niveau des forces productives. L. Trotsky écrit à ce sujet : « Le prolétariat peut arriver au pouvoir dans un pays économiquement arriéré avant le prolétariat d'un pays avancé du point de vue capitaliste. Croire que la dictature du prolétariat dépend automatiquement des forces techniques et des ressources d'un pays, cela signifie répéter un préjugé né d'un matérialisme économique extrêmement simplifié. Cette opinion n'a rien à voir avec le marxisme » (2).

(1) Le Viet-Minh comprend l'ancien P. C. indochinois, auquel s'agrègent des éléments paysans et des formations bourgeoises-libérales.

(2) Article « Bilans et Perspectives », dans *Notre Révolution* (1906), cité dans la *Révolution permanente*, chapitre II.

On doit cependant examiner la question de plus près ; il est bien entendu impossible de prévoir avec une exactitude mécanique quand tel ou tel pays sera mûr pour la solution véritablement révolutionnaire de ses tâches nationales-démocratiques. On peut seulement essayer d'analyser les divers facteurs de cette maturité. L'un des plus importants est évidemment le rôle du prolétariat dans l'économie et, dans ce sens, l'Indochine se trouve dans une situation défavorable à cause du faible développement et du caractère de son industrie. Mais cela n'épuise pas la question. L. Trotsky écrit à ce propos (1) : « Bien entendu, les chances de succès de cette lutte (contre la bourgeoisie nationale) dépendent principalement du rôle du prolétariat dans l'économie du pays, par conséquent du degré de développement capitaliste. Cela ne constitue pourtant pas l'unique critérium. Il est non moins important de savoir s'il existe dans ce pays un problème « populaire » de grande envergure et d'actualité passionnante qui touche aux intérêts de la majorité de la nation et dont la solution ne pourra être donnée que par des mesures révolutionnaires extrêmement hardies. Tels sont le problème agraire et le problème national, dans leurs différentes combinaisons. Etant donné l'acuité du problème agraire et le caractère odieux de l'oppression nationale, le prolétariat des pays coloniaux, en dépit de sa jeunesse et de son développement relativement faible, peut, en se plaçant sur le terrain de la révolution nationale-démocratique, arriver au pouvoir plus tôt que le prolétariat d'un pays avancé qui se placerait sur un terrain purement socialiste. »

C'est de ce point de vue qu'il faut examiner l'originalité des conditions en Indochine : rapports de la lutte de classes, facteurs subjectifs (degré de conscience des masses, leurs traditions de lutte, leur initiative révolutionnaire), caractère des relations entre le prolétariat et la paysannerie.

Sur le premier point, nous ne reviendrons pas longuement : nous avons constamment marqué l'acuité des antagonismes de classes qui rapprochent la bourgeoisie nationale de l'impérialisme en même temps qu'ils dressent contre elle les masses ouvrières et paysannes. Quant au deuxième point, il nous suffit de souligner l'originalité du développement de l'Indochine qui, dans ce pays sans grande industrie, où règnent encore les plus archaïques superstitions, a permis la croissance des formations politiques les plus avancées — parti communiste, organisation trotskyste — a éliminé progressivement toutes les autres couches sociales de la lutte pour l'indépendance nationale et placé les mouvements communistes à la tête de cette lutte. Il y a là un de ces paradoxes historiques qui sont les fruits du développement combiné que traversent les pays arriérés. Dans aucun autre pays colonial et semi-colonial, le parti communiste n'a eu une telle force, n'a joué un tel rôle dans la vie politique : aux Indes, en Chine surtout, un mouvement communiste important a aussi pris naissance, mais il trouve en face de lui des partis bourgeois forts — Congrès hindou, Kuomintang chinois. Ce n'est pas le cas de l'Indochine où staliniens et trotskystes sont apparus comme les seuls pôles de regroupement révolutionnaire. Le travail politique accompli par les organisations staliniennes et trotskystes, avant la guerre, dans les masses indochinoises a déterminé le niveau élevé des luttes dès le début du mouvement révolutionnaire de 1945. La maturité politique de la classe ouvrière indochinoise, quelle que soit sa faiblesse numérique, ne doit pas être sous-estimée.

(1) *La Révolution permanente*, chapitre VII.

Arrivons enfin au troisième point, qui est celui des rapports entre prolétariat et paysannerie. Un premier fait retient l'attention : le poids social écrasant de la paysannerie (92 % de la population, quand les prolétaires avec leurs familles n'en représentent pas plus de 5 %). Mais il serait faux de tirer de cette constatation numérique la conclusion politique que le prolétariat ne pourra pas entraîner derrière lui la paysannerie. Cette possibilité dépend, non du nombre des prolétaires, mais de la nature de la liaison entre les ouvriers et les paysans. Or, cette liaison, en Indochine comme dans la plupart des pays d'Orient, est extrêmement étroite : nombre d'ouvriers comme ceux des plantations, retournent au village après expiration de leur contrat et y apportent une mentalité nouvelle; de plus le nombre des paysans très petits propriétaires, des paysans sans terre et des ouvriers agricoles est très élevé (1) et leur situation les pousse à des solutions révolutionnaires radicales, ce qui explique leur extrême perméabilité à la propagande communiste. En outre, une des caractéristiques essentielles de la paysannerie dans les pays d'Occident — sa dispersion géographique — se modifie considérablement en Indochine où la population paysanne est extrêmement concentrée : surtout dans les deltas du Tonkin et de l'Annam. Toutes ces particularités, qui contribuent à l'originalité du type national de l'Indochine, ne modifient nullement le caractère sociologique profond de la paysannerie, à savoir son incapacité à devenir une direction révolutionnaire; mais elles rendent incomparablement plus facile l'alliance révolutionnaire du prolétariat et de la paysannerie. Dans un pays où le problème agraire revêt une pareille ampleur, c'est son *acuité seule qui rend possible la dictature du prolétariat*. Celui-ci se trouvera porté au pouvoir par l'insurrection paysanne, parce qu'il est la seule force capable d'atteindre les objectifs de la révolution nationale et agraire. L'existence de semblables conditions permet d'affirmer que l'Indochine est mûre pour la dictature du prolétariat, tout aussi mûre que l'était la Chine en 1927. Il n'en reste pas moins vrai que cette dictature se trouverait en face d'extrêmes difficultés par suite de la faible industrialisation du pays et que son avenir ne peut être envisagé dans le seul cadre de l'Indochine.



Il est impossible, en effet, d'examiner le développement de l'Indochine strictement dans ses frontières nationales. Un des plus importants foyers révolutionnaires embrasés par la seconde guerre mondiale est constitué par l'Extrême-Orient. La Chine, les Indes, le Japon, la Corée, la Birmanie, l'Indonésie, les Philippines sont travaillés aussi par des mouvements profonds. Sans doute les niveaux de ces divers pays sont inégaux et, de ce fait, les conditions de développement révolutionnaire varient de l'un à l'autre. Il n'en reste pas moins que les mêmes grands problèmes se trouvent partout posés : lutte contre l'impérialisme pour l'indépendance nationale, révolution agraire, établissement des libertés démocratiques, essor économique par l'industrialisation et le relèvement des conditions d'existence pour les masses. Les pays où la crise a éclaté avec la plus grande violence sont ceux où l'impérialisme était le plus faible (Indonésie : Hollande; Indochine : France). Ces premiers mouvements, encore largement isolés, n'ont pu que très partiellement atteindre leurs objec-

(1) Voir chapitre IV.

tifs, principalement à cause de l'absence de véritables partis révolutionnaires édifiés sur un programme internationaliste. En Indonésie, une bourgeoisie nationale relativement forte a pu endiguer le mouvement des masses et jouer son rôle contre-révolutionnaire classique, s'appuyant sur l'impérialisme américain pour massacrer et désarmer les ouvriers et paysans en lutte. En Indochine, sous prétexte du faible poids représenté par le prolétariat, sous prétexte de ne pas servir un impérialisme plus puissant, sous prétexte de réaliser une *unité nationale* fallacieuse par la collaboration des classes, la direction stalinienne a cherché un compromis avec l'impérialisme français et porté ses coups contre l'avant-garde : les dirigeants trotskystes Ta thu Thau, Tran van Trach et de nombreux autres ont été assassinés en février 1946, pour frayer la voie aux accords du 6 mars. La politique des staliens indochinois était déterminée, en outre, par la préoccupation de la diplomatie soviétique d'empêcher l'impérialisme américain de prendre assise dans ce pays. Le Kremlin préférerait conserver — l'hypothèse d'une véritable indépendance, qui devrait nécessairement passer par la révolution sociale, étant exclue — la domination d'un impérialisme comme la France, dont la faiblesse rendrait possible une infiltration de l'influence stalinienne, et assurerait à l'U.R.S.S. un point d'appui au sud de la Chine.

La vanité de ces savants calculs staliens n'a pas manqué d'apparaître rapidement. En s'opposant aux aspirations sociales et à la volonté d'indépendance totale des masses révolutionnaires, le gouvernement de Ho Chi Minh n'a fait qu'ouvrir à l'impérialisme le chemin de la reconquête et préparer sa propre perte. Mais l'impérialisme français ne sera pas capable de rétablir en Indochine le régime colonial d'antan : il lui faudrait des forces qu'il est loin de posséder, pour réduire à sa merci tout un peuple que soulève un irréductible désir d'émancipation.

De toutes façons, même si l'impérialisme parvenait à consolider passagèrement ses positions grâce à la trahison stalinienne, un point final ne pourrait être mis à la révolution indochinoise tant que l'Extrême-Orient restera en proie à la fermentation révolutionnaire. Or, tous les peuples du Pacifique sont aujourd'hui en mouvement, et leur lutte n'en est encore qu'à son départ. Le Japon connaît un développement du mouvement ouvrier extrêmement rapide et tumultueux, plein de promesses. Aux Indes, les luttes prolétariennes prennent un essor tel qu'il inquiète et effraie sérieusement la bourgeoisie nationale. A Formose et aux Philippines, la guerre civile couve. En Chine, les grèves se multiplient. En Corée, des organisations révolutionnaires dégagées de l'idéologie stalinienne et proches des idées de la IV^e Internationale grandissent à pas de géant et se sont dès à présent constitué une véritable base de masses. Une des conditions essentielles pour le succès de ces luttes réside dans la liaison entre les mouvements révolutionnaires de tout l'Extrême-Orient. Sur ce plan, le prolétariat est appelé à jouer un rôle primordial, car il est la seule classe homogène capable de surmonter les barrières entre Etats, races et religions, et la seule capable de relier les révolutions coloniales à la lutte du prolétariat des métropoles.



Dire que l'Indochine est mûre pour la dictature du prolétariat, que les rapports sociaux en Indochine permettent l'arrivée au pouvoir du prolétariat, ne signifie pas que le prolétariat indochinois arrivera

À la victoire du premier coup; plusieurs étapes se rencontreront sur ce chemin. Si, en particulier, les mouvements actuels ne peuvent aboutir au premier stade à une victoire totale, faute principalement de l'existence d'un parti bolchevik-léniniste puissant dans ce pays, ils n'en constituent pas moins pour le prolétariat indochinois une précieuse expérience. *La question sera tranchée en définitive par le rythme du développement révolutionnaire dans le monde.* L'ère des révolutions coloniales est ouverte, écrivions-nous dans l'introduction à cette étude, en reliant l'élargissement et l'approfondissement des luttes coloniales aux perspectives du développement révolutionnaire dans le monde entier et particulièrement en Europe. L'absence de telles perspectives condamne fatalement même les « socialistes de gauche » les mieux inspirés à abandonner le soutien de la lutte révolutionnaire du Viet-Nam pour son émancipation. N'ayant en vue qu'une longue période de stabilisation capitaliste sous l'hégémonie de deux ou trois grandes puissances, ils déclarent (1) avec de grandes protestations de dévouement à la cause des peuples colonisés que le stade de l'indépendance est aujourd'hui dépassé et engagent les pays coloniaux à former des blocs avec leurs maîtres d'hier afin d'éviter de tomber sous la coupe de nouveaux maîtres. L'action révolutionnaire au coude à coude des peuples coloniaux et des prolétariats métropolitains pour briser la domination impérialiste représente pour ces gens un rêve utopique, tout juste bon à être évoqué le dimanche, dans les envolées oratoires des fêtes « socialistes ». Dans la réalité de la vie quotidienne, ils raisonnent et se conduisent comme les bourgeois dont ils se font les fidèles serviteurs.

Mais le rythme du développement révolutionnaire dans le monde et partant dans les colonies, ainsi que son aboutissement, dépend surtout de l'existence de véritables partis révolutionnaires, d'une internationale digne de ce nom. Car si les conditions historiques rendent impossibles la solution des tâches nationales et démocratiques dans les pays coloniaux, en dehors de la dictature du prolétariat, cette dictature du prolétariat ne peut se réaliser sans la présence et l'intervention dirigeante d'un parti internationaliste marxiste authentique. C'est pourquoi l'avenir du développement révolutionnaire en Indochine dépend dans une large mesure de la capacité de l'avant-garde prolétarienne à construire dans ce pays un véritable parti révolutionnaire, sous le drapeau de la IV^e Internationale.

(1) Voir articles de Boutbien (*Franc-Tireur* des 12-26 janvier 1947).

QUATRIEME INTERNATIONALE

Janvier-Février 1947

De la Conférence de Fontainebleau à la reprise des hostilités en Indochine

R.Dassac

QUATRE mois après le compromis du 6 mars qui mit fin provisoirement aux hostilités déclarées entre l'impérialisme français et les masses vietnamiennes soulevées pour mettre fin à l'odieux régime de quarantevingts ans de colonisation, la Conférence de Fontainebleau s'ouvrait à Paris, entre des représentants de la République du Viet Nam (membres du Viet Minh) et ceux de l'impérialisme français. Cette Conférence devait régler un certain nombre de points importants, particulièrement le statut de la République du Viet Nam par rapport à l'Union Française, la question de Cochinchine qui impliquait les questions du gouvernement fantoche du docteur Tinh, du rattachement éventuel de la Cochinchine au Viet Nam, du référendum en Cochinchine au sujet de ce rattachement.

Le discours de Pham-Van-Dong, président de la délégation vietnamienne, prononcé à la séance inaugurale de la Conférence le 6 juillet 1946, est un résumé typique des contradictions inhérentes à la politique du Viet Minh, politique opportuniste émaillée de temps à autre de protestations d'autant plus violentes qu'elles ne sont que purement verbales :

« ... Le gouvernement vietnamien voulait la paix; la France nouvelle aussi. Car la France sortie de la Résistance ne pouvait tolérer qu'une guerre de cette nature fut entreprise et entreprise en son nom... La convention du 6 mars fut signée. Elle reconnaît notre pays comme un Etat libre et notre gouvernement consentit à recevoir amicalement les troupes françaises au Tonkin et en Annam, au nord du 16° parallèle... »

« Eh bien, messieurs, c'est avec une peine profonde que nous vous disons que certaines causes de l'armistice du 6 mars n'ont pas été exécutées par les autorités françaises au Viet-Nam, que les hostilités, au lieu de cesser sur-le-champ, ont continué jusqu'à ce jour, que les troupes françaises, au lieu de rester sur leurs positions (!), ont mis tout en œuvre pour gagner du terrain... Mais, par dessus tout, nous tenons à protester... contre la créa-

tion d'un Etat libre de la Cochinchine et la reconnaissance de son gouvernement provisoire par les autorités françaises de Saïgon.

« Messieurs, si la convention du 6 mars n'a été signée d'un commun accord que pour permettre aux troupes françaises de pénétrer pacifiquement au nord du Viet-Nam alors que, dans le même temps, on précipitait les hostilités dans le sud afin d'amener la Conférence à s'incliner devant le fait accompli, nous avons le devoir de dire ici que cela n'est pas fait pour faciliter les négociations et la réalisation d'une entente définitive entre la France et le Viet-Nam pour le bien des deux pays.

« Car c'est cette entente définitive que nous voulons. Nous aimons profondément notre pays, et c'est pourquoi nous désirons l'associer à la France à laquelle tant de biens nous unissent, et avec laquelle nous comptons occuper notre place dans la grande famille des nations libres et démocratiques... »

Les représentants de l'impérialisme français se montrèrent évidemment infratrabables sur cette question de Cochinchine, cherchant avant tout à consolider les avantages acquis et à gagner du temps. Les pourparlers furent rompus, et la « crise de la Conférence de Fontainebleau » attira les commentaires de toute la presse. A ce sujet, nous disions dans *La Vérité* du 9 août :

La bourgeoisie française a toujours considéré le compromis qu'elle a dû signer avec le Viet-Nam, le 6 mars, comme un *armistice avantageux*, préalable à une nouvelle offensive contre les masses du Viet-Nam.

Les généraux français signèrent le compromis parce qu'il s'avérait que l'armée Leclerc était incapable de rétablir sous une forme stable la domination impérialiste en Indochine. Impossibilité de « pacification », même partielle. Démoralisation et pertes en hommes considérables dans le corps expéditionnaire. Effort financier sans rendement.

L'« armistice » lui permettait de souffler, d'occuper militairement des régions qu'il aurait fallu des années pour conquérir, de sauvegarder les intérêts financiers de la bourgeoisie française, de sauver la face

devant le peuple français et les autres impérialismes.

Mais il n'y avait aucune illusion à se faire sur le « respect des engagements » de la part des agents directs de la bourgeoisie impérialiste...

Pendant que se déroulait la première conférence de Dalat, et maintenant celle de Fontainebleau, d'Argenlieu pose là-bas, jour après jour, de nouveaux jalons qui mènent à l'étranglement du Viet-Nam.

Les communistes indochinois, qui formaient l'ossature du Viet-Minh, de même que Ho-Chi-Minh ont mis le doigt dans l'engrenage dès les débuts de la révolution, en dissolvant d'abord le Parti communiste indochinois, en abandonnant ensuite leur programme d'appropriation des colons et bourgeois indigènes, et en se mettant financièrement dans la dépendance de ces derniers, en alignant enfin leur politique sur celle du P.C.F., ce qui les mena à signer un armistice dans les pires conditions.

Que peuvent-ils donc faire maintenant? Ils ont tout donné à l'impérialisme français: garanti ses intérêts, laissé la Cochinchine sous son contrôle, accepté l'envoi de troupes sur tout le territoire. Leur sur-saut de ces derniers jours, leur refus de s'humilier encore à Fontainebleau ne sert qu'à conserver des lambeaux de prestige: ils capituleront, ils ne peuvent faire autrement. Ils payent et font payer au peuple vietnamien les conséquences de leur politique opportuniste.

La Conférence de Fontainebleau tourna court. La délégation gouvernementale vietnamienne préparait son retour en Indochine sans que la moindre précision eût été apportée aux accords du 6 mars.

Déjà certains délégués étaient repartis. Au dernier moment, coup de théâtre, on apprit cependant qu'un *modus vivendi* venait d'être signé par Ho-Chi-Minh. La presse bourgeoise se félicita, assez discrètement bien entendu, des conditions de ce *modus vivendi*. En effet, sur aucun des points intéressant le Viet-Nam le moindre accord n'était intervenu: les questions du gouvernement fantoche de Cochinchine et du référendum restaient en suspens. Mais au nom d'un éventuel règlement de cette question, Ho-Chi-Minh accepta au nom du Viet-Minh d'aider l'impérialisme français à organiser le désarmement des troupes de guerillas qui menaient le combat en Cochinchine. A ce propos nous disions dans *La Vérité* du 20 septembre :

« A propos de ce *modus vivendi* bâclé in extremis, Ho-Chi-Minh lui-même déclare: « Pour les deux questions principales, l'indépendance du Viet-Nam dans l'Union française et le référendum en Cochinchine, aucun accord n'a encore été atteint... nous

nous sommes engagés à faciliter la reprise des intérêts économiques et culturels français au Viet-Nam. En contrepartie nous avons obtenu que les libertés démocratiques soient appliquées en Cochinchine... » Mais si ce pièux résultat ne peut apparaître que comme l'aveu d'une faillite frauduleuse vis-à-vis des martyrs de la révolution indochinoise, une précision apportée par les « milieux français » (*Le Monde*) sur ce *modus vivendi* laisse prévoir une nouvelle trahison de taille: d'après *Le Monde*, le *modus vivendi* « prévoit que des entretiens auront lieu sur place entre les autorités militaires pour mettre fin aux hostilités là où elles continuent encore. » Ainsi les révolutionnaires vietnamiens qui n'acceptèrent pas les conditions capitulaires du « compromis » du 6 mars, et les partisans cochinchinois abandonnés à d'Argenlieu devront rendre les armes ou bien, en cas de résistance de leur part, ils trouveront en face d'eux, non seulement les colonialistes français, mais aussi le gouvernement Viet-Minh lui-même. Ce que *Le Monde* a écrit ne signifie pas autre chose. Le bilan de la politique d'« Union nationale » et d'« alliance avec les forces réellement démocratiques françaises » est dès à présent on ne peut plus limpide. La vague révolutionnaire des ouvriers et paysans annamites a été endiguée, jugulée, l'aile gauche décapitée, et maintenant colonialistes français et stalinien indochinois se proposent de liquider les dernières survivances de la première révolution indochinoise. Le Viet-Minh et les stalinien indochinois continuent à creuser leur propre tombe en détruisant les forces vives et les organisations des travailleurs vietnamiens. »

Du point de vue économique, le *modus vivendi* pouvait être caractérisé par *Les Nouvelles économiques* du 27 septembre de la façon suivante: « des avantages certains et considérables ont été consentis aux Français ». En effet, sur tous les points importants, Ho-Chi-Minh cédait sur les bases même qui avaient été fixées par la deuxième conférence de Dalat que d'Argenlieu avait convoquée alors même que la Conférence de Fontainebleau se déroulait à Paris, conférence de fantoches valets de l'impérialisme français, et contre laquelle les délégués du gouvernement du Viet-Minh avaient auparavant protesté violemment. En résumé: garantie des intérêts français; restitution des biens réquisitionnés; liberté d'établissement; statut des biens, des entreprises, de l'embauche identiques pour l'impérialisme français et les nationaux. Sujétion de la piastre au franc. Mêmes tarifs à l'entrée des marchandises dans les territoires indochinois et à la sortie.

La capitulation ne s'était pas fait attendre, elle se produisait sur toute la ligne.

Que recherche l'impérialisme français ?

Aujourd'hui la presse bourgeoise française hurle à la « duplicité » du gouvernement d'Ho-Chi-Minh qui, dit-elle, préparait une nouvelle reprise de la lutte armée. En fait, les délégués Viet Minh n'étaient que trop sincères dans leurs avances répétées à l'impérialisme français, avances qui étaient fonction de la ligne imposée par la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne. Toute la question pour cette dernière, et pour le P.C.F., était de maintenir, dans l'Union Française et au sud de la Chine, un gouvernement à leurs ordres, pion docile sur l'échiquier international, au prix de n'importe quelle concession sur le plan économique ou de l'indépendance nationale. En ce sens le P.C.F. n'a pas cessé, et pour cause, de protester contre la création d'une république fantoche cochinchinoise, mais en ce sens seulement.

Mais d'autre part l'impérialisme français ne pouvait tolérer l'extension ou le maintien de l'autorité du Viet Minh stalinien au sommet en Indochine. Et cela, non seulement pour les seules raisons de sa politique extérieure, mais avant tout et surtout parce qu'il ne croit pas, et à juste titre, aux vertus contre-révolutionnaires éternelles du stalinisme. En effet, sous la mince pellicule superficielle formée par quelques valets fidèles de Moscou, des millions et des millions de prolétaires et de paysans du Viet Nam grondent. « Manque d'autorité », débordé par les « extrémistes », tels sont les reproches principaux et essentiels pour l'instant que la bourgeoisie française adresse réellement au Viet Minh. Pour l'impérialisme français il s'agit maintenant de faire se dégager une équipe petite bourgeoisie conciliatrice, analogue à celle du « gouvernement » autonome cochinchinois, dont l'existence repose sur les baïonnettes françaises, et sur laquelle elle puisse s'appuyer pour tronquer, édulcorer, puis détruire, toute forme d'organisation de masses ou de pouvoir ouvrier et paysan (Comités du Peuple). L'impérialisme ne craint pas tant le « nationalisme » bourgeois que la révolution sociale des prolétaires et des paysans d'Indochine. C'est en fonction de cette ligne générale que, depuis le 6 mars, les représentants de l'impérialisme français en Indochine n'ont cessé de poursuivre une politique de provocation ouverte, combinant la pression militaire au filet des relations « di-

plomatiques » tendant à resserrer les mailles du compromis du 6 mars.

Réaction empirique du Viet Minh

Certains dirigeants du Viet Minh, et particulièrement Vo-Nguyen Giap, n'ont pas été sans s'apercevoir rapidement que la voie des concessions à l'impérialisme pour imposer la reconnaissance de l'autorité du Viet Minh en tant que gouvernement pour l'ensemble du Viet Nam n'était pas la bonne. Les préparatifs des militaristes français étaient assez clairs à cet égard. De juillet à décembre, les deux camps en présence se préparèrent pour une nouvelle épreuve de forces.

En juillet-août, Giap procède à l'élimination du Dong-Minh-Hoi et du Viet Nam Guoc-Dan-Dang, partis d'opposition bourgeoise, et nettement pro-chinois en ce qui concerne le Dong-Minh. Leurs dirigeants sont en partie forcés de se réfugier en Chine. Par ailleurs Giap renforce numériquement, structurellement et militairement l'armée vietnamienne qui double au moins ses effectifs réels et tend de plus en plus à assimiler la technique militaire moderne, compte tenu bien entendu de l'infériorité matérielle qu'elle a vis-à-vis du corps expéditionnaire.

Les provocations et violations continues des accords par les représentants de l'impérialisme français en Indochine accélèrent le processus vers une reprise des hostilités.

Reprise des hostilités

Pour répondre à la campagne de la presse bourgeoise et « socialiste » française sur les responsabilités du Viet Minh dans la reprise des hostilités, il suffirait d'énumérer la succession des violations des accords opérés par l'impérialisme français en Indochine.

Mais quoiqu'il en soit, ce n'est pas du point de vue de « Qui est responsable de la reprise des hostilités ? » que le prolétariat français et mondial peut se placer pour prendre position devant la guerre coloniale de l'impérialisme français. Depuis l'aurore du mouvement ouvrier les révolutionnaires ont toujours distingué les guerres justes, correspondant à la révolte d'un peuple opprimé ou accélérant le processus révolutionnaire, des entreprises réactionnaires et contre-révolutionnaires de l'impérialisme. Dans le cas de l'Indochine il ne peut subsister aucun doute à ce sujet: la guerre menée par les masses indochinoises est une

guerre juste, elle est susceptible d'accélérer considérablement le processus révolutionnaire dans l'Union Française, en France, et en Extrême-Orient. Même avec la direction Ho-Chi-Minh-Giap, même si elle était dirigée par des nationalistes bourgeois, elle doit être soutenue inconditionnellement et par tous les moyens par la classe ouvrière mondiale, et en premier lieu par le prolétariat français.

Les tâches du prolétariat français et du prolétariat mondial

Les partis ouvriers traditionnels en France, Parti socialiste et Parti Communiste Français ont l'un et l'autre participé objectivement à la préparation de la nouvelle offensive impérialiste en présentant à la classe ouvrière française les successives capitulations du Viet Minh, défaites pour le Viet Nam, comme des victoires. Après avoir voté les crédits de guerre, ils ont cédé le compromis du 6 mars, entretenu la confusion lors de la Conférence de Fontainebleau avec leur phraséologie sur l'Union Française et sur l'entente entre la République démocratique du Viet Nam et la démocratie française issue de la résistance antifasciste, salué le *modus vivendi* comme une preuve de bonne volonté réciproque.

Depuis la reprise des hostilités leur attitude envers les opprimés d'Indochine n'en est devenue que plus abjecte. En ce qui concerne le Parti socialiste et son gouvernement Blum, il s'est rangé définitivement et clairement du côté des colonialistes. On peut dire sans être suspecté de « mauvaise foi extrémiste » que le réformisme en France et dans le monde (en Angleterre en particulier) a remplacé les missions chrétiennes et les Jésuites dans leur rôle d'avocats « humanitaires » des entreprises de massacre et de répression colonialiste. C'est maintenant au nom de la « démocratie renouée », « résistante », voire « socialiste » qu'on justifie la surexploitation et les massacres contre-révolutionnaires impérialistes. Ce fait n'a d'ailleurs rien de nouveau : C'est un gouvernement Blum qui dissout l'Etoile Nord-Africaine et couvrit les massacres de Metlaoui en Tunisie, c'est un ministre socialiste de l'Intérieur, Tixier, qui dirigea de Paris les massacres de mai 1945 en Algérie.

Aujourd'hui, le socialiste Moutet

réclame « une décision militaire » en Indochine.

Lorsque la bourgeoisie n'est plus capable par elle-même et à elle seule de maintenir sa domination et d'exercer la répression dans son Empire, il lui faut trouver des professionnels de la trahison de la classe ouvrière, capables de semer suffisamment de confusion dans les rangs de celle-ci pour éviter, freiner et réprimer toute tentative de solidarité efficace contre les opprimés des colonies et les exploités de la métropole. Aujourd'hui, non seulement les Blum, Moutet and C^o jouent ce rôle, mais encore il ressort clairement, de nombreuses informations passées au crible par la presse bourgeoise, que le gouvernement Blum est partisan d'une politique « plus déterminée et plus énergique » en Indochine que certains militaristes qui jugent techniquement de ce que représente une telle entreprise militaire.

L'attitude de la « gauche » socialiste n'en est que plus abjecte. C'est le plus souvent elle-même qui, par ses crises de conscience, ses larmes de crocodile, et ses silences navrés, fournit à Blum-Moutet, et par conséquent au colonialisme, une couverture idéologique suffisamment trompeuse pour maintenir les travailleurs socialistes dans une attitude de passivité honteuse.

Le Parti Communiste Français collabore avec plus de discrétion à cette entreprise. Cette discrétion provient d'ailleurs plus particulièrement du fait que toute une série des leaders actuels du Viet Minh se sont avérés des agents dociles de la politique extérieure de la bureaucratie stalinienne et que celle-ci ne peut voir de bon cœur certains de ses pions en Extrême-Orient éliminés plus ou moins de l'arène politique au profit de petits bourgeois conciliateurs tendant à s'orienter vers l'impérialisme américain, que ce soit par un canal pro-chinois, pro-français ou plus direct. Il n'en reste pas moins que la politique française du stalinisme l'entraîne à mettre en veilleuse cette affaire d'Indochine et à abandonner plus ou moins Ho-Chi-Minh, Vo-Nguyen-Giap et leurs collègues. De ce fait le P.C.F. peut ajouter à ses certificats de bonne conduite la déclaration du journal colonialiste *Climats* :

« L'Humanité » se montre beaucoup plus nationale depuis le début des hostilités; nous nous en réjouissons. L'unanimité doit être maintenue dans la métropole. Que Paris ne détruise pas ce qui peut se construire à Saïgon. (2 janvier 1947.)

Pas une seule fois, durant la première étape de la guerre de reconquête, ou actuellement, le P.C.F. n'a fait le moindre appel à la plus minime action de solidarité envers les travailleurs indochinois en lutte. Chaque fois il a dénoncé, sinon officiellement, tout au moins dans ses rangs et dans ceux du Viet-Minh-Dong-Ti (Amis du Viet Minh) en France, les actions entreprises ou proposées par les trotskystes comme des provocations fascistes. La C.G.T. qui, forte de millions de membres, pouvait organiser un boycott absolument décisif de l'expédition colonialiste, n'a pas soufflé mot depuis quelques protestations verbales émises en fin 1945. Quant à la Fédération Syndicale Mondiale, sa carence absolue est une preuve de plus qu'elle ne représente absolument pas un organisme syndical international capable d'entreprendre ou d'appuyer efficacement le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Les prolétaires français et du monde entier doivent comprendre que leur rôle est décisif, *nécessaire et suffisant*, pour assurer la victoire des opprimés d'Indochine. En l'absence de toute action organisée du prolétariat français, la bourgeoisie française n'est même pas capable de restaurer en une fois sa domination sur l'Indochine. Elle doit procéder par étapes et

il suffit de lire *Le Monde* ou *Climats* pour se rendre compte avec quelles précautions, malgré ses déclarations grandiloquentes, elle envisage le problème d'un nouveau compromis provisoire. De la solidarité active du prolétariat mondial et particulièrement du prolétariat français dépend totalement le succès ou l'échec de l'entreprise colonialiste.

Les travailleurs français doivent exiger de leurs partis et de leurs organisations de jeunesse une prise de position claire en faveur d'une action coordonnée de solidarité envers les Indochinois en lutte. *Mais ils doivent eux-mêmes PASSER A L'ACTION* sans attendre l'avis des bonzes réformistes ou stalinien. En particulier, les dockers et les marins, soutenus par l'ensemble de la classe ouvrière française doivent ORGANISER, NATIONALEMENT ET INTERNATIONALEMENT, LE BOYCOTT DE L'EXPÉDITION IMPÉRIALISTE FRANÇAISE EN INDOCHINE, pour imposer:

LA CESSATION IMMÉDIATE DES HOSTILITÉS;

LE RETRAIT DES TROUPES FRANÇAISES DE TOUTE L'INDOCHINE;

LA RECONNAISSANCE DE L'INDÉPENDANCE TOTALE DU VIET NAM.

5 janvier 1947.

Vient de paraître :

une œuvre marxiste classique :

Conception matérialiste de la question juive

par A. LÉON

aux "Éditions Pionniers"

un volume : 90 frs

Il s'agit de lire les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale...

Les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale...

LA RÉVOLUTION IMMÉDIATE DES PROLETARIATS
LE REVUE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DE TOUTE LIGNE
LA RÉVOLUTION IMMÉDIATE DES PROLETARIATS
LE REVUE DES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DE TOUTE LIGNE

Pas une seule fois durant la période... les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale...

Les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale... les décrets de l'Assemblée nationale...

Vient de paraître :

une œuvre marxiste classique
Conception matérialiste de la question juive

par A. LÉON

chez "Éditions Frontiers" un volume : 20 frs

QUATRIEME INTERNATIONALE

Septembre-Octobre 1947

Quelques étapes de la révolution au Nam-Bo du Viet-Nam (LUCIEN)

Cet article, écrit par un camarade indochinois qui joua personnellement un rôle de premier plan dans l'action des trotskistes indochinois, et qui a vécu sur place toute la première étape de la révolution indochinoise, retrace les principaux événements de cette dernière, et insiste plus particulièrement sur l'activité de l'une des organisations trotskistes d'Indochine : la Ligue Communiste internationaliste.

C'est le premier témoignage direct nous parvenant de l'activité du mouvement trotskiste en Indochine, qui, malgré les terribles coups reçus de l'impérialisme et de la réaction stalinienne, reste toujours vivant, luttant à l'avant-garde de la révolution indochinoise.

La guerre et la crise révolutionnaire

Le 16 août 1945, à 9 heures du matin, s'annonça à travers tous les pays de l'Indochine la nouvelle de la défaite définitive de l'impérialisme japonais. Le lendemain, l'état-major nippon se déclara déchû de l'administration civile des peuples autochtones. Selon les termes de sa déclaration, l'impérialisme japonais rendit entièrement le pouvoir aux gouvernements légaux des différents pays qui constituent l'ancienne Indochine française : le Viet-Nam, le Cambodge et le Laos. Ces peuples, ajouta cette même déclaration, étaient désormais indépendants, ayant chacun le droit de disposer de lui-même.

Quelques heures après que cette nouvelle fut lancée parmi le peuple du Viet-Nam, du nord au sud, de la ville à la campagne, de l'usine jusque dans la rue, d'une famille à l'autre, une tempête sociale qui aurait renversé tout, brisé n'importe quoi, s'éleva. Hommes et femmes de différents âges, sans distinction d'opinions politiques, se déversant dans les rues en vagues turbulentes, poussèrent des cris de haine mêlés d'enthousiasme ; jurèrent ensemble de lutter jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour la libération totale de la nation.

Les ouvriers du quartier de Banco de la ville de Saigon se mettant en branle les premiers, constituent le 19 août le premier Comité du peuple de la région du Sud. Les uns sortent dans la rue avec leur fusil de guerre volé aux Japonais et caché depuis plusieurs mois. Les autres présentent leur pistolet, d'origine obscure. Ceux qui n'ont pas d'arme à feu ont fixé leur choix sur un poignard ou une pique en bambou. Le calot bleu à étoile rouge sur la tête, l'arme sur l'épaule, on se

forme en détachements armés, se divisant par groupe de cinquante, de cent ou de deux cents, tous marchant ensemble d'une rue à l'autre, défilant en parade militaire, clamant en chœur l'hymne révolutionnaire, puis criant d'une voix qui perce le ciel : « Plutôt la mort que l'esclavage ! Défendez le pouvoir du peuple ! »

Le 20 août, au matin, partout dans la région de Saigon-Cholon, des centaines de comités de la Jeunesse d'avant-garde se déclaraient, devant leur drapeau, prêts à mourir pour la liberté. Le quartier Phu-Nhuan, le plus grand quartier ouvrier de la ville, élit son Comité du peuple, proclamant l'abolition complète de l'ancien pouvoir et que désormais, à partir du 20 août 1945, à 10 heures du matin, seul ce comité serait considéré comme le pouvoir légal du quartier.

Pendant les jours suivants, les organisations de masses de multiples tendances sociales et politiques poussèrent comme des champignons sans que l'on pût se rendre compte de leur force numérique et de leur activité.

A partir du 19 août, on apprenait, par des bruits qui couraient d'un bout à l'autre de la capitale, que les paysans se révoltaient dans les provinces. Des manifestations armées et des actes terroristes alarmèrent les bourgeois et les féodaux devenus pâles comme la mort, de terreur.

Les paysans de la province de Sadec saccagèrent dans la journée du 19 août une dizaine de villas magnifiques de leurs maîtres. En même temps ils incendièrent un grand nombre de greniers regorgeant de riz. De nombreux notables et fonctionnaires étaient arrêtés par les paysans, dont plusieurs

furent fusillés sur place. Tandis que les policiers communaux étaient jetés à l'eau sans aucun jugement par les masses révolutionnaires, les anciens serviteurs des gouvernements français et japonais, déclarés tous ennemis du peuple, voyaient incendiés tous leurs biens mobiliers.

A Longxuyen, province purement paysanne, on comptait deux cents notables et policiers communaux tués à coups de poignard en quelques jours sous les huées de la population.

Au Trung-Bo (région du centre du Viet-Nam), les paysans révolutionnaires commençaient à chasser les mandarins royalistes-impérialistes dès le milieu du mois d'août, et s'emparaient par les armes des tribunaux et des bureaux de l'administration locale.

Les partis réactionnaires et le Front national unifié

En face de la situation révolutionnaire qui battait son plein dans tout le pays, les chefs des partis bourgeois et féodaux qui se disaient caodaïstes, hoahaoïstes ou nationalistes ne pouvaient trouver ni à droite ni à gauche quoi que ce soit qui pût, à leurs yeux, sauver leur patrie du grêve de la révolution menaçante.

Le 18 août, ces bandes de nullités politiques convoquèrent leur assemblée générale, puis décidèrent à l'unanimité de créer un front politique que l'on appela le « Front national unifié ». Au lendemain de cet accord politique, ce bloc bourgeois féodal lança un manifeste commun invitant le peuple à aller participer à la démonstration organisée sous la direction de ce front, le 21 août, à 6 heures du matin, place Norodom, de la ville de Saigon, pour fêter l'indépendance nationale.

Quels sont ces partis politiques ?

Le parti *Cao-Dai*. Ce n'est en réalité qu'une association religieuse semi-politique fondée sur un amalgame de formules mystiques, dont le but essentiel est d'aider le gouvernement français à massacrer les paysans révolutionnaires qui suivaient le mouvement communiste en Cochinchine pendant les années de 1930-1941. Mais quand l'impérialisme français avait signé sa capitulation militaire et économique avec le militarisme japonais, en 1941, le parti Cao-Dai faisait volte-face à son ancien patron français pour jouer le rôle d'agent politique doublé de basse police de l'état-major nippon. Cependant, lorsque fut achevé le coup de force du 9 mars 1945, coup par lequel le militarisme japonais détrôna le gouvernement capitaliste français, la si-

Pendant la même période des détachements de paysans armés, bien équipés, attaquèrent par surprise des postes militaires japonais, leur arrachant armes et munitions.

Dès la deuxième semaine du mois d'août, les propriétaires du Bac-Bo (région du Nord) subissaient le même sort que leurs frères au Nam-Bo. Dans plusieurs villages, on confisquait « arbitrairement » greniers, villas et terres au profit des comités du peuple. Des grands propriétaires et anciens fonctionnaires étaient envoyés devant les tribunaux du peuple où ils étaient jugés publiquement, à main levée, par les habitants du village. Plusieurs centaines d'anciens serviteurs fidèles de la France et de l'état-major nippon furent décapités en quelques jours.

La situation de ce parti changea complètement. Tandis que ses chefs prêtaient serment de fidélité à l'empereur nippon, ses adeptes se mirent en révolte dans tout le pays, foulant aux pieds Dieu et propriété foncière.

Le parti *Hoa-Hao*, deuxième secte religieuse, groupant plus d'un million de paysans pauvres et moyens, jouait un rôle non moins important derrière l'armée japonaise. A la différence du caodaïsme, le hoahaoïsme, au point de vue politique, pratiquait l'alliance des ouvriers urbains et prolétaires agricoles, mais à condition que le principe de la lutte des classes soit absolument rejeté. Ce qui est commun entre le premier et le second, c'est que tous les deux sont les instruments au service de l'impérialisme étranger, et qu'ils s'opposent farouchement à toute révolution sociale.

Le parti de l'*Indépendance nationale*, instrument avoué de la bourgeoisie nationale, composé essentiellement de petits-bourgeois intellectuels (professeurs, ingénieurs, journalistes, avocats et anciens fonctionnaires du gouvernement français), dépourvus totalement de principes théoriques et politiques, n'est réellement qu'un groupe de carriéristes et affairistes professionnels socialement pourris. Au cours des années où la montée révolutionnaire battait son plein, les chefs de ce parti ne cachèrent nullement leur attitude réactionnaire, se rangeant tous dans le camp de la bourgeoisie impérialiste. Profitant aujourd'hui de l'absence de partis ouvriers sur l'arène politique, ces petits-bourgeois affichent leurs faux sentiments patriotiques devant la confusion du peuple révolutionnaire.

Le parti de la IV^e Internationale et la journée du 21 août 1945

Pendant les années de 1939 à 1944, aucune voix communiste révolutionnaire n'a pu être entendue parmi les masses. Des centaines de militants des deux partis (le groupe La Lutte et la Ligue Communiste Internationaliste) qui luttèrent sous le drapeau de la IV^e Internationale, furent déportés, exilés, emprisonnés et bon nombre d'entre eux disparurent dans les bagnes et les camps de concentration. Mais vers la fin de 1944, le mouvement de la IV^e Internationale recommença son activité. La Ligue Communiste Internationaliste, reconstituée à Saigon en août 1944, ne groupait au début que quelques dizaines de membres dont cinq anciens fondateurs du mouvement trotskyste ayant connu chacun au moins douze années de luttes révolutionnaires. A ce nombre s'ajoutaient quelques camarades expérimentés envoyés par la section de la région du Nord (Bac-Bo).

Après le coup de force japonais du 9 mars 1945, la L.C.I. ne perdant pas une minute lança un manifeste appelant les masses révolutionnaires saïgonnaises à se préparer politiquement pour une révolution très prochaine. « La défaite future de l'impérialisme japonais, disait le manifeste, lancera le peuple indochinois dans la voie de la libération nationale. Les bourgeois et les féodaux qui servent lâchement aujourd'hui l'état-major nippon, serviront également les Etats impérialistes alliés. Les petits-bourgeois nationalistes, par leur politique aventurière seront aussi incapables de mener le peuple vers la victoire révolutionnaire. Seule la classe ouvrière qui lutte indépendamment sous le drapeau de la IV^e Internationale, pourra accomplir les tâches d'avant-garde de la révolution.

» Les staliniens de la III^e Internationale ont déjà abandonné la classe ouvrière pour se rallier misérablement aux impérialismes « démocratiques ». Ils ont trahi les paysans et ne parlent plus de la question agraire. S'ils marchent aujourd'hui avec les capitalistes étrangers, ils aideront encore les classes d'exploiteurs nationaux à écraser le peuple révolutionnaire dans les heures qui viennent.

» Ouvriers et paysans ! groupez-vous sous le drapeau du parti de la IV^e Internationale ! » (Manifeste du 24 mars 1945.)

Le 21 août, à 6 heures du matin, on comptait plus de 300.000 personnes des deux sexes groupées en colonnes

sur le boulevard Norodom de Saigon. Des banderoles et des pancartes fleuraient au-dessus de cet océan humain. Les paysans caodaïstes et hoachaoïstes formèrent une colonne de 100.000 hommes avec le drapeau monarchiste en tête. A l'opposé des partis nationaux réactionnaires, la Ligue Communiste Internationaliste déploya hardiment son énorme drapeau de la IV^e Internationale, de 3 mètres de longueur sur 2 de largeur. Le drapeau porté par l'ouvrier C..., vieux militant bolchevik-léniniste, rayonnant fièrement sa force révolutionnaire, attirait vivement l'attention des centaines de milliers d'esclaves dupés depuis plusieurs années par les exploiters de leur pays.

Les mots d'ordre révolutionnaires étaient inscrits en lettres énormes sur une série de panneaux et de banderoles qui flottaient au-dessus de nos têtes : « A bas l'impérialisme ! Vive la Révolution mondiale ! Vive le Front ouvrier et paysan ! Comités du peuple partout ! Vers l'Assemblée du peuple ! Vive l'armement du peuple ! Terre aux paysans ! Nationalisation des usines sous le contrôle ouvrier ! Vers le gouvernement ouvrier et paysan ! »

Des milliers d'ouvriers qui vivaient abandonnés, dispersés et démoralisés pendant les années de guerre, ne perdaient jamais le souvenir du mouvement révolutionnaire. Dès la première minute de l'apparition du drapeau de la IV^e Internationale et des mots d'ordre du prolétariat révolutionnaire, ils reprirent spontanément leur conscience politique, sentant se ranimer leur foi révolutionnaire. On s'embrassait de joie au milieu de la foule, on se disputait le droit de porter tel panneau ou telle banderole. Des travailleurs arrivèrent par vagues, se saluant avec leur poing fermé, tous se déclarant prêts à lutter avec leur parti d'avant-garde. En quelques heures on comptait plus de trente mille travailleurs qui se regroupaient sous la direction de quelques dizaines de trotskistes.

Effrayés par la violence des masses révolutionnaires, les bourgeois grinçaient des dents ; mais ne sachant que faire, ils furent forcés de laisser le champ libre à l'activité des trotskistes. Les masses défilèrent d'une rue à l'autre, tandis que les militants de la L.C.I. développaient inlassablement leur ligne politique dans des discours en plein air. De leur côté, les paysans rangés séparément sous la

direction des chefs réactionnaires, ne manquaient pas de prêter attentivement l'oreille à nos discours sur le problème national et paysan les concernant. Ne respectant plus la discipline politique imposée par leurs partis, ils

applaudirent avec véhémence chaque fois que le drapeau de la IV^e Internationale passa et repassa devant eux. L'ouvrier et le paysan se regardèrent amicalement par les mots d'ordre trotskystes.

L'évolution des rapports de forces politiques après la journée du 21 août

Après la défaite militaire de l'impérialisme nippon, les partis bourgeois et féodaux étaient tombés complètement dans un désarroi sans issue, ne savaient que faire pour sortir de la terreur « anarchique ». Ces nullités politiques avaient tenté une fois de plus de leurrer les masses par la construction de leur Front National unifié, mais en fin de compte ils se sentaient isolés plus que jamais.

Outre ces partis nationaux, maisaient en quelques jours une cinquantaine d'autres groupements petits-bourgeois indépendants, ayant chacun leur propre quartier général et leurs chefs militaires. Les bourgeois et les petits-bourgeois s'opposaient et se divisaient au point que l'unité politique des classes dirigeantes tombait en miettes sans espoir de redressement.

Ne comptant que quelques militants au début de 1945, la L.C.I. voyait son effectif augmenter dès la fin août de

la même année à 200, ayant chacun un rôle déterminé dans les organisations de masses révolutionnaires. Après les succès de la journée du 21 août, le parti de la IV^e Internationale poussait largement son influence politique et devenait vis-à-vis des partis bourgeois une force politique importante qui constituait pour le moment un pôle d'attraction révolutionnaire redoutable. Le 23 août, la L.C.I. brandissait son drapeau gigantesque qui flottait tout rouge devant son siège, légalisant ainsi sa force politique face à la réaction. Elle avait son imprimerie, sa presse et ses directives politiques étaient envoyées au peuple sous forme de communiqués toutes les trois heures. Outre sa préparation politique, la L.C.I. s'occupait activement de la formation des noyaux militaires qui pouvait être considérée comme le problème brûlant de l'heure pour l'armement du peuple et l'accomplissement des tâches historiques du parti dans la période décisive qui s'approchait.

Le coup d'Etat du Viet-Minh et la réaction stalinienne

Pendant la guerre, les staliniens indochinois se sont transformés en serviteurs dociles des impérialismes alliés. Le chef du parti stalinien au Nam-Bô, Tran-van-giau, réputé essentiellement pour sa lutte antitrotskyste, avoua cyniquement le 23 août dans la proclamation du Front Viet-Minh dont il était le secrétaire général : « Nous avons lutté pendant cinq ans aux côtés des alliés démocratiques... » En effet, après la défaite de l'impérialisme nippon, le Viet-Minh (parti stalinien camouflé) se représentait aux yeux des partis bourgeois nationaux comme une autorité émanant des Alliés impérialistes. De leur côté, les masses révolutionnaires, au contraire, voyaient dans le parti stalinien une force politique capable de les guider dans la voie de la révolution antiimpérialiste. Spontanément, dans de telles circonstances historiques, le parti stalinien s'éleva au-dessus de la mêlée sociale et s'érigea ainsi en dictateur bonapartiste.

La nuit du 22 août, Tran-van-Giau, secondé de l'ancien chef de la police japonaise Huynh-van-Phuong, dans une

séance de l'assemblée du Front National unifié, imposa autoritairement aux chefs des partis soi-disant pro-japonais de se retirer effectivement de leurs postes administratifs qui devaient revenir au Viet-Minh, « représentant officiel des Alliés ». « Votre rôle est maintenant terminé, concluait Tran-van-Giau, cédez-nous votre place ! » Les chefs des partis pro-japonais s'inclinèrent docilement et affirmèrent leur fidélité au Front Viet-Minh. Un jour après, le Front National unifié lança un manifeste proclamant sa propre dissolution et l'adhésion de tous les partis nationaux au Front Viet-Minh.

A 5 heures du matin le 25 août, tous les postes gouvernementaux furent occupés par les chefs du Front Viet-Minh sans que le peuple s'en rendit compte. Le changement du pouvoir d'Etat s'opéra silencieusement à l'insu de toute la population. Le Viet-Minh montait au pouvoir, ayant avec lui toutes les classes dirigeantes de la société et l'appareil complet de l'Etat bourgeois. Cependant, vingt-quatre heu-

res après l'avènement du Viet-Minh, Tran-van-Giau proclama cyniquement que la « révolution » accomplie par son parti est vraiment « démocratique » et « sans effusion de sang (sic) ». Ce

n'est que pur mensonge. Ce ne fut point une révolution, mais seulement un coup d'Etat monté avec l'appui de toutes les classes d'exploiteurs derrière le dos des masses révolutionnaires.

La journée du 25 août.

La Ligue Communiste Internationaliste avait marché avec les masses dans la démonstration du 21 août organisée par le Front National hongrois. Elle ne pouvait pas ne pas participer à la manifestation du 25 août, bien que celle-ci fût dirigée par le Viet-Minh qui tentait de sonder, dès la première heure de son avènement, la profondeur de la réaction politique et morale probable des masses révolutionnaires.

Toutes les classes de la société participaient à cette démonstration monstrueuse. On comptait plus d'un million de manifestants arrivés de tous les coins de la région de l'ouest du Nam-Bo. Par rapport à la première manifestation, le caractère politique s'exprimait avec beaucoup plus de netteté et de profondeur dans la seconde. Le nombre d'associations politiques de diverses tendances qui y présentaient leur force numérique propre pouvait s'élever à une trentaine dont les plus remarquables furent les Viet-Minh staliniens et les communistes de la IV^e Internationale. La tension extrême des classes en lutte était telle que la police, instrument fidèle de l'Etat bourgeois, fut divisée aussi en deux camps politiques opposés. Le premier, dirigé par les

deux anciens chefs de la police japonaise Huynh-van-Phuong et Ho-vinh-Ky, défilait sous le drapeau de la IV^e Internationale. Il se disait : « La police d'assaut ». Le second, plus nombreux, influencé par les staliniens, se groupait sous le drapeau du Viet-Minh.

L'effectif des travailleurs marchant dans cette journée avec la L.C.I. se réduisait à deux mille contre trente dans la journée du 21. Cela n'était pas un hasard, car cette fois-ci la majorité des ouvriers avaient leurs syndicats auxquels ils devaient se joindre.

Malgré sa faiblesse numérique, la L.C.I. demeurait toujours une force politique remarquable dans la démonstration. Par ses mots d'ordre politiques clairs et vraiment révolutionnaires, elle attirait dans ses rangs tous les meilleurs éléments de la classe ouvrière. Des centaines de milliers d'ouvriers et paysans ne cessaient d'applaudir avec véhémence aux mots d'ordre : « Terre aux paysans ! Usines aux ouvriers ! ». Devant l'attitude des militants de la L.C.I., les chefs staliniens grinçaient des dents, mais ne sachant que faire devant l'effervescence croissante des masses révolutionnaires.

La contre-révolution stalinienne

Fidèle à son programme révolutionnaire, la L.C.I. restait politiquement indépendante du Front Viet-Minh, tout en déclarant constamment nécessaire l'admission de la tactique de front unique antiimpérialiste, tactique par laquelle la L.C.I. marcherait séparément mais lutterait ensemble avec toutes les organisations du peuple contre les capitalismes étrangers. Elle ne cesse de dénoncer dans ses tracts et sa presse que le Viet-Minh est une forme de coalition bourgeoise dont les staliniens demeurent le pivot politique. Tandis que les staliniens affirmaient cyniquement dans leur propagande que la République démocratique était déjà réalisée, nous, communistes internationalistes, disions aux masses que la Révolution n'était pas encore faite.

Pendant que les staliniens clamaient : « Tout le pouvoir au Viet-Minh ! », nous ripostions : « Tout le pouvoir aux comités du peuple ! »

Deux jours après son coup d'Etat, le stalinien Nguyen-van-Tao, commissaire de l'Intérieur du gouvernement, menaçait les trotskystes de la L.C.I. en ces termes : « Seront sévèrement et impitoyablement punis ceux qui auront poussé les paysans à s'emparer des propriétés foncières. » « Nous n'avons pas encore, ajouta-t-il, fait la révolution communiste qui apporte la solution au problème agraire. Ce gouvernement n'est qu'un gouvernement démocratique, c'est pourquoi il ne lui appartient pas de réaliser une telle tâche. Notre gouvernement, je le répète, est un gouvernement démocratique et bourgeois, bien que les communistes soient actuellement au pouvoir. »

Au lendemain de la déclaration de ce chef du stalinisme vietnamien, toute la presse du parti stalinien s'éleva farouchement contre les trotskystes, accusant ceux-ci de tenter de semer des

troubles et de provoquer le désordre social.

Le docteur Pham-ngoc-Thach, lieutenant fidèle de Tran-van-Giau, et toute une bande de valets bureaucratiques du gouvernement stalinien ne cessaient de prêcher tous les jours au peuple par la presse et la radiodiffusion cette affirmation selon laquelle l'indépendance nationale du Viet-Nam ne serait

qu'une question de négociations diplomatiques avec la Commission des alliés impérialistes. « Ceux qui, disait Tran-van-Giau, le 1^{er} septembre, incitent le peuple à l'armement seront considérés comme des saboteurs et des provocateurs, ennemis de l'indépendance nationale. Nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par les Alliés démocratiques. »

La journée du 2 septembre

Dans l'après-midi du 1^{er} septembre, la commission de propagande du gouvernement du Nam-Bo circulait en auto dans toute la ville de Saigon-Cholon, appelant la population à aller participer au protocole offert en l'honneur de la Commission des alliés qui devrait arriver à Saigon dans la soirée du 2 septembre. Les membres de cette commission de propagande affirmaient, en outre, que l'indépendance du pays dépendrait strictement de la volonté de la Commission des alliés, ce qui exigeait par conséquent, selon les vœux du gouvernement, que le peuple restât dans l'ordre et la sécurité absolus. Le peuple croyait son gouvernement sur parole.

Le lendemain, à 4 heures de l'après-midi, plus de quatre cent mille per-

sonnes des deux sexes et de différents âges, amassées en colonnes, armées de piques en bambou, brandissant au-dessus de leur tête pancartes et banderoles, défilèrent dans un calme absolu devant la cathédrale de Saigon. Tout à coup, du haut de l'église, par les fenêtres, des rafales de balles de mitrailleuses et de pistolets furent tirées sur ces masses humaines inoffensives et sans défense. Une quarantaine de manifestants tombèrent. Il y eut environ cent cinquante blessés. Des cris s'élevèrent jusqu'au ciel : « Des Français ont tiré ! » Exaspérés de colère, les manifestants forcèrent les portes de l'église, montèrent sur le toit, cherchant dans tous les coins, partout où pouvaient se cacher les ennemis criminels.

Devant l'ennemi commun

Les événements de la soirée du 2 septembre provoquèrent au sein du peuple saïgonnais une effervescence inouïe. La preuve était faite que le gouvernement n'était pas capable de défendre le pays et encore moins de le mener vers une véritable indépendance. Depuis lors, la rumeur circulait dans toute la ville que l'impérialisme français serait probablement aidé par les forces alliées à reconquérir bientôt sa colonie, c'est-à-dire à massacrer tout le peuple révolutionnaire. C'était une question de vie ou de mort.

Le 4 septembre, le Comité central de la L.C.I. lança un appel pressant au peuple pour la défense révolutionnaire de l'indépendance nationale. Il y a été dit notamment, en ces termes nettement bolchéviques : « Nous, commu-

nistes internationalistes, n'avons en aucun cas l'illusion que le gouvernement Viet-Minh sera capable, par sa politique de collaboration de classes, de lutter efficacement contre les invasions impérialistes dans les heures qui viennent. Cependant, s'il se déclare prêt à défendre l'indépendance nationale et à sauvegarder les libertés du peuple, nous n'hésiterons pas à l'aider et à le soutenir par tous les moyens techniques dans les luttes révolutionnaires. Mais pour cela, nous sommes en droit de le répéter encore une fois, nous observons strictement l'indépendance absolue de notre parti vis-à-vis du gouvernement et de tous les partis politiques, car de cette indépendance politique dépendra entièrement toute l'existence d'un parti qui se dit bolchévique-léniniste. » (*Communiqué de la L.C.I. du 4 septembre.*)

Les comités du peuple et les massacres des militants de la IV^e Internationale

Sous l'influence de la L.C.I. furent créés en trois semaines, dans la région du sud du Viet-Nam (Nam-Bo) plus de cent cinquante comités du peuple, dont

cent à Saigon-Cholon étaient en grande partie ouvriers. Un Comité central provisoire, organisme suprême des comités du peuple, composé de neuf mem-

d'abord, puis ensuite de quinze, était constitué après la journée du 21 août, ayant son local indépendant gardé militairement par les ouvriers. C'est ici que les délégués du peuple de différents milieux politiques venaient se consulter et étudier tous les problèmes de la révolution.

Le 26 août, les délégués du peuple de la région de Saïgon-Cholon, réunis en assemblée générale, décidaient leur programme commun qui peut être résumé comme suit :

1° Considérant que la révolution indochinoise est une révolution anti-impérialiste, nous affirmons que la bourgeoisie nationale sera absolument incapable de jouer le rôle d'avant-garde révolutionnaire et que seule l'alliance du peuple des travailleurs ouvriers et paysans pourra libérer la nation de la domination des capitalismes étrangers ;

2° Les comités du peuple sont la forme la plus concrète de l'alliance des classes révolutionnaires. Ils proclament par conséquent la nécessité de grouper le prolétariat et les paysans sous la direction des comités du peuple ;

3° Vis-à-vis du gouvernement bourgeois et de tous les partis politiques, les comités du peuple observent absolument leur indépendance politique ;

4° Les comités du peuple ne reconnaissent seulement le Comité central, élu sur la base du principe du centralisme démocratique, que comme leur organisme suprême ;

5° Les comités du peuple reconnaissent qu'eux seuls demeurent la véritable base du pouvoir du peuple révolutionnaire. Leur autorité suprême sera l'assemblée nationale des délégués de tous les C.D.P. qui aura lieu prochainement à Saïgon ;

6° Les C.D.P. réclament la nécessité de réaliser un front unique révolutionnaire contre l'impérialisme mais condamnent catégoriquement tous les actes d'où qu'ils viennent qui tentent de saboter les libertés d'action de la classe ouvrière et des masses populaires. (*Résolution de l'assemblée des délégués du peuple de la région sud, le 26 août 1945.*)

Des conférences étaient organisées régulièrement dans le local des C.D.F. et dans lesquelles tous les participants pouvaient exprimer leur tendance politique de la façon la plus libre.

La L.C.I. dirigeait les masses révolutionnaires par l'intermédiaire des C.D.P. C'est grâce à ceux-ci qu'elle a réussi à politiser, dans une large mesure, les couches les plus avancées des classes révolutionnaires. Malgré sa faiblesse numérique, la L.C.I. a réalisé,

pour la première fois dans l'histoire de la révolution indochinoise une tâche historique grandiose qui est le Comité du Peuple ou Soviet. L'écrasement du Parti de la IV^e Internationale en Indochine par le bureaucratisme stalinien contre-révolutionnaire ne supprimera jamais la justesse de l'expérience de la théorie de la révolution permanente de L. Trotski en Indochine.

Lorsque le problème de la lutte armée contre l'invasion impérialiste se posa au début du mois de septembre, les Comités du Peuple jouaient un rôle extrêmement important dans la préparation des conditions politiques et techniques. Des centaines de membres de ces comités ont apporté au Comité central leurs multiples initiatives extrêmement précieuses, que n'ont presque jamais connues les chefs des gouvernements et les chefs militaires de la bourgeoisie. Par exemple, les ouvriers du quartier de Banco et de Phu-Nhuan ont proposé, dans la Conférence du 4 septembre, de confisquer toutes les entreprises impérialistes et de les transformer en usines de guerre. Il y en eut d'autres encore qui ajoutaient que nous aurions pu transformer la Banque de l'Indochine en une forteresse très efficace pour la résistance aux canonnières des bateaux ennemis arrivés du côté du port. De nombreuses initiatives révolutionnaires très importantes ont été exposées et soumises à des études.

Le mouvement des Comités du Peuple menaçait de plus en plus le sort du gouvernement stalinien qui, fut aussi l'objet des reproches incessants des partis bourgeois, qui l'accusaient d'être impuissant dans la politique intérieure, c'est-à-dire dans la façon de réprimer les masses révolutionnaires.

Le 6 septembre, le gouvernement déploya une lutte acharnée contre les trotskistes, les accusant d'être responsables des troubles et des provocations. Toute la presse stalinienne marcha ensemble contre les trotskistes, tentant de détourner le peuple du danger imminent de l'invasion impérialiste. Le 7 septembre, Tran Van Giàu donna l'ordre de désarmer toutes les organisations non gouvernementales. Selon les termes de ce décret, « seront considérés comme provocateurs et saboteurs ceux qui appellent le peuple à l'armement et surtout à la lutte contre les Alliés impérialistes ».

Le 10 septembre, les troupes anglaises débarquaient à Saïgon, tandis que les avions français survolaient la ville en vagues successives. Devant le danger qui s'approchait, la L.C.I. déploya toute son activité, en dépit de multi-

ples calomnies et menaces du gouvernement stalinien, pour préparer les masses révolutionnaires à s'engager dans les combats armés futurs.

Le 12 septembre, les Comités du Peuple et la Ligue Communiste Internationaliste faisaient un manifeste commun dénonçant ouvertement la politique de trahison du gouvernement stalinien dans sa capitulation devant la menace de l'état-major des troupes anglaises. L'effervescence du peuple se développa dans tous les sens.

Le 14 septembre, à 4 heures et demie du soir, le chef de la police stalinienne Duong Bach Mai envoya un détachement armé encercler le local des Comités du Peuple, où l'assemblée était en pleine séance. Nous nous conduisions en véritables militants de la Révolution. Nous nous laissions arrêter sans opposer la violence à la police, bien que nous fussions plus nombreux et tous bien armés.

On nous enlevait les mitrailleuses et les pistolets de guerre. On saccageait notre local en brisant les meubles, déchirant nos drapeaux, volant les machines à écrire et brûlant tous nos papiers.

L'écrasement du Parti de la IV^e Internationalé a un double sens : extermination physique de l'avant-garde du prolétariat révolutionnaire et livraison du peuple indochinois aux impérialismes démocratiques.

Après l'accomplissement de cette opération, Tran Van Giau donna l'ordre, avec l'accord du gouvernement de la région du Nord, de massacrer systématiquement tous les éléments trotskistes du pays. Tran Van Thach, Ta Thu Thau, Phan Van Hum, Nguyen Van So et des dizaines d'autres militants révolutionnaires ont été assassinés dans des circonstances qui ne sont pas encore nettement déterminées jusqu'à ce jour. Les deux anciens chefs de la police japonaise et complices de Tran Van Giau dans l'opération du coup d'Etat du Viet-Minh ont aussi été assassinés sous l'accusation de trotskisme. La doctoresse Ho Vinh Ky, ancienne membre du gouvernement, parce que sympathisante trotskiste, a été fusillée en même temps que les leaders du groupe « La Lutte » par un agent de Tran Van Giau. Nos trois camarades les plus dévoués du parti : Lô Ngoc, membre du Comité central; Nguyen Van Ky, ouvrier mécanicien et dirigeant syndical; Nguyen Huong, jeune trotskiste et combattant de la milice ouvrière, ont été assassinés par un chef de la police stalinienne au mois de juillet 1946.

Dans un prochain article nous décrirons la situation présente en Indochine, ainsi que celle du mouvement trotskiste dans ce pays.

Septembre 1947.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°202

31 décembre 1947

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Où en est-on au Viet-Nam?

La politique de l'impérialisme français

La déclaration du Conseil des ministres suivant laquelle les négociations seront poursuivies, désormais, en dehors du gouvernement d'Ho Chi Minh ne fait que rendre officielle une décision déjà appliquée depuis plusieurs mois.

Depuis le printemps, le gouvernement estime que les objectifs militaires ont été atteints en Indochine. Il ne pouvait être question d'une reconquête totale qui dépasse de loin les forces dont dispose la France. Le problème était donc de négocier et surtout de trouver un négociateur.

Depuis de longs mois l'impérialisme français est à la recherche de cet oiseau rare au pays du Viet-Nam ; il le faisait susceptible de regrouper les divers éléments de la bourgeoisie indigène et de la petite bourgeoisie intellectuelle, d'acquiescer quelques sympathies dans les masses, capable, en un mot, de faire pièce à Ho Chi Minh.

Il ne pouvait plus être question de traiter avec le leader du Viet-Minh. L'impérialisme ne pouvait raisonnablement choisir comme garant de ses intérêts en Extrême-Orient un homme lié de longue date à la bureaucratie du Kremlin.

Si l'emprise du stalinisme sur les masses dans la métropole n'est pas considérée par la bourgeoisie française avec une particulière bienveillance, elle est proprement intolérable dans les pays coloniaux. Toutes les capitulations et les plâtres des stalinien ne peuvent rien y changer.

L'impérialisme français se rend bien compte qu'au moment où les Indes, la Birmanie, les Philippines, ont acquis au moins une indépendance nominale, il lui faudra faire les concessions importantes. Mais toute la question est de savoir à qui il les fera. La seule couche sociale à laquelle il puisse déléguer une partie des pouvoirs qu'il détenait, sans risquer de tout perdre, c'est la bourgeoisie coloniale qui lui est attachée par de multiples liens d'intérêt et qui a besoin de son at-

de afin de pouvoir résister aux mouvements des masses.

C'est pourquoi il n'y a pas lieu de s'étonner de ce que l'impérialisme est prêt à faire des concessions plus substantielles à Bao Dai qu'à Ho Chi Minh. La condition première pour que Bao Dai puisse rallier à lui de larges couches, c'est qu'il apporte des satisfactions valables au désir d'indépendance des masses indochinoises. Bao Dai l'a bien compris et s'est efforcé de n'apparaître en aucune façon comme l'homme des Français ; il s'est présenté aux masses comme un meilleur défenseur de l'indépendance nationale que ne l'avait été Ho Chi Minh, faisant répandre partout « qu'il ne donnera pas aussi facilement sa signature que ceux qui ont accepté la convention du 6 mars 1946 et le « modus vivendi » qui a suivi Fontainebleau ».

Les colonialistes ne l'ont pas moins compris, témoins ces déclarations de « Climats » : « Pour que tout le monde rentre dans le rang au Viet-Nam, l'empereur doit être placé très haut. Et il le sera par le succès personnel que la France, sans barguigner, lui permettra de remporter. »

Mais Bao Dai sera-t-il capable de « faire rentrer tout le monde dans le rang » ? C'est ce que nous examinerons dans nos prochains articles.

A. DURET.

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

OU EN EST-ON AU VIET-NAM ? (II)

Intrigues et pressions internationales

Si l'impérialisme français a choisi de négocier avec Bao-Daï et de le hisser au pouvoir, c'est, nous l'avons vu, pour des raisons sociales faciles à comprendre. Cependant, on ne doit pas oublier que le conflit franco-vietnamien s'insère en même temps dans l'ensemble des relations internationales, dominé aujourd'hui par l'antagonisme entre l'U.R.S.S. et les U.S.A.

L'Indochine occupée en Extrême-Orient une position stratégique trop importante pour que son sort laisse indifférentes les grandes puissances qui se disputent la prépondérance en Asie. Pour n'être pas toujours apparue au grand jour, l'intervention de l'U.R.S.S. et des Anglo-Américains en Indochine n'en a pas moins existé depuis août 1945 sous des formes diverses, et continue à se manifester.

En apparence, l'U.R.S.S. s'est tenue en dehors des événements d'Indochine. En réalité, elle a poursuivi une politique bien déterminée, qui a été exprimée à la fois par la diplomatie soviétique et par les positions des partis communistes viet-namiens et français. L'attitude russe a été dictée par le double souci d'empêcher un large développement révolutionnaire de la situation au Viet-Nam, et de faire barrage à l'emprise américaine sur l'Indochine. Dans ces conditions, l'U.R.S.S. a considéré comme un moindre mal le maintien de la présence française, sur la base d'un compromis permettant à l'influence stalinienne de se tailler une place importante dans le nouvel Etat vietnamien. Cela explique que la diplomatie soviétique se soit bien gardée de susciter la moindre difficulté à la France dans le règlement de la question indochinoise. Alors que Gromyko a fait à l'O.N.U. maintes protestations virulentes à propos de l'Indonésie, où l'emprise anglo-américaine est presque totale, il a conservé toujours le plus prudent des silences sur la guerre de brigandage qui se poursuivait au même moment au Viet-Nam.

On connaît l'attitude du R. C. F. qui, dès 1944, a réclamé l'envoi d'un corps expéditionnaire en Indochine pour y rétablir la souveraineté française, qui a voté les crédits destinés au massacre du peuple vietnamien, qui a voté des félicitations à Leclerc et à ses troupes, tout cela jusqu'au jour où l'impérialisme français s'est mis à chercher un négociateur autre que Ho Chi Minh. Quant aux staliniens indochinois, ils ont sacrifié l'indépendance totale du Viet-Nam au jeu de la diplomatie soviétique, en acceptant toute leur politique sur le compromis et en acceptant le carcan de l'Union française.

L'INTERVENTION anglo-américaine a commencé dès septembre 1945 par les opérations des troupes anglaises de Gracey en Cochinchine et l'appoint du matériel de guerre américain dont bénéficièrent les troupes françaises. Depuis la fin de la guerre, les U.S.A. tendent à faire du Pacifique un lac américain, tandis que l'Angleterre se retranche dans les territoires bordant l'Océan Indien. L'Indochine se trouve précisément placée à la limite de ces deux zones d'influence, entre la Birmanie, le Siam, les Etats malais et la Chine. Il importe donc aussi bien aux Etats-Unis qu'à l'Angleterre de ne pas laisser subsister ce foyer brûlant dans un Extrême-Orient tout entier travaillé de mouvements révolutionnaires, et de ne pas permettre à l'influence soviétique de s'infiltrer dans un secteur aussi névralgique par l'entremise du gouvernement de Ho Chi Minh.

Les U.S.A., dont l'intervention s'est accusée pendant les derniers mois écoulés, ne cherchent pas à

supplanter directement l'administration française. Ils comptent avant tout sur leur suprématie économique pour étendre leur influence en Indochine. La pression américaine est indéniable dans le tour pris par la politique française depuis septembre 1947. Ce n'est pas par hasard que Bullitt faisait la navette entre Hong-Kong et Saïgon au moment même où Eolaert prononçait à Hanoi, le 10 septembre, un important discours qui constituait un appel ouvert à la bourgeoisie indigène, aux éléments petits-bourgeois et aux formations antistalinienne pour les engager à se regrouper contre la Viet-Minh. Quelques jours après, Bao-Daï répondait en écho qu'il était prêt à entrer en contact avec les autorités françaises.

Un article du même Bullitt dans Life du 27 décembre dernier dévoile ouvertement la pression américaine et son sens. Il somme la France d'en finir avec l'influence stalinienne en Indochine, de remettre le pouvoir à la bourgeoisie indigène et d'accorder une « indépendance » calquée sur celle des Philippines.

Il fait planer la menace d'une intervention américaine directe, et la France s'avère incapable de régler à bref délai la question indochinoise.

« L'intransigeance » de Bao-Daï, commandée pour une part, comme nous l'avons montré, par le désir de rallier à lui de larges couches de la population, repose, de toute évidence, en même temps, sur l'appui américain dont le bénéfice lui est assuré.

(A suivre.)

A. DURET.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 205

23 janvier 1948

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

OU EN EST-ON AU VIETNAM? (III) Une guerre qui n'en finit pas

AINSI, les négociations, sur les bords du lac Léman, entre Bollaert et Bao Dai, se sont terminées sans donner de résultats. On ne doit pas s'en étonner outre mesure. Le conflit indochinois, qui dure depuis deux ans et demi, ne prendra pas fin du jour au lendemain. L'affaiblissement de l'impérialisme français l'empêche de pouvoir compter essentiellement, comme l'impérialisme anglais, par exemple, sur sa puissance économique et financière pour conserver son emprise sur les pays coloniaux. Il en est donc réduit à un jeu de marchandages très limités.

En l'occurrence, les difficultés semblent s'être fait jour principalement dans les discussions avec Bao-Dai sur la question des relations diplomatiques futures du Vietnam et de la Cochinchine. Sur ce dernier point, en particulier, le gouvernement semble avoir subi la pression des grands propriétaires fonciers cochinchinois qui veulent conserver une certaine autonomie et la pression de la propagande gaulliste qui a déjà accusé le gouvernement de vouloir céder un territoire « qui appartient à la France ». (La Cochinchine contrairement au reste du Vietnam était jusqu'ici une colonie).

Un impérialisme peu généreux

Rendez-vous a été pris pour le 13 février, dans la baie d'Along. La situation sera-t-elle plus propice, à ce moment-là, à un accord définitif avec l'empereur ? Rien n'est moins sûr. De nombreuses difficultés rendent problématique la réalisation à bref délai du plan que s'est fixé l'impérialisme.

Nous l'avons dit, la possibilité pour Bao Dai de jouer son rôle dépend, en premier lieu, de l'importance des concessions que la France voudra bien lui faire. Or, il est plus facile à M. Bollaert d'être généreux en paroles qu'en actes... même quand il s'agit de remettre en selle un serviteur zélé de l'impérialisme. On a vite fait de reconnaître l'indépendance et l'unité du Viet-Nam dans une déclaration à la presse. Mais quand il s'agit d'en établir concrètement les modalités, les restrictions sont d'importance.

L'unité des trois « Ky »

(Le Tonkin, l'Annam et la Cochinchine) ? Bien sûr ; MAIS il faut réserver une large autonomie à la Cochinchine, grenier à riz de l'Indochine, ou, pour être plus précis, aux gros propriétaires fonciers cochinchinois tout dévoués à la France.

Une armée vietnamienne ?

Bien entendu, les Vietnamiens feront d'excellents soldats de deuxième classe et pourront même fournir des officiers d'infanterie. MAIS le haut commandement ainsi que les cadres de la marine, de l'aviation et des corps blindés devront être français.

Une diplomatie vietnamienne ?

D'accord. Le Vietnam désignera quelques consuls dans les pays voisins d'Extrême-Orient, éventuellement aussi quelques ministres plénipotentiaires, MAIS leur choix devra être soumis à la France et leur activité s'exercera sous le contrôle des ambassades françaises.

Comme on peut le constater, les MAIS sont nombreux et de taille.

On conçoit que Bao-Dai ne prise pas beaucoup la générosité de la France. L'accueil du peuple annamite à celui qui se prétend son sauveur, risque d'être, peu chaleureux s'il se présente avec une si matigre chasse.

Le Pape à la rescousse

L'uns des raisons pour lesquelles les discussions de Genève tourneront court, ce fut le désir, parait-il, du gouvernement français de voir l'empereur retourner au plus tôt où il venait. En effet, on chuchote à haute voix que son séjour à Londres et en Suisse a été l'occasion de maints contacts et concubines... M. Bollaert a dû lui rappeler vertement que les investissements de capitaux anglais et américains ne sauraient se faire sans le consentement de la France. Mieux valait donc poursuivre les pourparlers en Asie, loin des lieux tentateurs.

Mais le gros problème reste de rassembler autour de Bao-Dai de larges couches de la population indigène et, pour cela, de provoquer la cassure dans le bloc du Viet-Minh, d'isoler les éléments stalinien et de réduire l'influence de Ho Chi Minh sur les masses. L'impérialisme français ne serait guère avancé, en effet, s'il devait poursuivre de la même façon son effort de guerre après avoir conclu avec Bao-Dai.

Le peuple vietnamien se méfie, à juste titre, de toutes les manœuvres impérialistes et la personnalité de l'empereur n'est pas faite a priori pour vaincre cette vigilance. Ses collusions passées avec les colonialistes sont connues et les apparences d'intransigeance nationaliste qu'il affecte aujourd'hui ne suffisent pas à lui assurer automatiquement la sympathie populaire. Il va donc falloir poursuivre les efforts ; Bao Dai, d'un côté, et Bollaert, de l'autre.

Le Haut-Commissaire français est parti sans retard rejoindre son poste.

Il sera, cependant, quelques petits crochets au cours de son voyage, histoire de voir auprès du Pape s'il n'y aurait pas moyen d'obtenir, pour l'empereur, l'appui du clergé catholique vietnamien et l'histoire de demander, dans quelques capitales d'Asie, que l'on contrecarre toute initiative favorisant les activités du Viet-Minh.

Il serait si simple d'en finir vite et bien

La guerre d'Indochine, guerre impopulaire, est une plaie purulente sur le corps ennemi de l'impérialisme français. Le conflit dure, s'éternise et tend à provoquer des rebondissements de plus en plus violents dans les autres parties de l'empire français.

Coût de chaque jour de guerre : 100 millions

Cent millions de francs par jour pour répandre la destruction, les ruines, la misère et la mort, pour massacrer un peuple qui commet le crime impardonnable de vouloir être libre.

La jeunesse française y laisse 250 morts par mois

D'après les indications données par M. Bollaert, lui-même aux parlementaires radicaux (selon les communiqués vietnamiens, le chiffre serait beaucoup plus important).

Des milliers de jeunes, dont beaucoup n'étaient pas volontaires pour un tel sport, en reviennent estropiés ou minés par les fièvres.

Mais peu importe, il s'agit avant tout de sauvegarder les intérêts de la Banque d'Indochine, des magnats du caoutchouc et des gros colons. Et ce ne sont pas les seuls intérêts en cause, en réalité. Il y a aussi ceux des banques, des grandes sociétés et des colons de toute l'Afrique du Nord, de Madagascar et d'ailleurs, pour qui la victoire du peuple vietnamien signifierait également, par ricochet, l'arrêt de mort. C'est ce qui explique l'entêtement de l'impérialisme qui ne parvient pas à se tirer d'un mauvais pas.

Il y a pourtant un moyen bien simple d'en finir, sans délai et proprement il suffit d'arrêter les hostilités et de rapatrier le corps expéditionnaire. Sur cette base, on n'aura pas de mal à s'entendre avec le Viet-Nam.

A. DURET.

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

La trêve de Genève

La conférence de Genève vient de se terminer par un cessez-le-feu en Indochine accompagné de quelques clauses d'ordre politique.

Dans la presse bourgeoise, les uns disent : c'est un deuil ; d'autres : on s'en tire à bon compte. Les socialistes sont satisfaits parce que c'est la paix. La direction du P.C.F. présente la chose comme une victoire de la pression des masses de France après sept années de lutte sous la direction du parti et, scandaleusement, oublie ou met au dernier plan les combats et les sacrifices héroïques du peuple vietnamien qui, à Dien-Bien-Phu, a disloqué les armées de l'impérialisme français.

Genève enregistre une défaite de l'impérialisme. Mais rien ne serait plus dangereux que de croire, comme on tend généralement à le répandre, comme les staliens le font notamment, que ça peut être le point de départ d'une période de paix, à condition que chacun y mette un peu de bonne volonté.

Genève, comme Pan-Mun-Jom, pour la Corée, c'est une trêve et rien de plus. L'impérialisme américain n'était pas prêt à élargir la guerre d'Indochine, à la généraliser. Mais, en défenseur le plus conscient des intérêts du capitalisme mondial, il a fort clairement exprimé, à Genève même, qu'il accepte, qu'il subit cette trêve en attendant d'être mieux prêt, de trouver une occasion plus propice, un lieu plus favorable pour s'attaquer avec des chances plus grandes contre les Etats anticapitalistes, et les révolutions montantes.

Il ne faut pas croire qu'il y a des désac-

cords profonds à ce sujet parmi les hommes du capitalisme français. Un Mendès-France, prenant une mesure plus réaliste des forces de l'impérialisme français, ne veut plus, comme Bidault, les disperser aussi loin de la métropole en vue des conflits à venir. Mais l'un et l'autre sont des partisans acharnés de la coalition atlantique, la coalition de la guerre contre-révolutionnaire.

Genève a contribué à révéler le rapport des forces favorables. En ce sens, le résultat doit être un stimulant pour les masses de poursuivre avec plus d'ardeur le combat pour balayer le régime capitaliste et impérialiste, et non une drogue qui les endort dans l'illusion de classes possédantes disposées à faire la paix.

Genève a montré que le rapport des forces entre la révolution coloniale et la contre-révolution impérialiste était tel que le Kremlin ne peut plus comme jadis monnayer l'étranglement de la révolution. Ce qui ne veut pas dire qu'il est pour cela devenu un ami de la révolution, au contraire. Il voudrait bien parvenir à un accord d'ensemble avec l'impérialisme, comme autrefois à Yalta et Potsdam, mais celui-ci ne s'y prête pas ; car même le maintien du statu quo ne lui fournit pas assez d'espace vital et ce statu quo, le Kremlin pourrait le promettre mais non le tenir, le mouvement des masses devenant irrésistible.

Aussi le Kremlin qui sent le danger des

préparatifs impérialistes est-il obligé de maintenir son alliance avec la Chine populaire que l'impérialisme considère à présent comme un ennemi mortel.

**

Il n'y a pas de doute que l'impérialisme français a obtenu de la part du Vietminh des conditions meilleures que celles qui découlaient de sa situation militaire. Ces concessions ne comportent rien pour l'instant qui soit directement menaçant pour la République démocratique du Vietnam ; on peut fort bien comprendre le besoin de celle-ci d'arrêter des hostilités une fois le bastion tonkinois assuré, avec la perspective que dans le reste du pays aucun gouvernement bourgeois n'aura la force de s'implanter, même avec l'appui des impérialistes.

La politique modérée des Etats anticapitalistes, une politique destinée à gagner du temps n'est pas en soi condamnable. Mais à une condition : qu'elle soit expliquée comme telle aux masses de tous les pays et que les mouvements de masse dans ces pays ne lui soient pas subordonnés.

La IV^e Internationale avait préconisé une conférence internationale des grands partis et organisations ouvrières pour faire pression sur la conférence de Genève. Celle-ci terminée, le front unique ouvrier international reste à l'ordre du jour pour organiser la lutte contre les préparatifs de guerre que l'impérialisme entend poursuivre tant en Europe que dans le sud-est asiatique et sur tous les points de la terre.

C. HENRY

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 339

8 juillet au 9 septembre 1954

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

COMPROMIS AU VIET-NAM ?

Dès le début de la conférence de Genève les différences se sont affirmées entre le comportement des délégués soviétiques, prêts à sacrifier totalement Ho-Chi-Minh comme autrefois Markos pour les besoins d'un quelconque « marchandage planétaire », et qui, le jour de la chute de Dien-Bien-Phu, abordaient leurs collègues français avec des mines navrées, tandis que les représentants de la Chine populaire et du Viet-Minh fêtaient ensemble la victoire ; celui des représentants de la Chine populaire envisageant un compromis, mais repoussant toute capitulation, résolu avant tout à s'affirmer comme grande puissance, voulant jouer elle-même son jeu diplomatique, et résolu à ne plus laisser les Russes représenter - ou trahir - ses intérêts ; et ceux du Viet-Minh, représentants d'une armée révolutionnaire en marche.

La politique Bidault-Dulles - l'intervention américaine, ou la capitulation du Viet-Minh grâce aux bons offices du Kremlin - se brisa, d'une part sur le refus de l'intervention américaine par les masses américaines et la bourgeoisie anglaise, d'autre part sur l'incapacité du Kremlin d'imposer sa politique à la Chine et au Viet-Minh. Après la constitution du gouvernement Mendès-France, tandis que Churchill et Eisenhower s'efforçaient de reconstituer un front unique impérialiste en Asie, les négociateurs chinois passaient au premier plan à Genève.

Le Viet-Minh, dont les représentants à Tung-Gia ont tenu à prendre leurs distances par rapport à Genève, acceptera-t-il un cessez-le-feu sans règlement politique, c'est-à-dire le partage de fait du Viet-Nam ? C'est probablement en ce sens qu'est intervenu Chou-En-Lai auprès de Ho-Chi-Minh, lors de leur récente conférence. Le désir des dirigeants chinois de se consacrer à leur édification économique, leur manque de compréhension claire des liens entre les tâches nationales et internationales de la révolution chinoise, la pression du Kremlin doivent pousser Pékin dans ce sens. Un tel compromis avec l'impérialisme, comme en conclurent Lénine et Trotsky en 1918 à Brest-Litovsk, n'est nullement condamnable en soi pour des révolutionnaires : à condition que la nature du compromis, ses causes et sa signification politique soient clairement exposés aux masses, sans aucun travestissement.

Mais d'autant plus criminel apparaît la politique des dirigeants du PCF, qui, au lieu d'exiger le retrait des troupes françaises du Viet-Nam, permettent par leur soutien à Mendès-France de préparer l'envoi du contingent (et ces préparatifs serviront de toute façon à l'impérialisme contre les peuples coloniaux, en Afrique du Nord si ce n'est pas au Viet-Nam) et affaiblissent ainsi la position des négociateurs du Viet-Minh.

G. BLOCH

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 340

1 au 14 octobre 1954

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

LE VIET - NAM APRÈS GENÈVE

DEUX mois après la signature des accords de Genève, la preuve est faite que le marchandage du 20 juillet, conclu par Molotov, Mendès-France et C^o au détriment des intérêts nationaux du peuple vietnamien, n'a pas atteint son but qui était de stabiliser sur de nouvelles positions la domination impérialiste en Indochine.

Tous les indices possibles attestent aujourd'hui que la révolution vietnamienne ne se laissera pas enfermer dans les fragiles barrières des clauses d'armistice, ni d'un quelconque parallèle.

Pourtant, pour ramener à la raison les « fanatiques du Viet-Minh », ce ne sont pas les bonnes volontés qui ont manqué. Molotov tout d'abord, prêt à tout pour éviter que les impérialistes français sur qui il fonde sa politique européenne, se fassent écraser par la révolution asiatique. Chou En Lai, ensuite, qui, en abandonnant à Molotov la révolution vietnamienne, pensait ouvrir à la Chine les portes des Nations-Unies et du commerce Est-Ouest. Mendès-France enfin qui vint pour tirer les marrons du feu et offrir à la bourgeoisie française, comme don de joyeux avènement, un accord inespéré sur l'Indochine.

Les séances de Genève virent de multiples épisodes de la résistance des délégués vietnamiens aux exigences de capitulation formulées par Molotov (1). Mais, en fin de compte, comme l'expliqua si bien l'ancien ministre Letourneau, « le

Vietminh fut pris dans le jeu des grandes puissances », et céda. Il céda d'immenses provinces libérées au cours d'une lutte héroïque de plusieurs années par les partisans et soldats de l'Armée Populaire, il abandonna les mouvements de résistance lao et khmer. En échange, il reçut Hanoï, qui, de l'avis général, était déjà comme un fruit mûr prêt à lui tomber entre les mains. Tel fut l'accord signé un mois après Dien-Bien-Phu ! Tel fut l'accord que le P.C.F. porta jusqu'aux nues comme une « victoire des forces populaires françaises », lui qui, en France, n'avait rien fait pour soutenir la lutte du peuple vietnamien et tout fait pour l'inciter à la capitulation !

LES DIFFICULTÉS DEMEURENT

Et pourtant, deux mois après la signature qu'ils ont donnée, les divers partenaires du coup de Genève s'aperçoivent que l'accord du 20 juillet n'a rien réglé, n'a pas résolu le moindre des problèmes nationaux du Viet-Nam ni la moindre de leurs propres difficultés. C'est Molotov tout d'abord qui peut voir que le compromis de Genève n'a pas donné une impulsion bien grande à l'idée d'une conférence à quatre visant à un com-

promis sur l'Europe. Chou En Lai, ensuite, peut constater quotidiennement — par les provocations aériennes américaines, le développement de l'affaire de Formose, la signature du pacte de Manille — que même dans l'Asie post-genevoise la coexistence pacifique reste un mythe. Mendès-France, de son côté, doit procéder non seulement à l'évacuation des positions militaires françaises du Nord-Vietnam, conformément aux clauses de l'accord d'armistice, mais encore à l'évacuation de ses positions politiques et économiques dans le Sud-Vietnam.

Mortellement inquiet de la situation à Saïgon, le colonialisme français en est réduit à regarder, avec un espoir un peu tremblant, du côté du Nord, Ho Chi Minh offrant aux capitaux français des garanties relativement plus solides que Bao-Daï.

POURRITURE A SAIGON

Le Sud-Vietnam de Bao-Daï présente toutes les caractéristiques propres à un régime d'agents coloniaux de l'impérialisme, régime mis en face d'un mouvement populaire exceptionnellement puissant et déchiré de plus par les rivalités inter-impérialistes les plus âpres.

Voici quelques mois à peine, un « homme nouveau » fut porté au pouvoir : Ngo-Dinh-Diem. Diem prenait ses ordres à Washington plutôt qu'à Paris. Ce qui permit à la propagande locale de proclamer : « Diem est le champion de l'indépendance nationale, il va nous assurer la victoire politique sur le Vietminh en ralliant à lui la grande masse des attentistes ».

Vint la bataille de Dien-Bien-Phu, et les derniers attentistes se rallièrent à Ho-Chi-Minh. Vint ensuite la conférence de Genève, qui souligne cruellement le manque de représentativité du régime Bao-Daï-Diem et vint retirer à son « autorité » les provinces tonkinoises où se trouvaient les seules bases d'influence personnelle de la famille Ngo-Dinh. Le

dernier spasme « nationaliste » de la fantomatique bourgeoisie vietnamienne prit alors fin. Le prétendu appareil d'Etat vietnamien s'écroule comme un château de cartes sous l'effet des désertions et de la corruption. Et derrière la façade démocratique on vit apparaître les piliers du régime : les sectes d'abord, héritées du passé colonialiste d'oppression et d'obscurantisme. Elles restent solides et puissantes au milieu du chaos général, moins en raison de leur homogénéité de groupements religieux qu'en raison des privilèges multiples dont elles bénéficient et de leur force militaire. Leurs chefs, comparables aux « seigneurs

de guerre » de la Chine pré-révolutionnaire, continuent d'arbitrer tous les différends survenant entre Bao-Daï et ses opposants ; — l'armée ensuite. Bien que décimée par les batailles et les désertions, elle constitue, avec son corps d'officiers formé à la française et son armement américain abondant, la seule force moderne susceptible de s'opposer au communisme sur le terrain indochinois. D'où l'intérêt que lui a de tout temps porté l'impérialisme américain.

SITUATION EXPLOSIVE

Deux mois après Genève, la situation à Saïgon était donc mûre pour un coup d'Etat militaire.

Le coup d'Etat, pourtant, n'a pas eu lieu. Ce sursis, Ngo-Dinh-Diem le doit non à ses forces propres — puisque le contrôle des masses lui échappe aussi bien que celui de la police et de l'armée — mais à la présence tutélaire de l'ambassade américaine. A n'en pas douter en effet, celle-ci a joué auprès des chefs militaires un rôle modérateur, craignant leur dépendance trop étroite par rapport à l'état-major français et soucieuse de conserver le paravent du gouvernement Diem pour procéder au sabotage « démocratique » des élections de 1956.

Quels que soient les compromis réalisés à Saïgon entre les agents aux abois de l'impérialisme, les éléments explosifs s'accroissent dans le Sud-Vietnam. Les 300.000 « réfugiés » du Nord, laissés dans le plus complet dénuement, s'aperçoivent un peu tardivement qu'ils ont été victimes d'une opération de propagande impérialiste. Les paysans sans terre, stimulés par l'exemple de la nouvelle réforme agraire appliquée dans la zone républicaine, cherchent à atteindre par leurs propres forces l'émancipation qu'ils ne peuvent plus attendre une occasion populaire. Les partisans attendent une occasion favorable pour reprendre les armes. Les forces de la classe ouvrière se réorganisent, et tout particulièrement celles des trotskystes vietnamiens.

Mendès-France, le 20 juillet, a gagné « le pari de Genève ». Mais, dans le Sud-Vietnam, l'impérialisme n'a pas gagné la partie !

R. GARRIVE.

**II - La politique et l'action du P.C.I.
(Section Française de la Quatrième
Internationale)**

II - La politique et l'action du P.C.I.
(Section Française de la Quatrième
Internationale)

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°95-96 Nouvelle Série n°35-36

9 novembre 1945

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

LIBERTÉ POUR L'INDOCHINE !

DIVISEURS !

Le Parti Communiste Internationaliste avait appelé les partis ouvriers et certains journaux comme *Franc-Tireur* à réaliser un Front Unique pour le soutien du Viet-Minh.

Un meeting devait se tenir le jeudi 18 octobre au Palais de la Mutualité. Le P.C.F. a refusé de participer à cette manifestation en promettant d'organiser seul une réunion... après les élections!

Les combattants du Viet-Minh eux, n'ont pas attendu les élections pour tomber sous les balles des troupes commandées par des officiers cacouillards!

Cette attitude criminelle a servi de prétexte au journal « *Franc-Tireur* » pour annuler la réunion de la Mutualité de sa propre initiative. Les travailleurs accourus nombreux se trouvèrent devant une porte résolument close. Ils purent néanmoins entendre de brefs exposés des camarades Boutbien au nom du Parti Socialiste, Daniel Guérin représentant le journal « *Front Ouvrier* » et Marcel Baufrère secrétaire adjoint du P. C. I. ainsi qu'un camarade algérien qui vint proclamer la solidarité totale de travailleurs Nord-Africains pour leurs frères d'Indochine.

Les travailleurs indochinois comme tous les exploités coloniaux ont pu apprécier la sincérité des chefs communistes français, qui, tout en se prononçant en parole pour la liberté de l'Indochine (la diplomatie de Staline adopte le point de vue de Washington sur le *Trusteesheep!*), dans les faits n'entreprennent rien qui puisse gêner l'intervention impérialiste et se refusent à faire appel à l'action directe des travailleurs de France contre les négriers.

Il faut que ce soit en Angleterre que 65 députés travaillistes s'élèvent contre l'action militaire en Indochine et en Indonésie! Les partis ouvriers français vont-ils continuer à se taire?

La majorité socialiste-communiste de la Constituante et du Gouvernement doivent imposer COMME PREMIERES DECISIONS avant toute autre :

- La reconnaissance de la délégation indochinoise;
- La reconnaissance du Gouvernement du Viet Minh;
- Le retrait immédiat des troupes françaises d'Indochine.

Les 4.000 travailleurs réunis dans les divers meetings électoraux du 1^{er} Secteur de Paris à l'appel du P. C. I. ont voté à l'unanimité des motions réclamant l'application immédiate de ces mesures.

Extrait de l'allocution radiodiffusée par le camarade Baufrère, le mercredi 17 octobre 1945

DANS ce moment même la IV^e Internationale est à l'avant-garde de la lutte du Viet Minh pour l'indépendance de l'Indochine. Travailleurs de France, le Parti Communiste Internationaliste vous déclare: la lutte du peuple indochinois c'est votre lutte. La répression par le feu et par le sang qu'organise l'armée Leclerc, aidée par les troupes britanniques, à Saïgon et dans toute l'Indochine contre des populations désarmées renforce dans ce pays la domination des trusts. Car derrière les troupes impérialistes anglo-françaises il y a M. Baudouin, ministre de Pétain et président de la banque de l'Indochine qui rétablit ses privilèges.

Travailleurs de France, l'impérialisme français, les trusts, organisent en Indochine la répétition générale. Demain, renforcés par leur victoire, ils deviendraient plus arrogants, plus provoquants à notre égard. Ils préparent ainsi leur offensive fasciste contre le peuple de France.

Le Parti Communiste Internationaliste est le seul parti qui, dans ces élections, inscrit dans son programme: **DROIT DU PEUPLE INDOCHINOIS A DISPOSER DE LUI-MEME;**
DROITS A TOUS LES PEUPLES COLONIAUX A DISPOSER D'EUX-MEMES;

A BAS L'INTERVENTION IMPÉRIALISTE ANGLO-FRANÇAISE.

Ouvriers socialistes protestez dans vos sections contre l'attitude inqualifiable du ministre de l'Intérieur, le « socialiste » Tixier qui a fait arrêter les leaders de la Délégation Indochinoise de France, et qui les calomnie honteusement.

Camarades, le peuple indochinois a besoin de notre aide. Dans chaque section syndicale, dans chaque quartier exigez que les dirigeants du P. S., du P. C. F. et de la C. G. T. organisent en front unique avec le P. C. I. des réunions pour le soutien du peuple indochinois en lutte pour son émancipation.

ORADOUR... en Indochine !

dans l'*Humanité* du 28 octobre, nous relevons :

« Les troupes alliées ont encerclé des quartiers entiers de maisons et les ont incendiées ; elles ont ouvert le feu sur des ambulances et achevé des blessés à la baïonnette. Dans les batailles de Tinghe et de Chocau, ces mêmes troupes ont été jusqu'à faire usage de balles dum-dum. Navires de guerre, chars d'assaut, canons ont bombardé les populations indochinoises.

Avant-hier, la radio de New-Dehli soulignait que, tandis que les prisonniers annamites faits par les Alliés se voient condamnés aux travaux forcés ou à la peine de mort, les prisonniers anglais, français, indiens et japonais tombés aux mains des Indochinois jouissent du sort de prisonniers de guerre et ne sont justiciables d'aucune juridiction annamite ».

Travailleurs, faites voter dans toutes vos sections syndicales des motions de protestation contre l'Oradour indochinois! Exigez la préparation de la grève de solidarité pour arrêter l'intervention sanguinaire des bandits impérialistes!

Exigez la RECONNAISSANCE IMMEDIATE DU GOUVERNEMENT DU VIET MINH que s'est librement donné le peuple indochinois.

Exigez la libération des membres de la Délégation indochinoise arrêtés par Tixier-Parodi et l'annulation du décret de dissolution de la Délégation élue démocratiquement par 25.000 travailleurs et soldats indochinois en France.

A SINGAPOUR

GREVE DES DOCKERS CHINOIS
pour le soutien de la Libération Indonésienne!

« Des piquets de grève, composés surtout de jeunes Chinois, interdisent l'entrée des docks de Singapour. Les grèves ont pour but de protester contre l'attitude prise par les Britanniques à l'égard des Indonésiens. Soldats anglais et prisonniers nippons déchargent de concert les cargos ancrés dans le port. »

Dockers de Marseille, de Toulon, de Cherbourg, debout à l'exemple des dockers de Singapour! Debout pour l'aide totale au Viet Minh, mouvement d'émancipation du peuple indochinois!

APPEL AUX TRAVAILLEURS DE FRANCE

HALTE A L'EXPÉDITION COLONIALE en INDOCHINE

Des combats meurtriers ont opposé le corps expéditionnaire français aux troupes et à la population vietnamienne à Haïphong, à Kiên-An et à Langson.

La guerre menace, à nouveau, de s'étendre à tout le pays.

Des accords ont pourtant été conclus le 6 mars 1946, un «modus vivendi» a été signé avec le président Ho Chi Minh le 14 septembre. En réalité, ces accords, le gouvernement français ne les a conclus que parce qu'il n'avait pas la force de s'imposer d'un seul coup à un peuple de vingt millions d'êtres, dressés d'un seul élan contre sa domination. Tout en ayant l'air de faire droit à la volonté d'indépendance du Viet-Nam, ces accords ne servent que de couverture à ses entreprises de reconquête coloniale.

Travailleur français, vas-tu plus longtemps, par ton inaction, te faire le complice de cette criminelle entreprise ?

Parce qu'il y a des ministres socialistes et communistes en son sein, tu es peut-être tenté de faire confiance au gouvernement ? Mais ces ministres socialistes et communistes, après avoir approuvé les crédits de guerre pour l'Indochine et félicité Leclerc pour ses massacres, continuent à laisser en place les créatures les plus réactionnaires, tels que D'Argenlieu et quantité d'anciens dignitaires de Vichy.

Ce sont ces derniers qui font la loi en Indochine.

Ce sont eux qui, comme naguère Hitler en Europe occupée, ont mis en place en Cochinchine un gouvernement de fantoches vomis par la population.

Ce sont eux qui, aujourd'hui, selon un plan préétabli par l'état-major, essaient d'occuper les ports et les villes-frontières du Viet-Nam, et sont les responsables du rebondissement des hostilités. En les maintenant à leur poste, le gouvernement approuve leur politique et la prend à son compte.

POUR QUOI ET POUR QUI SE BAT-ON EN INDOCHINE ?

A entendre les suppôts du colonialisme, c'est par pure générosité et pour défendre « la cause sacrée de la civilisation » que la France doit se maintenir en Indochine. Va-t-on nous faire croire que c'est un esprit de sacrifice désintéressé qui pousse l'impérialisme français, au bord de la faillite, à gaspiller des dizaines de milliards pour cette expédition coloniale ?

Mensonge que tout cela !

- C'est pour les hauts bénéfices de la Banque d'Indochine.
- C'est pour les millions que rapportent à Michelin les plantations de caoutchouc.
- C'est pour les actionnaires des mines du Tonkin.
- C'est pour les propriétaires de milliers d'hectares de rizières en Cochinchine, qui, en 1945, ont stocké le riz tandis qu'au Tonkin une personne sur sept mourait de faim.
- C'est pour les trafiquants de l'opium et de l'alcool, que les représentants de la « civilisation » à la Sarraut obligeaient le peuple indochinois à consommer.

Voilà pour qui et pour quoi on se bat en Indochine !

Voilà ce qui se cache derrière les phrases sur « le maintien de la France » !

A toi, travailleur de France, cela ne rapportera que le droit de te faire trouver la peau dans un corps expéditionnaire quelconque.

A toi, cela ne rapportera que d'avoir tes salaires bloqués, et de te serrer un peu plus la ceinture pour payer les frais coûteux de cette expédition.

QUÉLS SONT LES CHAMPIONS DE LA GUERRE COLONIALE ?

Il te suffira, travailleur, de regarder les journaux pour voir qui ils sont. Tu verras alors, et tu en seras frappé, que c'est toute la crème de la réaction et du fascisme dans ce pays qui réclame du gouvernement des actes énergiques contre « ce chef de bande devenu chef de gouvernement », Ho Chi Minh. C'est « Le Monde » du Comité des Forges, c'est « L'Aurore » de Piot, rédacteur sous l'occupation à « L'Œuvre » de Déat, c'est « Le Figaro », c'est « L'Aube », représentants de la réaction cléricale, c'est « L'Epoque » enfin, champion de l'anticommunisme et organe des trusts sucriers et autres, sans parler du journal du P.R.L. qui entre en transes.

L'expédition d'Indochine, c'est la chose de tous ceux qui visent à instaurer dans ce pays un régime de dictature.

LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, le peuple annamite ont donc devant eux un même ennemi.

TRAVAILLEUR DE FRANCE, les travailleurs des autres pays, les masses d'Indochine, les masses coloniales du monde entier ont les yeux tournés vers toi. En laissant sans riposter les colonialistes mener leurs entreprises, tu pousses les peuples colonisés à te confondre dans leur haine des oppresseurs impérialistes, tu laisses la voie libre à l'instauration de la dictature dans ce pays.

Toi qui as lutté dans la résistance contre l'occupation nazie, vas-tu interdire au peuple annamite sa libération de l'occupant français ?

Partout, à l'usine, sur le chantier, manifeste ta solidarité à l'égard des travailleurs du Viet-Nam.

Dans ton syndicat, dans ta section, socialiste ou communiste, fais voter des motions pour exiger :

- la cessation immédiate des hostilités ;
- le rappel de D'Argenlieu ;
- l'arrêt de tout envoi de troupes « de relève » ;
- le retrait de toutes les troupes d'occupation ;
- l'envoi d'une commission d'enquête composée de délégués de tous les partis ouvriers et des organisations syndicales.

Dockers, dans les ports, refusez d'embarquer les troupes et les munitions pour l'Indochine.

Vive l'indépendance du Viet-Nam !

Vive la solidarité internationale des travailleurs !

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

- Le Groupe Indochinois de la IV^e Internationale ;
- Le Parti Communiste Internationaliste (section française de la IV^e Internationale), 19, rue Daguerre, Paris-14^e.

Tous les Vendredis, lisez

LA VÉRITÉ

**Organe central du Parti
communiste internationaliste**

En vente dans tous les kiosques

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°152

6 décembre 1946

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

DEPUIS UN AN EN COCHINCHINE :

100.000 vietnamiens massacrés
8.500 français tués
50 milliards gaspillés

Arrêtez la conquête sanglante ! Indépendance du Vietnam !

Grâce à une provocation réussie des amis de l'amiral d'Argenlieu resté en Indochine, une guerre sanglante a commencé au Tonkin.

C'est la question des douanes qui a servi de prétexte à cette nouvelle machination. Le jeune Etat indépendant du Viet-Nam n'a pas pu accepter que, contrairement au *modus vivendi* signé par le ministre des Colonies françaises Marius Moutet et le président Ho Chi Minh, les douanes françaises s'installent à Haiphong, qui sert de poste avancé à l'Indochine du Nord.

Les causes du conflit

Le « *modus vivendi* » prévoyait l'institution d'une Union douanière entre la France et le Viet-Nam, c'est-à-dire un accord entre deux états indépendants l'un de l'autre. Or, un document émanant de M. Laurel, directeur de la Marine marchande à Haiphong, dépendant du haut commissariat français en Indochine, démontre que l'intention du représentant officiel était bien d'instituer des douanes fédérales, c'est-à-dire des douanes sous contrôle français.

Comme le disait un représentant du Viet-Nam à Paris, au cours d'une conférence de presse, la tactique du gouvernement français, depuis la signature du « *modus vivendi* », a consisté en une série de manœuvres destinées à s'infiltrer dans les centres stratégiques du Tonkin qui échappaient jusqu'ici complètement au contrôle français. Avant d'occuper les bureaux de douanes du port de Haiphong, les troupes du général Valluy

ont installé leurs quartiers dans la région de Hanoi et de Haiphong ; des navires de guerre français, dont le « *Suffren* », ont pris position dans les eaux du golfe du Tonkin.

En réponse à un parlementaire, le ministre des Armées, le M.R.P. Michelet, a avoué que la censure sur la correspondance des militaires français en Indochine était justifiée par la nécessité de tenir secrets les préparatifs de certaines opérations. (*Journal officiel* du 27 novembre).

D'autre part, les soldats, qui devaient être démobilisés depuis des mois, sont maintenus en Indochine au lieu d'être rapatriés.

La politique de Marius Moutet

La politique de Marius Moutet, ministre des Colonies, peut sembler différente de celle de l'amiral d'Argenlieu : en fait, si elle utilise plutôt l'hypocrisie diplomatique, elle permet, en même temps, l'emploi de la force par ceux qui rêvent d'écraser tout de suite le jeune état indépendant.

Contrairement aux accords du 6 mars, signés à Hanoi entre le gouvernement français et celui du Viet-Nam, le ministre des Colonies a refusé de procéder à un referendum en Cochinchine. Dans ce pays, il a tenté d'établir un gouvernement fantoche composé de « collaborateurs ». Il a réuni, à Dalat, une conférence franco-indochinoise sans la participation du Viet-Nam. Il a institué dans le Sud-Annam et les plateaux Moïs un régime d'administration militaire.

Cette politique hypocrite a été démasquée par le chef même du gouvernement fantoche de Cochinchine : le docteur

Thinh. On se souvient que le docteur Thinh s'est suicidé il y a peu de temps en laissant derrière lui cette ultime déclaration : « Je ne veux plus être le complice de cette farce que l'on me fait jouer ». Le gouvernement cochinchinois, soi-disant indépendant, n'était destiné, en effet, qu'à maintenir hors du Viet-Nam l'état le plus riche de l'Indochine, son grenier à riz.

Avec le suicide du Dr Thinh, l'échec total de la politique du ministère des Colonies appliquée par l'amiral Thierry d'Argenlieu, s'est trouvé démasqué, et une nouvelle phase s'est ouverte.

Appelé à Paris il y a quelques semaines, le moine sanglant a compris qu'à moins d'un incident de dernière heure, il ne pourrait pas repartir au Viet-Nam. Il semble bien qu'une des raisons qui ont motivé le déroulement rapide de la provocation française a été justement la peur des colonialistes de le voir remplacer par un élément plus « conciliant ».

L'amiral d'Argenlieu, fidèle aux traditions des expéditions coloniales, est partisan d'une politique de force menée sans pitié. Il est, avec le général Leclerc, responsable des atrocités qui sont commises depuis un an pour tenter de briser la résistance vietnamienne. Pourtant, le comité interministériel pour l'Indochine, composé de ministres M.R.P. et de Marius Moutet, socialiste, a décidé à l'unanimité de renvoyer d'Argenlieu en Indochine. Charles Tillon, notre ministre communiste de l'Armement et membre du comité interministériel, s'était fait « excuser ».

Comme on le voit, dans ce domaine, la provocation des colonialistes a réussi.

Pourquoi on fait la guerre en Indochine ?

A l'usage des écoliers et du bon public, les journaux réactionnaires racontent que l'intervention en Indochine n'a pas d'autre but que de « pacifier » le pays et de lui prodiguer les bienfaits de la civilisation française.

Il suffit de citer quelques chiffres pour montrer les raisons qui poussent les d'Argenlieu et C^{ie} à intervenir brutalement depuis une année.

« La Vie financière », du 30 novembre, écrit : « Le bilan du commerce extérieur du port de Saïgon fait ressortir une balance commerciale nettement créditric, puisque le chiffre des exportations, pour les neuf premiers mois de 1946, est trois fois plus fort que celui des importations.

« Pour le mois de septembre, continue le journal, ces exportations représentaient une valeur de 1.493.549.228 fr. contre 641 millions 809.974 fr pour les importations ; pour l'ensemble du troisième trimestre 3.449.564.641 francs, contre 1.345.168.399 francs. »

Quand nous disons : « la guerre de l'Indochine, c'est la guerre du caoutchouc », ce n'était pas une affirmation « gratuite ». « La Vie financière » écrit à ce sujet :

« Le caoutchouc représentait, à lui seul, pendant le mois de septembre, plus de 15.000 tonnes, sur un total de moins

de 40.000 tonnes exportées, soit une valeur de 936.037.664 francs, c'est-à-dire environ les trois cinquièmes de la valeur totale des exportations de la colonie ».

On comprend que la Banque d'Indochine et les gros colons n'aient pas voulu lâcher ces « petits profits ». Ils contrôlent déjà le port de Saïgon, il leur fallait en plus le contrôle du port de Hai Phong, l'autre débouché important des produits du Viet-Nam.

La résistance vietnamienne

Dès les premières nouvelles, nous avons senti à nouveau passer le grand souffle révolutionnaire du Viet-Nam : en dehors des déclarations encore conciliantes de Ho Chi Minh, nous avons entendu l'appel magnifique du Comité exécutif du Viet-Minh criant à son président : « Résistez ! tout le Viet-Nam est prêt à la lutte ». C'est un des chefs du Viet-Minh de Cochinchine qui a déclaré : « Seuls les balles et les fusils pourront arrêter les réactionnaires français ».

Camarades du Viet-Minh ! Le prolétariat français tout entier sympathise avec vous, avec votre lutte pour l'indépendance.

Votre résistance maintenant légendaire à l'impérialisme français est pour nous tous un exemple sans pareil qui ne peut qu'exalter tous ceux qui ont foi dans le socialisme et la liberté.

Notre tâche à nous, travailleurs français, est claire : nous nous souvenons

des dockers d'Amsterdam qui ont refusé de charger les navires de l'expédition contre la révolution indonésienne. Nous nous souvenons des soldats hollandais qui ont refusé de partir à la mort pour les profits des pétroliers de la Royal Dutch. Les travailleurs des Pays-Bas ont montré la voie. Les travailleurs de ce pays ne peuvent que les imiter.

Les dockers de Marseille et d'Afrique du Nord doivent refuser de charger des armes et des troupes contre le Viet-Nam.

Les soldats français ne doivent pas accepter d'aller mourir pour les profits des banquiers et des gros colons.

Le Parti communiste internationaliste appelle les travailleurs de France, socialistes, communistes, trotskystes et anarchistes à une lutte sans merci contre les impérialistes français.

Travailleurs ! Communistes ! Souvenez-vous !

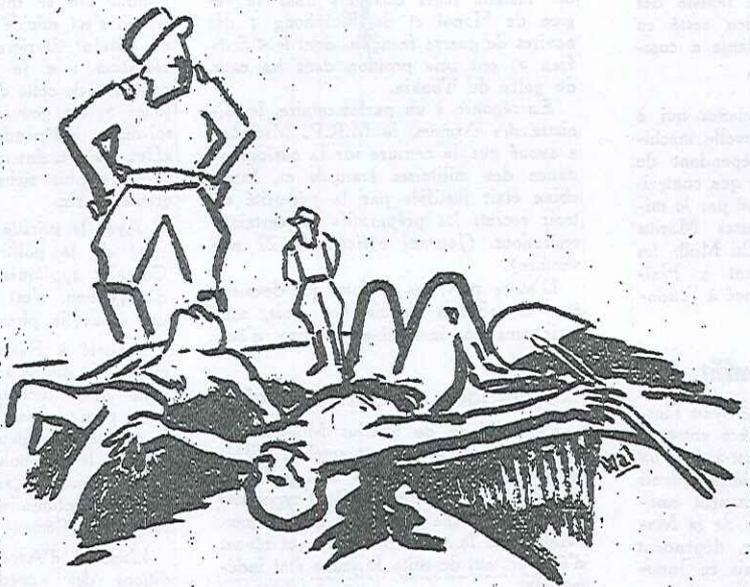
Souvenez-vous de la lutte contre les expéditions coloniales du Maroc et de Syrie !

Souvenez-vous de la grève générale contre la guerre du 12 octobre 1925 !

D'Argenlieu et ses complices reprennent la tradition des Gallieni et des Liautey.

Reprenez maintenant la tradition de la lutte anti-impérialiste. Avec les combattants du Viet-Nam, écrasez la réaction et les assassins des peuples coloniaux.

S. ROCHAL.



Contre la guerre d'Indochine !

Contre l'oppression coloniale !

APPEL DU COMITE EXECUTIF DE LA IV^e INTERNATIONALE AU PROLETARIAT DE FRANCE DU VIET-NAM ET DE TOUS LES PAYS

La résistance héroïque des peuples d'Indochine contre les armées de l'impérialisme français inspire les masses coloniales opprimées, et particulièrement les masses opprimées de l'Empire colonial français. La guerre réactionnaire de l'impérialisme français se prolonge et les calculs de ce dernier sont bouleversés, tandis que de nouvelles secousses ébranlent son empire à Madagascar, au Maroc et en Algérie.

Les impérialistes français envisagent avec terreur l'éclatement de l'empire qu'ils ont fondé sur le sang, l'exploitation et la misère des masses coloniales. Ils savent que leur puissance, déjà sérieusement minée par les développements de la deuxième guerre mondiale, n'aura aucune chance de s'affermir, si peu que ce soit, ni même de se maintenir, sans l'exploitation du vaste domaine colonial que leur a assuré dans le passé leurs expéditions guerrières de rapine et de brigandage.

Ils veulent ainsi, par le fer et le sang, briser le mouvement libérateur des masses coloniales qui se développe impétueusement de l'Indochine à l'Algérie, en recourant, derrière la façade de la « Constitution démocratique de l'Union française » tout récemment votée, aux pires méthodes de violence et d'oppression qui ont fait jadis la « gloire » des colonialistes français, de Bugeaud à Jules Ferry et de Gallieni à Lyautey.

Tandis qu'en Indochine les tortures, les massacres en masse, la destruction de villages entiers se succèdent, à Madagascar l'aviation bombarde les rassemblements et les agglomérations de paysans malgaches sans armes ; les députés indigènes, malgré leur immunité parlementaire, sont arrêtés et jetés en prison, et sur les routes d'Algérie, où s'accroît la répression policière, défilent, menaçants, les tanks et les troupes de l'armée française.

Cette guerre en Indochine et cette politique d'oppression dans toutes les colonies n'ont été rendues possibles que par la profonde trahison des soi-disant partis « socialiste » et « communiste » qui, depuis la « Libération », ont participé régulièrement au gouvernement de la IV^e République.

Le parti socialiste, sous le couvert d'une démagogie libérale, a épousé, en réalité, complètement la cause des colonialistes français. Ses ministres sont à la tête de l'organisation et de la poursuite de la guerre en Indochine et de la répression sanglante qui sévit actuellement à Madagascar et dans les autres colonies françaises de l'Afrique.

Le parti communiste, prisonnier de sa politique de collaboration de classes et de sa dépendance des menées internationales de la bureaucratie stalinienne, s'est livré à une série de marchandages et de manœuvres honteuses avec ses partenaires bourgeois au pouvoir, sans jamais rompre effectivement avec eux et appeler les masses à la lutte directe contre la guerre et l'oppression coloniales. En défendant la thèse du maintien des colonies dans le cadre de l'« Union française », il est obligé, en réalité, de composer dans les colonies avec tous ceux qui freinent et trahissent le mouvement libérateur des masses, et dans la métropole avec la bourgeoisie qui ne peut maintenir sa politique de l'« Union française » que par la force et la violence.

Les ministres staliniens et socialistes, en partageant le pouvoir bourgeois, se sont faits les complices directs de tous les crimes actuels de l'impérialisme français contre les masses coloniales.

La vérité est le parti communiste, qui influence l'écrasante majorité de la classe ouvrière française, en sabotant systématiquement toute mobilisation et toute action de solidarité effective du prolétariat français avec les masses colo-

niales en lutte, a permis la guerre contre l'Indochine et a encouragé les colonialistes français dans leur politique actuelle de violence et d'oppression. Rien n'illustre mieux sa trahison des intérêts des peuples coloniaux, aussi bien que de ceux des travailleurs français, que la récente comédie parlementaire où, au sujet des crédits pour la guerre d'Indochine, les députés s'abstiennent et les ministres votent « pour » : des bavardages pour les masses, des actes pour les capitalistes de la Banque d'Indochine.

Seul le parti communiste internationaliste de France — section française de la IV^e Internationale — ainsi que toutes les autres organisations trotskystes dans le monde, ont soutenu courageusement, dès le commencement et sans réserve, la lutte émancipatrice des peuples coloniaux, et seules elles ont appelé le prolétariat de France et de tous les pays à la solidarité agissante avec les masses de l'Indochine, de Madagascar, du Maroc et de l'Algérie.

Le Comité Exécutif International de la IV^e Internationale proclame sa complète solidarité avec les peuples coloniaux luttant pour secouer le joug tyrannique séculaire de l'impérialisme français. Il envoie ses saluts fraternels aux combattants courageux du Viet Nam, ainsi qu'aux militants trotskystes de l'Indochine qui sont à l'avant-garde de la lutte pour l'émancipation nationale et sociale des masses indochinoises. Il appelle la section indochinoise de la IV^e Internationale que les mains criminelles du Guépéou ont privée, au lendemain de la « Libération » de l'Indochine et au début de la révolution indochinoise, de plusieurs de ses cadres dirigeants, parmi lesquels la figure héroïque du camarade Ta-Thu-Thau, à ne pas relâcher son combat double contre l'impérialisme français et, à l'intérieur, contre toutes les trahisons de la révolution que les agents stalinien, dirigeant le Viet Minh, accomplissent en composant avec les éléments de la bourgeoisie indigène et avec l'impérialisme français.

Le Comité Exécutif International salue les grèves des ouvriers de Singapour et de Calcutta ainsi que les manifestations qui se sont produites dans le monde entier pour le soutien des masses indochinoises.

Il appelle la section française de la IV^e Internationale à poursuivre sa lutte pour la victoire du peuple vietnamien et pour la défaite des capitalistes français; à faire connaître aux travailleurs de France, et plus particulièrement aux ouvriers des arsenaux, aux dockers, aux marins et aux travailleurs en uniforme, l'exemple des travailleurs de Calcutta, de Singapour, qui, par des grèves et des démonstrations, ont manifesté concrètement leur solidarité avec le peuple vietnamien; à développer l'action de classe du prolétariat de France pour imposer à l'impérialisme l'arrêt de la guerre, la fin immédiate des hostilités et la signature d'une paix reconnaissant sans équivoque ni réserve l'indépendance complète du Viet Nam.

Il appelle toutes les organisations ouvrières à manifester leur solidarité avec la lutte des masses indochinoises et coloniales contre l'oppression impérialiste, et à boycotter la production et le transport de matériel aux armées impérialistes.

POUR LE RETRAIT DES TROUPES D'INDOCHINE,

BOYCOTTEZ LES TRANSPORTS D'ARMES ET DE MUNITIONS DESTINEES AUX TROUPES IMPERIALISTES.

A BAS LA GUERRE ESCLAVAGISTE D'INDOCHINE !

VIVENT L'INDEPENDANCE DES COLONIES ET LEUR DROIT A L'AUTO-DETERMINATION !

VIVE LA REVOLUTION SOCIALISTE MONDIALE !

VIVENT LES ETATS-UNIS SOCIALISTES SOVIETIQUES DU MONDE !

Avril 1947.

Le Comité Exécutif de la IV^e Internationale.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 218

14 mai 1948

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Contre le jugement de classe du 23 Avril Solidarité avec le P.C.I.

NOUS avons rendu compte, dans notre précédent numéro, du procès intenté au P.C.I. à la suite de l'édition, en janvier 1947, de l'affiche « A bas la guerre d'Indochine ! ».

2 2

Ce procès vient d'avoir son épilogue le 23 avril devant la 17^e chambre correctionnelle et de lourdes condamnations frappent les militants poursuivis. 10.000 francs d'amende à Craipeau, Demazière, Parizot et Proudhon, 6.000 francs d'amende à Berger, Odette Escoffier, Lhommeau, Marchesin et Guillaud ! Tel est le jugement de classe rendu par les magistrats de la IV^e République, qui ont retenu le délit de « provocation et d'entre-

prise de démoralisation de la nation et de l'armée. »

Le Populaire pouvait bien, au lendemain du procès, s'attendrir sur la « sincérité » de nos camarades et invoquer pour eux le bénéfice de l'amnistie. Il n'y a pas d'amnistie pour le trotskysme et ce n'est pas par hasard que la bourgeoisie et ses larbins sociaux-démocrates frappent d'abord le P.C.I. Un Boutbien peut bavarder sur l'indépendance des peuples coloniaux « dans le cadre de l'Union française », l'Humanité peut demander poliment au ministre des Colonies de cesser la guerre d'Indochine, ou de traiter avec Ho Chi Minh, cela ne gêne guère les colonialistes. Mais appeler le prolétariat français à la solidarité effective avec les ex-

plétés d'outre-mer en montrant la nécessité d'une lutte commune contre l'impérialisme français, c'est évidemment criminel ! C'est notre parti qui est frappé parce qu'il est le seul à avoir une position conséquente et révolutionnaire contre le colonialisme. Seuls, en effet, nous nous prononçons pour l'indépendance totale au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et pour le soutien sans réserve des luttes menées par nos frères les travailleurs des colonies. Seuls, nous rappelons que les coups qu'ils peuvent porter à notre propre impérialisme sont une aide précieuse apportée aux travailleurs français eux-mêmes et que, dans ce sens, défendre le prolétariat vietnamien ou arabe, c'est défendre le prolétariat tout entier et hâter le renversement du régime capitaliste.

C'est aux travailleurs qu'il appartient de répondre au jugement du 23 avril. En faisant voter dans leur syndicat, dans leur organisation, dans leur usine, des protestations contre la répression qui s'abat sur notre parti. En venant en aide aussi aux familles des condamnés dont certaines sont dans une situation très précaire. Déjà, nos camarades vietnamiens nous ont fait parvenir leur souscription, et tous ceux qui nous lisent doivent, aujourd'hui même, imiter cet exemple. En intensifiant, enfin, dans leur entreprise, le combat contre leurs exploités et en ressoudant le front unique contre le gouvernement dé faimé et de répression.



LE P.C.I. TOUJOURS AU CÔTÉ DU PROLETARIAT VIETNAMIEN.
La répression ne brisera pas l'action communiste internationaliste.

LA VÉRITÉ

Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section Française de la IVe Internationale



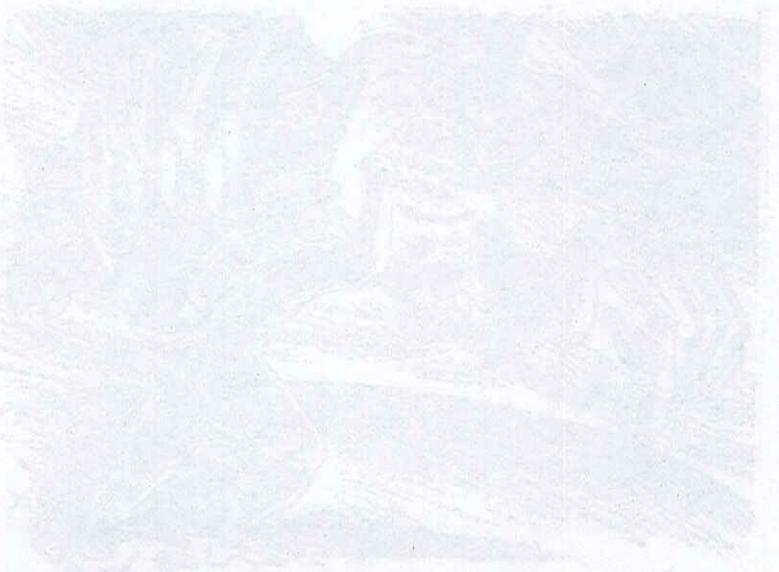
Contre le jugement de classe du 23 Avril Solidarité avec le P.C.I.

Un tel jugement de classe est une violation flagrante de la démocratie et de la justice. Il est le résultat de la manipulation des faits et de la déformation de la vérité. Le P.C.I. a toujours été et sera toujours le défenseur des intérêts du peuple et de la justice sociale. Ce jugement de classe est une insulte à la mémoire des victimes et une provocation à la violence. Nous appelons à la solidarité internationale et à la lutte contre ce jugement de classe.

Un tel jugement de classe est une violation flagrante de la démocratie et de la justice. Il est le résultat de la manipulation des faits et de la déformation de la vérité. Le P.C.I. a toujours été et sera toujours le défenseur des intérêts du peuple et de la justice sociale. Ce jugement de classe est une insulte à la mémoire des victimes et une provocation à la violence. Nous appelons à la solidarité internationale et à la lutte contre ce jugement de classe.

Un tel jugement de classe est une violation flagrante de la démocratie et de la justice. Il est le résultat de la manipulation des faits et de la déformation de la vérité. Le P.C.I. a toujours été et sera toujours le défenseur des intérêts du peuple et de la justice sociale. Ce jugement de classe est une insulte à la mémoire des victimes et une provocation à la violence. Nous appelons à la solidarité internationale et à la lutte contre ce jugement de classe.

Un tel jugement de classe est une violation flagrante de la démocratie et de la justice. Il est le résultat de la manipulation des faits et de la déformation de la vérité. Le P.C.I. a toujours été et sera toujours le défenseur des intérêts du peuple et de la justice sociale. Ce jugement de classe est une insulte à la mémoire des victimes et une provocation à la violence. Nous appelons à la solidarité internationale et à la lutte contre ce jugement de classe.



LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS

Un tel jugement de classe est une violation flagrante de la démocratie et de la justice. Il est le résultat de la manipulation des faits et de la déformation de la vérité. Le P.C.I. a toujours été et sera toujours le défenseur des intérêts du peuple et de la justice sociale. Ce jugement de classe est une insulte à la mémoire des victimes et une provocation à la violence. Nous appelons à la solidarité internationale et à la lutte contre ce jugement de classe.

LA GUERRE D'INDOCHINE ET LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS

Par Jacques Ramboz

(Brochure éditée par l'Union Communiste juillet 1949)

**« Un peuple qui opprime un autre
doit s'attendre à être opprimé
à son tour... »**

I

« Les budgets civils doivent payer pour les dépenses militaires », ou du moins leur surcroît qui vient surtout des opérations d'Indochine. Et c'est ici que la majorité de l'Assemblée et celle du pays sont un peu complices, que l'une et l'autre auraient en somme mauvaise grâce à faire la mauvaise tête...il faut savoir, dire et reconnaître que cette politique (outre-mer) exige de grands moyens, c'est-à-dire de sérieux sacrifices matériels et humains.

Est-ce un journal « subversif », « anti-national » qui tire avec cette netteté les conséquences de la politique coloniale du gouvernement français ? Pas du tout : il s'agit de l'officieux « Monde » du 10 Mai 49, sous la plume de J.Fauvet.

Il est ainsi reconnu officiellement que la raison première des sacrifices matériels (impôts, vie chère et bas salaires) et humains (gaspillages de la jeunesse française), C'EST LA GUERRE D'INDOCHINE !

POURQUOI Y A-T-IL LA GUERRE EN INDOCHINE ?

L'essor de l'économie capitaliste à la fin du XIX^{ème} siècle a jeté les grandes puissances - Angleterre, France, Etats-Unis, Russie, Allemagne et Italie - à la conquête du monde; Il s'agissait de s'assurer les meilleurs débouchés, sources de matières premières et sphères d'investissement des capitaux. Par toute la terre, c'est la ruée vers les pays « neufs ». En 1885, à la suite de ses missionnaires, la France occupe le Tonkin - ayant apporté Dieu aux peuples d'Indochine, elle venait leur réclamer le denier.

Si la résistance opposée par les états chinois et annamite fut faible, CELLE DE LA POPULATION N'A PAS CESSÉ ; La « paix française » était le calme du couvre feu. Dès 1917 profitant de la crise due à la première guerre mondiale, l'Annam s'insurge. L'une après l'autre, toutes les couches populaires entrent dans l'action, culminant en 1929 dans une insurrection de paysans et de petits bourgeois qui se termine par une « pacification » sanglante.

Peu d'années passent cependant avant de nouvelles luttes : 1933 voit les manifestations de masse des ouvriers et des paysans. Malgré la répression féroce - la torture est monnaie courante - ces mouvements grandissent de 1936 à 1939. La guerre de 39 est marquée par l'arrestation et la déportation des principaux dirigeants.

« Les insurgés sont des agents japonais. Le Viet-Minh n'est qu'une machine de guerre abandonnée par ceux-ci dans leur défaite ». Ce sont ceux-là mêmes qui se servent d'ex prisonniers japonais comme éclaireurs et troupes de choc qui colportent ces accusations. En fait, l'occupation japonaise ne met pas fin aux soulèvements. Fraternellement unis, policiers japonais de Bao-Daï et policiers français de Decoux font leur possible pour maintenir « l'ordre » - leur ordre- jusqu'au moment où l'effondrement japonais affaiblissant, par contre coup, son compère- ennemi français, donne issue à l'insurrection générale du Viet-Minh en 1945.

La guerre d'aujourd'hui n'est pas une « nouvelle » guerre. Elle continue la politique d'hier. Elle en est l'expression concentrée et fidèle.

QU'ONT FAIT, AU NOM DE LA FRANCE, LES CAPITALISTES EN INDOCHINE ?

Sous leur bienveillante domination ont pu subsister la féodalité indigène et le mandarinat. Rien d'étonnant que ce soit aujourd'hui, au Cambodge et en Cochinchine, les seuls soutiens et derniers espoirs de la politique « française » ! Mais la situation des classes populaires n'a fait qu'empirer, une exploitation supplémentaire au profit du maître étranger venant s'ajouter à l'exploitation traditionnelle.

Sa terre, pour le petit paysan, est un moyen non de vivre, mais de mourir lentement, écrasé qu'il est d'impôts - impôt individuel de 35 frs en 1938 (soit un mois de travail), impôt sur le « revenu » (à quand l'impôt sur la misère ?), taxe sur chaque pied de tabac, d'oranger etc... Dans ces conditions, les petits paysans sont la proie assurée des usuriers. Rongée par les hypothèques, leur terre passe morceau par morceau dans le patrimoine de l'Eglise - les Pères Blancs comptent parmi les plus grands propriétaires fonciers - et des banques indochinoises. Ruinés les paysans prolétarisés trouvent à « vivre » comme ouvriers agricoles sur les grands domaines pour un salaire journalier de 2 à 4 frs avant la guerre.

Dans les grandes plantations vit ainsi un prolétariat misérable, plutôt vendu que loué, à la merci complète de son employeur.

La population ouvrière ne connaît pas une vie meilleure. A la même époque, l'ouvrier spécialisé gagnait 5 à 10 frs par jour. Mais la masse des non spécialisés touchait « l'honnête » salaire de 2frs50 à 3 frs et l'ouvrière, pour 10 heures de travail, 1frs 50 !

Les « pittoresques » congayes des « récits exotiques » ne sont souvent que des pauvres créatures cherchant dans la prostitution un remplacement ou un complément à un salaire de famine.

En 1860, la Grande-Bretagne fit la guerre pour obliger les chinois à acheter l'opium produit par les grands planteurs de Birmanie et des Indes. L'Administration française n'emploie pas de telles méthodes. Il lui suffit, grâce à l'appui de ses fidèles mandarins, d'obliger la population à consommer des quantités d'alcool arbitrairement fixées, vendues au prix fort au profit du gouvernement. De la même façon, le monopole sur le sel permet de revendre au travailleur des salineries 70 centimes (en 38-39) le kilo de sel qui lui a été acheté 20 ou 30 centimes.

LA FRANCE, MERE DE LA LIBERTE

Un indochinois ne peut circuler librement dans son pays. Réquisitionnés comme main-d'œuvre à bon marché, 12000 travailleurs furent importés en France en 1939, parqués dans des camps, soumis à mille vexations. Dix ans après, les travailleurs rapatriés ne peuvent regagner leur village et restent « concentrés » dans des camps comme à Tourane et Cap St Jacques.

Là où n'existe pas la liberté matérielle, il ne saurait exister de liberté politique. Lorsque les élections ne sont pas « bonnes », la parole reste à la police. C'est ainsi qu'en 1939 furent arrêtés et déportés les députés trotskystes Tha-Thu-Tau et Tran-Van-Trach, élus triomphalement avec 80% des voix contre 15% au gouvernement !

40 000 Français envoyaient au parlement indochinois plus de représentants que 27 millions d'indigènes ! Les dernières élections fabriquées en Cochinchine en 1949 ont montré la confiance du peuple en ses « protecteurs » : 85,5% des électeurs pourtant choisis se sont abstenus, 14,5% — dont les policiers, les fonctionnaires, les propriétaires fonciers, les mandarins — ont accepté de participer à la comédie.

II

CE QUE SIGNIFIE LA GUERRE D'INDOCHINE

Pour les travailleurs ; SACRIFICES MATERIELS . « Les budgets de la Défense Nationale et de la France d'Outre-mer dépassent de 35, 3 milliards le plafond de 350 milliards fixé en Décembre...à cela s'ajoutent les dépenses supplémentaires pour l'Indochine » (*Le Monde*, 21 mai), le corps expéditionnaire revenant à peu près à la moitié de l'entretien de l'armée métropolitaine. Les colonialistes français auront des canons, mais les travailleurs français se passeront de beurre.

SACRIFICES HUMAINS : 37 000 jeunes hommes, rien que dans la marine, étaient tombés à l'automne 1948. Combien d'autres tombes se sont ouvertes au printemps ? La presse si prompt à nous renseigner sur les ébats de la princesse Margaret a, quant à ce sujet, un bœuf sur la langue, et le « paysan » Petsche fait ce qu'il peut pour alimenter cette guerre qui fait fondre des milliers de jeunes paysans comme beurre sur la poêle.

Pour les capitalistes : DES PROFITS ACCRUS : *Le Monde* du 7 avril nous apprend que les « Hévéas de Tayminh » ont, pour l'exercice 1948, réalisé un bénéfice net de 3 860 463 piastres indochinoises, le dividende étant fixé à 18 piastres par action (net 237frs,66) et à 142,71 piastres pour les parts (net 1940 frs,89) ; et le 9 avril, que les comptes de la « Compagnie du Cambodge » font apparaître pour 1948 un bénéfice de 15 251 925 piastres contre 2 628 724 pour l'exercice précédent !

La terre d'Indochine est grassement fumée de sang. Elle rapporte...

L'ECHEANCE 1949

Après quatre ans de guerre, quelle est la situation ? Des milliers de jeunes hommes sont tombés, des milliers se battent ...et cependant « les troupes du Viet-Nam contrôlent 80% du territoire. Les français ne se trouvent en sécurité que dans les grandes villes. Les forces militaires françaises qui se servent de l'artillerie, de tanks, d'avions se révèlent impuissantes devant la tactique de guérilla des Viet-Namiens », écrivait le périodique américain *U.S. News and World Report* du 13 août dernier et, le 2 juin, le *Far Eastern Survey*. « Tout ce qui est en dehors des centres et des grandes villes est aux mains d'Ho-Chi-Minh. La grande offensive d'hiver 1947-48 a été contenue et repoussée avec de lourdes pertes. Impasse politique et militaire, et ruine économique, telle est la situation ».

La situation a-t-elle changé depuis ? Dix divisions doivent partir, politiciens et généraux sont envoyés en mission — mais les coups de mains des « rebelles » aux portes mêmes de Saïgon prouvent qu'en fait la

situation a empiré pour les français et leurs partisans. L'offensive de printemps moissonne de nouveaux hommes mais ne peut que prolonger une guerre qui risque de s'étendre au monde entier.

Les capitalistes français mettent leur ultime espoir en Bao-Dai, le représentant des féodaux japonais. « Avec le retour de S.M. (sic) Bao-Dai au Viet-Nam s'ouvrira pour ce pays une ère nouvelle » écrit A. Surmer dans le supplément à *La France d'Outre-Mer*. Ainsi le nègre fétichiste modèle une poupée de boue et attend d'elle la pluie et le beau temps...

RECLAMER LA PAIX... ET LAISSER FAIRE LA GUERRE

« Il faut négocier aussi avec Ho-Chi-Minh » disent les uns – « seulement avec ho-Chi-Minh disent les autres — mais la guerre continue.

Ces fameuses négociations ont déjà eu lieu : en mars et en septembre 1946 ; et le traité avec Bao-Dai ne fait que reproduire, avec quelques concessions en plus, les deux précédents traités. A bon droit la revue *La Lutte de Classes* de mars 1949 écrit ; « Ce n'est cependant pas la paix qui s'en est ensuivie : pendant que M. Thorez, avec Bidault, signaient ces accords, M. Tillon, ministre de l'air, veillait à la fabrication des 'Cormorans' pour le transport des tanks à destination de l'Indochine ».

RETRAIT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE

Le Monde laisse échapper la vérité quand il parle de la complicité de l'Assemblée. Tous les partis qui y bavardent sont complices de la « sale guerre », car aucun n'a voulu prendre la responsabilité d'une résistance effective contre elle ! Mais c'est faux que le pays soit complice : il le serait s'il continuait à se taire.

« Vous voulez pactiser avec ceux qui versent le sang français ! » Ceux qui anathématiquement ainsi contre les adversaires de la guerre, ce sont les hypocrites défenseurs des politiciens et de l'Etat-major qui se disposent à verser sans compter le sang des nouvelles recrues. Si le sang versé devait être payé par le sang, ces gens là dormiraient tranquilles ?

Cette guerre n'est pas celle du peuple français. Elle s'exerce directement contre lui, car les nécessités du financement de la guerre servent à justifier l'aggravation de la situation des travailleurs et une répression « à la Jules Moch ».

Insuffisante pour venir à bout de la résistance désespérée de la population viet-namienne, la présence des troupes françaises suffit à éterniser la guerre. Entre lui-même et les peuples d'Indochine, d'une part, et, d'autre part, les dividendes d'une poignée de financiers, comment le peuple français ne choisirait-il pas ?

Pour que cesse la guerre d'Indochine, IL FAUT CESSER DE LA FAIRE, il faut obtenir l'arrêt des envois de troupes et le retrait du corps expéditionnaire !

Dans chaque groupement corporatif, dans chaque syndicat, travailleuses et travailleurs de France doivent obliger leurs représentants à agir nettement dans ce sens – ils doivent retirer toute confiance et tout appui aux soutiens avoués ou honteux des chacals de la Finance. Unis pour la défense de leur intérêt le plus élémentaire, il faut qu'ils crient à ceux-ci : QUITTEZ L'INDOCHINE ! et qu'ils envisagent toutes les mesures pour que ce cri soit entendu.

Mai 1949

Jacques Ramboz

TRACTS EDITES PAR L'UNION COMMUNISTE

L'INDOCHINE AUX INDOCHINOIS

Les militaristes Anglais, Japonais et Français, essayent ensemble de « sauver » les intérêts des gros capitalistes en Indochine. C'est pour ces pillards colonialistes que le peuple français doit supporter les impôts écrasants, l'inflation, la faim, la mobilisation et continue la guerre qu'on disait « finie ».

A la solidarité de ces militaristes, opposons la solidarité des travailleurs Français, Indochinois, Anglais et Japonais.

A bas l'intervention étrangère en Indochine !

Pas de corps expéditionnaire français !

Vive la République Indépendante Indochinoise, amie de tout peuple qui l'aidera dans cette voie !

Novembre 1945

Groupe indochinois « LA LUTTE »

**POUR LE RETRAIT DU CORPS EXPEDITIONNAIRE EN INDOCHINE!
POUR L'INDEPENDANCE DE L'INDOCHINE!**

CAMARADES,

Les organisations ouvrières présentes à ce meeting ont bien agi en exigeant la libération de nos camarades arrêtés par la police française pour le "crime" d'avoir expliqué au peuple français, la justesse de la cause, pour laquelle lutte le peuple indochinois.

Elles ont bien agi en organisant ce meeting de protestation contre la répression sauvage que le gouvernement français poursuit en ce moment contre les travailleurs Indochinois.

Mais ce meeting suffit-il à soutenir notre juste cause?

Se montrer libéral en ce qui concerne les Indochinois en France, et souhaiter que le gouvernement français mène une autre politique en Indochine, en même temps que la répression se poursuit là-bas de plus en plus féroce, nous ne pouvons pas regarder cela comme une solidarité réelle vis-à-vis de nous.

Les organisations ouvrières disposent de forces énormes: si la répression menée actuellement est un crime contre la liberté -- et c'est un crime! -- alors ces organisations doivent empêcher par des moyens en leur pouvoir, la répression de se poursuivre; ce que Marty avait fait en 1919 pour la Russie des Soviets, les partis ouvriers et la CGT doivent le faire pour l'Indochine: donner l'ordre aux travailleurs, aux marins, aux dockers, d'arrêter tout envoi d'armes et de troupes, à destination de l'Indochine!

Nous ne saurions regarder comme de véritables amis que les organisations ouvrières françaises, dont les actes sont en accord avec les paroles et qui ne se bornent pas à dénoncer, les excès de la politique colonialiste, mais se prononcent pour l'indépendance de l'Indochine, car sans cela, les adoucissements demandés seront des paroles utilisées dans la métropole, tandis qu'à Saïgon, ce sera toujours les Leclerc qui agiront par leurs méthodes.

Que les organisations qui participent ce soir au meeting, se prononcent donc clairement si elles sont pour le retrait du corps expéditionnaire de l'Indochine, si elles sont pour l'indépendance de l'Indochine délivrée des colons et des banques, si elles se solidarisent avec les opprimés d'Indochine par tous les moyens en leur pouvoir. Car si la CGT, le PCF, et le PS laissent les dockers charger les bateaux qui transportent les soldats pour assassiner nos frères, et ces soldats marchent contre la cause que ces organisations reconnaissent être celle de la liberté, c'est qu'elles agissent en fait comme des complices. Les travailleurs français sauront, comme nous, les juger.

A BAS LE CORPS EXPEDITIONNAIRE!

**VIVE LA SOLIDARITE ENTRE LES EXPLOITES ET LES OPPRIMES DE
TOUS LES PAYS CONTRE L'IMPERIALISME!**

13/11/45

**Le Groupe Indochinois
"LA LUTTE"**

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 248

2^{me} quinzaine de février 1950

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

Comme les Trotskystes de Brest Contre la guerre du Viet-Nam tous unis autour des dockers

A PRÈS leurs camarades de Marseille et d'Alger, les dockers de Brest ont décidé de refuser tout chargement de matériel destiné à la sale guerre du Viet-Nam; guerre de brigandage de l'impérialisme français.

Les dockers montrent ainsi à toute la classe ouvrière que c'est par l'action directe et non avec un bulletin de vote qu'il faut lutter contre la guerre. Les 6 ou 7 millions de votes « favorables à la paix » n'ont pas fait reculer d'un pouce les magnats du caoutchouc, et la guerre du Viet-Nam continue. Par contre, quand la classe ouvrière entre en lutte comme le 31 janvier, les C.R.S. apparaissent, ce qui prouve que le capital se sent en danger.

Mais il ne faut pas que les dockers soient seuls à l'avant-garde; toute la classe ouvrière doit les suivre et les aider, non seulement avec des mots, mais avec des actes. Les journées de protestation ne suffisent pas. Déjà les cheminots et les marins l'ont compris. Les ouvriers de l'Arsenal manifestent une grande volonté de lutte.

Car ce n'est pas seulement la guerre du Viet-Nam qui est en cause, ce sont les revendications pour les salaires, les conventions collectives, la reconstruction; les ouvriers luttent pour leur pain et leur liberté.

C'est la question de l'existence du régime capitaliste, source de guerre et de misère, qui est en jeu, et c'est avec ce régime que tous nous voulons finir. Il faut unifier les luttes en partant de la base, ne pas accepter qu'elles soient seulement utilisées au Parlement, pour faire pression sur la bourgeoisie, mais que le but soit clairement fixé par les ouvriers eux-mêmes.

Abattre le régime, c'est la meilleure façon de venir en aide à nos frères de classe du Viet-Nam et la seule façon d'empêcher le grand carnage atomique que prépare l'impérialisme.

Contre la guerre! Pour la liberté et le pain! Pour la reconstruction!
ACTION DIRECTE AVEC LES DOCKERS!

*Extrait du « Militant »,
organe de la Cellule de Brest.*

LA VÉRITÉ



PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

DES TRAVAILLEURS

Une seule solution de paix : EVACUER L'INDOCHINE

Voici venue encore la saison des désastres militaires du corps expéditionnaire français. On a feint de s'apercevoir soudainement que l'Indochine était coupée en deux et les paris sont ouverts pour savoir où sera asséné le prochain coup de boutoir du Viet-Minh. Il est établi officiellement que le Viet-Minh peut frapper à tout instant et à n'importe quel endroit sans que les troupes françaises soient en état d'y faire face. Il n'y a pas de meilleur aveu d'impuissance.

Le ballon d'essai sur l'envoi de divisions américaines au Vietnam n'était pas une boutade. Point n'est besoin de nouvelles démonstrations et de nouveaux désastres pour prouver que les forces françaises ne pourront jamais remporter une décision militaire. Elles peuvent tout au plus et au prix d'un soutien matériel américain croissant, maintenir une série de bases militaires précaires en vue d'un confit ultérieur d'importance mondiale. Elles peuvent faire durer la guerre d'Indochine sans aucun espoir de la gagner jamais.

Mais ce n'est certes pas pour les engager dans le guépier du Viet-Nam que le Pentagone s'est décidé à retirer deux divisions de ses boys de la Corée. Ce n'est pas à l'instant où la stratégie périphérique s'épanouit au grand jour que Washington enverra ses précieuses divisions se compromettre en Indochine. Si tant est que Bidault et ses compères ont nourri quelque espoir de ce côté, il leur faudra déchanter. Ils ne s'en tireront pas à si bon compte, de cette guerre pourrie !

Ce ne sont pas que les communiqués et nouvelles en provenance des états-majors d'opération qui sont truqués et factices. Il n'y a de non truqué dans cette guerre que le sang répandu par les combattants du rang et les profits fabuleux qu'en tirent une poignée de grosses affaires au

premier rang desquelles se place — à tout seigneur tout honneur — la sérénissime Banque d'Indochine.

Tout est tellement limpide, trop limpide au fond du problème. La ligne des revers continuels du corps expéditionnaire n'a pas d'autre source que l'impopularité foncière, l'absurdité d'une guerre qui se heurte à l'aspiration invincible de tout un peuple à se libérer définitivement du joug de l'impérialisme étranger. La fleur des généraux français se fait tourner en dérision parce que la science des écoles de guerre chevronnées se trouvera toujours prise au dépourvu devant la révolution qui, à défaut de toute la lourde panoplie des armées modernes, dispose d'une variété illimitée de moyens terriblement efficaces propres à pourrir les dispositifs les mieux échafaudés. Que peut peser une troupe de mercenaires dont la solde (des sous-officiers à 100.000 fr. par mois) et l'avancement accéléré sont le principal attrait, face à l'énergie indomptable, au dynamisme brûlant d'une armée révolutionnaire combattant pour l'émancipation de tout un peuple ?

C'est également parce que les données sont trop limpides que les recherches d'une solution politique sont dans l'impasse. Les impérialistes ne peuvent s'incliner devant l'évidence du fait : à l'exception d'une poignée de corrompus et de « collaborateurs » vomis, tout le peuple vietnamien se trouve dressé autour du Viet-Minh. C'est ce rapport de forces écrasant qui anéantit les solutions d'« attrapenigaud » et de cotes mal taillées. La situation est simple et claire : le corps expéditionnaire doit se rembarquer ; il n'y a pas à sortir de là.

Le courant en faveur des négociations avec Ho-Chi-Minh a pris une telle ampleur en France que le gouvernement le plus réactionnaire de la IV^e République lui-même a dû reprendre à son compte la formule.

Que cet empressément soudain à mettre en avant l'idée des négociations cache des visées plus ou moins inavouables, cela va sans dire. En gros, on se berce au Quai d'Orsay d'espoirs de marchandage avec Moscou et Pékin en vue du lâchage du Viet-Nam moyennant l'admission de la Chine à l'O.N.U. par exemple, voire d'importantes concessions sur l'Allemagne. Comme ce n'est pas Paris qui fait la pluie et le beau temps en ce monde où le soleil se lève outre-Atlantique, ces plans sont assez fragiles pour l'instant. Il n'en convient pas moins de demeurer vigilants et de dénoncer les plans réactionnaires. Il importe surtout d'exiger des partis ouvriers qu'ils ne se prêtent pas aux trafics frauduleux que l'on veut faire passer sous le couvert des négociations.

Là, encore une fois, la question est simple et limpide : la guerre du Viet-Nam n'est pas une machination montée savamment à Moscou ou à Pékin, les faits reconnus par tout le monde sont là pour l'attester. Le Viet-Nam s'est voulu libre au sortir de la seconde guerre mondiale et l'impérialisme français a choisi d'imposer son maintien par les armes. C'est le sursaut du peuple vietnamien tout entier face à l'agression des troupes françaises qui est à la base du présent conflit et rien d'autre. L'aide matérielle même dont le Viet-Minh a pu bénéficier de la part de l'U.R.S.S. ou de la Chine avec d'énormes retards est insignifiante par comparaison aux milliards de francs, aux armes lourdes et aux porte-avions fournis à la France par les Etats-Unis qui supportent à l'heure actuelle 60 % du budget de la sale guerre.

On n'en sortira pas autrement qu'en négociant avec Ho-Chi-Minh en vue d'évacuer l'Indochine. Avant tout le Viet-Nam doit être maître de disposer de son propre sort !

Robert LEBLOND.

**III - Les TROTSKYSTES
INDOCHINOIS**

III - Les TROTSKYSTES
INDOCHINOIS

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°116

30 mars 1946

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

UNE LETTRE D'INDOCHINE.

De Septembre à Décembre 1945 EN COCHINCHINE

D'Indochine vient de nous parvenir une longue lettre sur la lutte ardente que mènent les masses d'Indochine pour leur libération. La place réduite dont nous disposons nous oblige malheureusement à ne passer pour l'instant qu'une

partie seulement de cette lettre.

Ajoutons que l'auteur n'est pas un Trotskyste. C'est un militant ouvrier d'Indochine qui y occupe une position très responsable dans le mouvement syndical.

A partir du débarquement japonais du Sud de l'Indochine et surtout à partir de la date du mouvement de De Gaulle en France, chez nous débuta le mouvement du Viet-Minh pro-allié et antiaxiste. Parallèlement se développait au Nord, le mouvement du « Nouveau Viet-Nam » et dans le Sud le « Parti de l'Indépendance » tous deux s'appuyant sur les Japonais contre les Alliés. Nous parlerons ici seulement du Viet-Minh.

Il a commencé au Tonkin, organisé par le P. C. indochinois. Il se compose des partis suivants: le P. C. indochinois, le Parti Nationaliste indochinois, les restes du Parti de Phan-Boi-Châu (Nguyen-Hai-Thân, pro-chinois), Nouvelle République (Étudiants), Intellectuels. Il a combattu vigoureusement depuis 1942 l'occupation japonaise avec les armes et les munitions fournies ou vendues par les Chinois et les Américains. En 1943, des officiers américains sont parachutés au Tonkin dans le territoire conquis par le Viet-Minh. En 1944 s'organise une armée Viet-Namienne instruite par les officiers américains. Cette armée est parvenue à conquérir vers la fin de 1944 six provinces du Haut-Tonkin. En mars 1945, elle est arrivée à s'emparer de deux autres provinces. En juillet, elle attaque Thai-Nguyen. Le 14 avril, elle s'empara de Hanoi; le 18 août, de tout le Tonkin.

En Cochinchine, après le putsch de 1941, les quelques camarades survivants s'organisent clandestinement. Le Viet-Minh fut espionné et traqué par les colons français et par les Japonais. Les camarades étaient peu nombreux au début, c'est pourquoi le travail était très difficile. Dans la région de Saïgon, les régions de Cholon, Gia-Dinh, Go-Vap, le principal travail d'organisation des ouvriers est l'organisation syndicale clandestine. Cette organisation syndicale clandestine était très périlleuse surtout à cause de la police française de Decoux qui connaissait

le pays beaucoup mieux que la police japonaise et avait aussi plus d'expérience locale.

Le Viet-Minh de Cochinchine comprenait: le Parti Communiste, les syndicats, la Jeunesse d'Avant-Garde (1.300.000 adhérents), la Nouvelle République, Jeunesse religieuse. Les Trotskystes ont demandé à participer à ce front. Le Viet-Minh les a refusés mais ils déclaraient qu'ils soutenaient le Viet-Minh sans condition dans sa lutte contre l'impérialisme. Le Viet-Minh se préparait à prendre le pouvoir et après la défaite japonaise, il organisa une manifestation monstre. Plus de 700.000 personnes défilèrent le long des rues et des boulevards. Les mots d'ordre inscrits sur les pancartes et les banderoles sont les suivants: « Indépendance totale du Viet-Minh »; « Vive la République démocratique du Viet-Nam »; Le gouvernement de Nguyen-van-Sâm et Hô-van-Nga, représentants de l'empereur-Bao-Daï démissionna. Et à partir du soir du 25 août 1945, le Viet-Minh prit le pouvoir en Cochinchine. Le 26 août, toute la Cochinchine est gouvernée par le Viet-Minh sans aucun incident. Sauf à Ta-An à 50 km. au Sud-Ouest de Saïgon, où il y a eu attaque des partisans contre deux trains japonais à munitions et où il y a eu des morts.

Le Comité exécutif de la région Sud du gouvernement provisoire du Viet-Nam se compose de 9 membres: Tron-van-Giau (communiste), président; Hô-van-Tieng (étudiant en médecine) (Nouvelle République), Propagande; docteur Pham-ngoc-Thach (gauche des « Jeunes »), Affaires étrangères; Mai (communiste), Affaires intérieures région Est; Tao (communiste), Intérieur; Tay (communiste), Affaires politiques région Ouest; Hoang-don-Vân (communiste), Travail et Syndicats; Ngô-tân-Nhon (nationaliste), Economie.

LETTRE D'INDOCHINE

Suite de la première page

Le 2 septembre, à l'appel du Président du Viet-Minh, Ho-Chi-Minh, se déroulèrent des manifestations monstres du nord du Tonkin au sud de la Cochinchine, de Lao-Kay à l'occasion de la fête nationale de l'Indépendance. Des coups de fusil tirés des maisons françaises qui bordent le long des rues provoquent des bagarres. A partir de ce jour, l'atmosphère est surchargée.

Les colons français voulaient se réarmer avec l'aide des Anglais. Du côté annamite, on reprochait au gouvernement du Viet-Minh d'avoir trop de mansuétude envers les Français, de n'être pas assez énergique envers ces derniers. A la suite de l'ordre donné par les alliés de désarmer la population, un certain nombre de partis, dont les trotskystes, préparaient un soulèvement. A Saïgon, chaque jour, éclataient 5 à 6 conflits entre les ouvriers et les patrons français. Le 10 septembre 45, le siège du Comité exécutif (l'ancien Palais du Gouvernement) est pris par les Anglais. Alors la colère des masses atteignit un niveau extrême: boycottage dans les marchés, et à partir du 15 septembre, plusieurs bagarres entre quatre Français et les « Jeunesses » se sont produites. Le Viet-Minh, pour ne pas mécontenter les autorités alliées, donna uniquement l'ordre à la population de garder le calme. Pendant ce temps, les colons français méditaient un coup de force. Le matin du 23 septembre, l'Hôtel de Ville fut pris par eux. De même, le siège des organisations syndicales,

Le Comité exécutif du Viet-Minh en Cochinchine, à la suite du coup de force entrepris par les colons français, ceux-ci aidés par l'armée britannique, fut en partie dispersé, en partie arrêté.

Le Président de ce Comité exécutif, Tranc-van-Giau, fut regardé par la population annamite comme responsable du coup de force français et il perdit par la même occasion un certain crédit chez les masses. Le Comité restant organisa alors la défense et consolida les positions, après quelque temps de désorientation. Les chefs du Viet-Minh avaient mis leur confiance auparavant dans la bonne foi des alliés et surtout ne croyaient pas à la possibilité d'un coup de force français. A partir de ce moment, tout est mis en défense, du Nord jusqu'au Sud. Le système fut mis au point, du Tonkin jusqu'au centre de l'Annam, tandis que dans le sud de l'Annam, de violents combats s'engageaient à Nha-Trang, Phan-Thiet, Kom-Tum, Qui-nhon. De Xuan-Loc jusqu'en Cochinchine, les chefs-lieux sont occupés par les troupes de Léclerc.

Dans les villes, c'était le boycottage général de la part de la population; les villes furent vidées de leurs habitants, les marchés n'étaient plus fréquentés, les rizières n'étaient plus labourées.

Les partisans du Viet-Minh suivent uniquement la tactique de guérilla. Quand il y a des pertes dans les rangs français, alors ceux-ci mitraillent qui ils rencontrent dans les rues,

et sur les routes: les vieillards, les femmes et les enfants n'y échappent pas; ils brûlent les villages et pillent les maisons avec une sauvagerie indescriptible.

Le Président Ho-Chi-Minh a lancé un appel pour le recrutement d'une vingtaine de jeunes gens dans chaque village pour les organisations de choc Cam-Tu (volontaires de la mort). Mais en Cochinchine, dans chaque village, il y a 200 et même 300 personnes qui sont volontaires pour le « Cam-Tu ». Ceux qui sont éliminés du « Cam-Tu » nourrissent une colère et une haine extraordinaires. Ils volent des grenades et s'en vont dans les villes occupées pour les lancer sur les troupes d'occupation. Les femmes participent activement à cette lutte avec un enthousiasme et un courage admirables. Celles qui s'engagent dans l'organisation, « les Femmes de l'Avant-Garde », sont innombrables. Des dizaines de milliers ont été arrêtées depuis le 23 septembre. Des centaines et des milliers sont arrêtées chaque fois. Les prisons sont archi-remplies. Les tortures sont atroces. Mais la volonté de lutte n'a pas diminué et à Saïgon occupé par les troupes françaises, on continue à entendre le bruit des rafales de mitrailleuses et l'explosion de grenades.

La bravoure des jeunes gens est inimaginable. Par exemple, dernièrement, un jeune garçon de 17 ans s'est enroulé de chiffons imbibés d'essence et s'est jeté dans le magasin de matériel Simon Pietri pour l'incendier.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N°120

28 avril 1946

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

À D R E S S E de la section indochinoise de la 4^e Internationale aux délégués du Viet-Nam en France

L ES camarades de la Section indochinoise de la IV^e Internationale dans l'émigration en France vous
Ils saluent en vous les représentants des 20
adressent leurs souhaits de bienvenue. millions de nos compatriotes qui ont vaillamment
lutté pour l'indépendance du Viet-Nam et considèrent votre arrivée en France comme une étape déjà
franchie dans la lutte contre l'impérialisme français.

Hier encore, toute la presse bourgeoise française accusait le gouvernement Ho-Chi-Minh de terrorisme. Aujourd'hui, elle renouvelle sa campagne de mensonges et de perfidie à l'égard de nos partisans qui continuent la résistance en Cochinchine.

Devant la ferme résolution de notre peuple de mourir pour l'indépendance du Viet-Nam et les échos que rencontre sa lutte chez les prolétaires et opprimés du monde entier, le gouvernement français a dû battre en retraite et signer avec le gouvernement Ho-Chi-Minh l'accord du 6 mars dernier.

Certes, devant le peu d'informations sur les difficultés de la situation en Indochine, nous ne sommes pas opposés au principe d'un compromis : Lénine et Trotsky n'ont-ils pas été amenés à signer la trêve de Brest-Litovsk ?

Mais, nous sommes péniblement surpris en apprenant :

1° que l'Etat libre du Viet-Nam soit occupé du nord au sud par les troupes françaises ;

2° que l'autorité du gouvernement vietnamien ne s'étende pas au delà du 16^e parallèle, en Cochinchine, avant le prochain référendum ;

3° qu'on ait reconnu et consacré les vols, et exactions passés de l'impérialisme français ;

4° que les troupes de l'Etat libre du Viet-Nam soient, sous le haut commandement de l'Etat-major français.

Avec ces conditions, l'accord signé le 6 mars n'est pour l'impérialisme français qu'un moindre mal. Il ne lui ôte pas du tout sa volonté de nous asservir et ne constitue qu'une solution provisoire pour renforcer ses points d'appui, préparer plus facilement son coup de force et nous imposer à nouveau le régime classique d'esclavage colonial.

C'est pourquoi, nous devons, nous, tout en renouvelant des appels pressants aux partis ouvriers français, à la Fédération syndicale mondiale, aux prolétaires et opprimés de tous les pays, exiger :

1° Une indépendance totale et immédiate ;

2° Le retrait immédiat de toutes les forces d'occupation françaises dont la présence rendrait impossible toute expression démocratique et libre des aspirations du peuple ;

3° L'amnistie totale de tous les révolutionnaires, détenus politiques ; travailleurs ou soldats viet-namiens déportés dans les quatre coins du monde.

Dans ce sens, nous sommes décidés à apporter au gouvernement Ho-Chi-Minh notre soutien le plus complet, serait-ce au prix de notre sang.

Jour de la consécration du Viet-Minh

La formation des Comités du peuple, des bataillons « Cam-Tu » dont nous avons appris dernièrement la nouvelle avec l'existence d'un Comité du peuple révolutionnaire à l'échelon national, faisant fonction de gouvernement et qui a cédé la place au gouvernement provisoire du Viet-Nam (discours de Vo-Nguyen-Giap) ont bien démontré que le peuple vietnamien a atteint sa maturité politique et qu'il s'attache à ses propres organisations révolutionnaires.

C'est pourquoi, pour préserver ces conquêtes chèrement acquises, nous réclamons :

1° le renforcement des Comités du peuple et des bataillons « Cam-Tu » ;

2° la constitution d'un gouvernement émanant de ces comités et contrôlé par eux.

Cette voie est la seule qui pourra conduire le Viet-Nam à sa véritable indépendance et y préparer la victoire du socialisme. Elle est la seule aussi, pour que tant de sacrifices et de luttes n'aient pas été vains.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 132

19 juillet 1946

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IVe Internationale

Qui a tué Ta Thu Thau et ses compagnons ?

DANS un de nos précédents numéros, nous annonçons la mort de notre camarade Ta Thu Thau, dirigeant trotskyste indochinois. Nous savions déjà que celle-ci s'était produite dans des circonstances mystérieuses, mais nous attendions une entrevue avec des représentants du gouvernement Viet-Minh pour avoir de plus amples informations et pour voir avec eux si cette affaire ne pouvait être éclaircie au mieux des intérêts du mouvement ouvrier indochinois et du prolétariat mondial.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas obtenu cette entrevue et nous n'avons eu que des réponses évasives. Au cours d'une récente conférence de presse, le président Ho Chi Minh, après avoir déclaré au représentant de *La Vérité* : « Ta Thu Thau a toujours été un militant révolutionnaire », devait reconnaître : « Il est mort dans des circonstances douteuses, et en tout cas au delà du 16° degré parallèle. »

Ta Thu Thau et nos camarades d'Indochine avaient de nombreux ennemis : 1° Les colons français qu'ils combattaient opiniâtement

et qui firent emprisonner Ta Thu Thau à de nombreuses reprises ; Ta Thu Thau sortit d'ailleurs de prison à la veille de la guerre, paralysé d'un côté à la suite d'une grève de la faim ; 2° Les bourgeois indigènes « collaborateurs » qui le craignaient comme la peste ; 3° Enfin, certains staliéniens, particulièrement certains dirigeants de Saïgon, qui ne pouvaient lui pardonner de maintenir haut et ferme le programme de Lénine et de Trotsky.

Les versions relatives à la mort de notre camarade Ta Thu Thau, qui venait de sortir du bague de Poulou Condore après six ans d'internement par les autorités françaises alors alliées aux Japonais, sont contradictoires, évasives et absolument douteuses, étant donné que depuis nous avons appris la mort de Phan Van Hum et de Nguyen Aan Dat dans des endroits différents et dans des circonstances aussi inexplicables et aussi inexplicables.

Par ailleurs, le camarade Nguyen Van Tao, ancien secrétaire du parti communiste indochinois, qui avait rompu avec Duong Bach Mai sur

une position progressive en entraînant derrière lui de nombreux militants, soi-disant blessé et réfugié au Laos (ou au Siam, les versions sont toujours aussi imprécises), aurait été poignardé au sortir d'une réunion.

Le journal *Thiet Thuc* (le Véridique) de Hanoi, dont nous ne connaissons pas l'origine politique et sur lequel nous réservons notre jugement, déclare que certains membres du Viet-Minh auraient organisé l'assassinat des trotskystes sur tout le territoire.

Nous demandons aux représentants du Viet-Minh la création d'une commission d'enquête.

En France, les trotskystes ont été les seuls à défendre l'indépendance totale du Viet-Nam. Ils ont rendu de grands services au mouvement indochinois en France même. *Cela tous les Indochinois de France le savent.* Ils exigeront avec nous que la lumière soit faite et toute dérobade ne pourrait qu'apparaître clairement que comme un aveu et une capitulation devant les assassins et leurs patrons.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 232

2^{ème} quinzaine d'avril 1949

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Un trotskyste vietnamien assassiné par les impérialistes

NOUS venons d'apprendre que notre camarade Chu-Van-Binh, du groupe Communiste Internationaliste Vietnamien en France, vient d'être assassiné par les troupes françaises dans le Nord du Viet-Nam.

On se souvient que notre camarade Chu-Van-Binh a été arrêté l'an dernier au Camp de Bias (Lot-et-Garonne) par la Police de Jules Moch et transféré dans le camp de concentration de Hâi-Phong. En compagnie de deux de ses compatriotes, notre camarade s'échappa du camp, afin de rejoindre la Résistance vietnamienne. Une patrouille française les ayant surpris, tira sans sommation sur eux. Tandis que ses compagnons parvenaient à continuer leur route, notre camarade tomba sous les balles des impérialistes.

Chu-Van-Binh était un des meilleurs militants du Groupe trotskyste vietnamien en France. Dès la Libération, Binh faisait partie du Groupe Tranh-Dau (la Lutte) qui rassemblait des nationalistes et des trotskystes. Dès la dissolution du groupe Tranh-Dau, Chu-Van-Binh adhéra spontanément au mouvement trotskyste. Il fut l'un des premiers à se rallier au groupe Vo-San (Les Proletaires) qui devint bientôt Groupe trotskyste officiel de la IV^e Internationale.

Chu-Van-Binh jouissait d'une très grande confiance auprès des travailleurs vietnamiens en France. Il fut successivement leur délégué à Paris, à Marseille, à Bergerac, à Bias, etc... Quand il fut arrêté par la Police de Jules Moch, il détenait une grande responsabilité dans le camp de Bias. Très fidèle à notre mouvement et conscient de sa tâche, notre camarade est mort en militant révolutionnaire.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

QUATRIÈME INTERNATIONALE

12^e année – Juin-Juillet 1954 Volume 12 – n° 6-8

Les tâches au Vietnam

L'armistice au Vietnam laisse le pays partagé jusqu'aux élections. La date et le résultat de celles-ci dépendent beaucoup de l'évolution de la situation internationale d'ici leur tenue. Ils dépendent non moins de l'action que mèneront dès maintenant les masses vietnamiennes aussi bien dans le nord que dans le sud du pays.

Au sud surtout, elles auront pour tâche d'éviter la consolidation d'une sorte de protectorat de l'impérialisme à travers un pseudo gouvernement vietnamien à la solde de celui-ci. Elles doivent revendiquer la pleine indépendance de cette partie du pays, le départ immédiat des troupes impérialistes, des élections libres dans cette zone pour la constitution d'un gouvernement réellement représentatif et démocratique. Un tel gouvernement entamerait des négociations rapides avec le gouvernement du nord, avec la ferme volonté d'aboutir réellement à la réunification du pays.

Les trotskystes, les marxistes révolutionnaires du Vietnam qui ont déjà une longue tradition glorieuse dans ce pays et qui, au cours de toutes les phases de la lutte contre l'impérialisme, furent partout à l'avant-garde, auront maintenant pour tâche d'élaborer un programme correspondant à la nouvelle situation dans le nord et dans le sud du pays.

Dans le nord, travaillant au sein du Vietminh, ils doivent œuvrer pour que s'installe un véritable pouvoir prolétarien révolutionnaire appuyé sur des comités démocratiques d'ouvriers et de paysans, et appliquant un programme de transformation sociale radicale : par la nationalisation de toutes les grandes entreprises impérialistes et indigènes, et la réforme agraire donnant effectivement la terre à ceux qui la travaillent.

Dans le sud, ils œuvreront à la légalisation de leur organisation indépendante et de sa presse, pour le départ des troupes impérialistes et pour l'avènement d'un gouvernement ouvrier et paysan, en front unique avec toutes les forces révolutionnaires véritables de cette partie du pays. Ils formuleront le programme concret d'un tel gouvernement, pour toute sa politique intérieure et extérieure, prenant ainsi sur le plan politique dans le sud la tête du mouvement pour la perspective et la solution socialistes. Pour le travail pratique, ils investiront leurs forces dans les syndicats et dans toute autre organisation de masse légale qui dans le sud canaliserait le réel mouvement des masses. C'est ainsi que la tendance marxiste révolutionnaire œuvrera au mieux, dans le sud et dans le nord du Vietnam, au parachèvement de la révolution vietnamienne sur l'ensemble du pays.

« L'Union des travailleurs fera la paix du monde »

Nouvelle Série N° 28

20 janvier 1942

LA VÉRITÉ

Organe central des Comités français pour la IV^e Internationale

Rapatriez les Indochinois victimes de l'Impérialisme Français!

Le public ignore généralement le sort lamentable fait par l'impérialisme français aux 40 000 Indochinois, mobilisés et "importés" en France au début de la guerre.

20.000 furent envoyés au front, où 10.000 furent faits prisonniers et les autres tués ou disparus.

Les 20.000 restant furent employés dans les poudreries, dans des conditions d'hygiène et de travail déplorables, au salaire incroyable de 4 fr. 50 PAR JOUR pour les hommes, et 6 fr. 50 pour les interprètes.

L'Armistice signé, ces travailleurs militaires furent occupés à des travaux de terrassement (au même salaire royal!), en attendant leur retour "prochain" dans leur pays. Or, ils sont encore en France non occupée, logés le plus souvent dans des écuries de casernes, chauffés de courants d'air, habillés de bleus de travail, insuffisamment nourris par suite des prélèvements des intendants militaires, chargés de les ravitailler.

Mais les travailleurs indochinois, prisonniers de l'appareil militaire français, opposent une courageuse résistance à leurs oppresseurs. C'est ainsi que certaines compagnies, influencées par les militants de la IV^e Internationale, firent grève, en dépit des menaces de leurs officiers, et obtinrent finalement double ration.

Les travailleurs annamites sont dans la bonne voie. Ils montrent l'exemple aux travailleurs français de la zone non occupée.

ILS DOIVENT MAINTENANT EXIGER LEUR RETOUR IMMEDIAT DANS LEURS FOYERS, EN ETENDANT LEUR ACTION A TOUTES LES COMPAGNIES DE TRAVAILLEURS ANNAMITES DISSEMINÉES EN ZONE NON OCCUPÉE.

TOUS LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS DOIVENT LUTTER POUR LIBÉRER LES TRAVAILLEURS ANNAMITES DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS, COMME ILS LUTTENT POUR LIBÉRER LES TRAVAILLEURS FRANÇAIS, PRISONNIERS DE L'IMPÉRIALISME HITLERIEN.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 68

1^{er} juillet 1944

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Les travailleurs coloniaux en lutte

MARSEILLE — « Au début du mois de juin, au camp de MAZARGUES (1.000 ouvriers indochinois environ), les travailleurs indochinois ont déclenché une grève doublée de la grève de la faim pour protester contre la diminution des rations alimentaires.

Le commandant du camp, un colonel français nommé Yungles a menacés d'appeler les troupes de répression allemandes pour fusiller 200 parmi les manifestants. Les ouvriers indochinois ont continué la grève et ont finalement obtenu satisfaction.

Précédemment, pendant la grève générale de Marseille, les tirailleurs indochinois requis dans l'organisation Tödt ont participé coude à coude avec leurs frères de classe français à la grève générale.

Les ouvriers français doivent comprendre que nous, coloniaux, avons le même ennemi qu'eux : la bourgeoisie qui nous exploite encore plus terriblement qu'eux.

Pour nous, travailleurs indochinois, nous suivrons la voie tracée par notre camarade Ta-Tu-Thau et « La Lutte » de Saïgon persécutés parce qu'ils combattent pour la libération des peuples coloniaux, pour le communisme et la IV^e Internationale... »

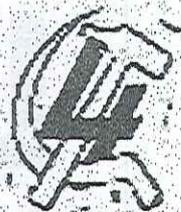
Un groupe d'ouvriers indochinois.

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ VOUS :

N° 177

4 juillet 1947

LA VÉRITÉ



Organe Central du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
Section française de la IV^e Internationale

Paix immédiate ! Reconnaissance de l'indépendance et de l'unité du Viet-Nam

Le Congrès des travailleurs vietnamiens en France nous a adressé la motion suivante :

88 délégués représentant 13.000 travailleurs vietnamiens réunis en Congrès à Bordeaux les 28, 29 et 30 juin 1947, protestent énergiquement contre la politique de force indigne de la France démocratique que le Gouvernement français mène au Viet-Nam. Ils adressent un appel pressant au peuple français pour lui demander d'exiger du Gouvernement français :

1) De négocier immédiatement avec le Gouvernement Ho Chi Minh pour faire cesser les hostilités avec le Viet-Nam;

2) De reconnaître l'indépendance et l'unité du Viet-Nam;

3) De libérer tous les détenus politiques vietnamiens en France, en Afrique du Nord et à Madagascar.

Congrès des travailleurs vietnamiens en France.

Le P.C.I. adresse son salut aux travailleurs vietnamiens en France. Paix immédiate ! Reconnaissance de l'indépendance et de l'unité du Viet-Nam ! Libération des détenus politiques !

Travailleurs Français et Nord-Africains

Contre la coalition impérialiste et sa guerre, opposons un front uni anti-impérialiste

Camarades,

En ce 1^{er} Mai, l'Association des Travailleurs Vietnamiens en France vous envoie son salut fraternel. Elle vous assure de sa présence constante à vos côtés dans la lutte pour vos revendications immédiates et contre les préparatifs de guerre de l'impérialisme.

Nous tous, unis, nous ferons échec aux tentatives de la bourgeoisie internationale et nous forgerons les conditions d'une lutte victorieuse.

La situation des travailleurs empire de jour en jour, et la menace d'une conflagration générale est plus proche que jamais. Mais, en même temps, le mouvement révolutionnaire des peuples opprimés s'avance à pas de géant. Parti de l'Asie, il a traversé le Moyen-Orient, gagne l'Afrique du Nord, et atteint les rivages de l'Amérique latine. Les événements récents de Tunisie et de Bolivie confirment à nouveau qu'aucune force réactionnaire ne sera capable de changer le cours de l'Histoire.

L'impérialisme sera vaincu, mais il ne le sera pas sans combat. L'accession d'Eisenhower à la présidence des Etats-Unis sera une preuve de plus de sa détermination à préparer une lutte sans merci dans les conditions les plus avantageuses possibles. Nous aussi, préparons-nous à cette lutte. C'est une lutte à mort: ou la Révolution vaincra tous ses ennemis et construira le socialisme, ou la Réaction sèmera toutes ses horreurs de guerre et réduira le monde à la barbarie.

Dans cette perspective, la lutte des peuples vietnamien, coréen, malais, tunisien, et autres, est un maillon de la chaîne du mouvement révolutionnaire mondial. Cette lutte permanente entraînera d'autres hémisphères et se joindra aux luttes du prolétariat des pays avancés. Le jour où les travailleurs de l'Europe et de l'Amérique pourront écarter tous les obstacles et se lever d'un seul élan, ils auront signé l'acte de décès du capitalisme. Dès à présent, nous voyons les prémisses de ce réveil. En Angleterre, le Labour Party ne cesse de remporter des succès électoraux même dans les fiefs du parti tory tels que le Lancashire. L'Amérique, forteresse de l'impérialisme, voit son économie ébranlée et, de ce fait, subit des assauts répétés du prolétariat industriel, telle la récente grève de 650.000 métallurgistes. Si l'on se tourne vers la France, la grève unanime de Brest, la lutte cou-

rageuse des mineurs de fond du Gard, le mouvement d'unité dans la Loire et dans l'Hérault, la fière riposte des ouvriers de Renault, tout confirme la vigueur du prolétariat français et sa capacité de lutte.

Camarades Français et Nord-Africains,

Unissons-nous pour renforcer la Révolution. Nous, travailleurs vietnamiens, nous déclarons soutenir de toutes nos forces le combat quotidien des travailleurs français contre la politique de misère et de guerre du Gouvernement bourgeois. Nous avons pris part aux grèves, deux des nôtres ont été licenciés de chez Renault par suite des événements du 12 février. Avec les jeunes, nous réclamons la libération de Henri Martin, la cessation de la guerre au Vietnam et l'abolition des dix-huit mois. Nous souhaitons que se réalise rapidement l'Unité d'Action entre travailleurs socialistes, communistes, syndiqués ou inorganisés: seul moyen capable de barrer la route à De Gaulle et de préparer l'avènement d'un Gouvernement Ouvrier et Paysan.

Aux frères Nord-Africains, nous apportons notre appui sans réserve pour leur libération nationale. Nous disons: votre lutte est aussi la nôtre, conjugons nos efforts pour abattre ensemble l'impérialisme français. Nous exigeons avec vous la libération des militants emprisonnés. Nous dénonçons avec vous les répressions tant à Bône qu'à Tanger, en Algérie et ailleurs. En même temps, nous saluons l'esprit de classe qui fait honneur au jeune prolétariat africain luttant coude-à-coude avec les ouvriers grévistes français.

Comme vous voyez, Camarades Français et Nord-Africains, rien ne nous sépare et personne ne peut nous séparer! Maintenant, plus que jamais, notre Front Uni sera l'élément décisif de notre victoire commune sur l'impérialisme. La défaite de Hoà-Binh comme les événements de Tunisie entraînent de graves répercussions dans la politique et l'économie du capitalisme français. De même, la montée révolutionnaire en France et la constitution possible d'un Gouvernement Ouvrier Paysan ne pourront que faciliter la lutte des peuples opprimés. Faisons cause commune et nos espérances deviendront réalité demain.

**VIVE LE 1^{er} MAI DE LUTTE ET D'UNITE D'ACTION!
A BAS LA COALITION IMPERIALISTE ET SA GUERRE!
EN AVANT POUR LA REVOLUTION MONDIALE!**

L'Association des Travailleurs Vietnamiens en France
(Hiệp-Doàn Tho Viet-Nam tại Pháp)

1^{er} Mai 1952

Regards parallèles sur la guerre d'Indochine

Regards parcellés sur la guerre
d'Indochine

LE DRAPPEAU ROUGE

ORGANE DE COMBAT
des JEUNESSES SOCIALISTES

REDACTION - ADMINISTRATION : 2, RUE STANISLAS BOISSONNIERE - PARIS (9^e) - TEL. : PROVENCE 15-02 - JEUNESSE : nouvelle série N° 11

HALTE AUX FAUTEURS DE GUERRE!

L'ANNEE 1946 s'est terminée sans que le rideau tombe sur la tragédie d'Indochine.

Tous les jours meurent, là-bas, des jeunes travailleurs français et vietnamiens.

On ne le répétera jamais assez. La responsabilité de cette guerre, stupide incombé totalement à la clique militaire.

Le peuple français qui s'est battu pour la liberté n'a nulle intention d'opprimer d'autres peuples, il n'a que sympathie pour ceux qui réclament leur droit à la vie. C'est pourquoi des accords avaient été signés le 6 mars. Ils reconnaissaient l'indépendance du Viet-Nam dans le cadre de l'Union française. Une amitié semblait possible entre les deux peuples.

Mais la clique des colonialistes aux ordres de la Banque d'Indochine ne l'entendait pas de cette oreille.

Nous publions ci-dessus le tableau des faits tels qu'ils se sont déroulés. Nul ne pourra les contester. Ce simple exposé suffit à mettre en lumière la volonté de guerre de nos militaristes.

On fait maintenant beaucoup de bruit autour des « atrocités annamites ». Certes nous ne représentons pas les combattants vietnamiens comme des petits saints. Dans toute guerre il y a des actes de ce genre. De plus il y a toujours des éléments incontrôlés, quelques pillards qui profitent des désordres créés par la bataille.

Mais comment ne pas comparer les tombeaux d'injures déversés par nos réactionnaires à ceux de la propagande allemande contre les maquisards ?

Sont-ils qualifiés pour dénoncer les « barbares asiatiques » ces colons français qui ont apporté en Indochine, à part quelques écoles et quelques routes, leurs prisons, leurs bagnes (tel le célèbre Poulo Condor). Sait-on qu'en Indochine, en 1939, il y avait 1.702 débits d'opium, 118.374 débits d'alcool et seulement 7.333 écoles primaires soit 16 débits pour une école ? Que les travailleurs n'étaient protégés par aucune loi sociale, que toute activité politique ou syndicale leur était in-

terdite, ce qui permettait de les faire travailler 12 à 15 heures par jour, pour 1 fr. 50 à 2 francs ?

C'est là sans doute la fameuse civilisation occidentale si fructueuse pour les planteurs de caoutchouc et les sociétés minières.

Aujourd'hui, les journaux bourgeois battent tous les records d'ignominie. Des radicaux aux P.R.L., en passant par le très chrétien M.R.P., ce ne sont que cris de rage, qu'appels au meurtre. Bien entendu l'« Epoque » se signale tout particulièrement et justifie sa réputation de nouveau « Gringoire ».

La presse d'« information » emboîte le pas.

Des renforts, de la fermeté ! s'écrie Pertinax dans « France-Soir », et pas d'histoire de manque de bateaux ou de déficit financier !

Les cours de la Banque d'Indochine remontent à

vue d'œil...

Pendant ce temps, là-bas, tombent des petits gars blancs et jaunes... Et il en tombera encore bien d'autres si la protestation des travailleurs de France ne parvient pas à arrêter cette guerre.

Mais où prendra-t-on l'argent ? Comme toujours, en augmentant les impôts, en élevant le prix de la vie, en bloquant les salaires.

De sorte que cette guerre de conquête voulue par les capitalistes sera payée par les travailleurs. Qu'une fois de plus la richesse des uns s'édifiera sur la misère des autres.

Les jeunes eux aussi en seront les victimes. Nombreux sont ceux qui partiront là-bas le crane bourré par les roulements patriotiques, croyant sincèrement servir la liberté et la civilisation.

D'autres verront leur temps de service militaire se prolonger indéfiniment, comme c'est le cas, actuellement, pour la classe 1946.

C'est pourquoi ils veulent qu'on en finisse avec cette guerre. Ils veulent que l'on respecte les accords signés et que l'on ne porte plus atteinte à l'indépendance du Viet-Nam reconnue par ces accords. Ils veulent que l'on mette à la raison toute la clique militariste et colonialiste.

ILS VEULENT LA PAIX !

par A. DUNOYER

LE DRAPPEAU

ORGANE DE COMBAT
des JEUNESSES SOCIALISTES

ROUGE



REDACTION — ADMINISTRATION : 6, BOULEVARD POISSONNIERE — PARIS (9^e) — TEL : PROVENCE 15-03 — Drapeau Rouge n° 15 INTERNAT

NE PARTEZ PAS EN INDOCHINE

NON, LA VIE N'EST PAS ROSE pour les soldats du corps expéditionnaire !

DANS les casernes, la propagande pour le séjour d'agrément en Indochine continue.

Que se passe-t-il exactement là-bas ? Quelques informations recueillies à différentes sources vont déjà nous permettre de montrer la duplicité des rabatteurs de l'état-major.

Communiqué de guerre du Viet-Nam.

« *Hadeng* : un convoi de 100 soldats français et mercenaires ont sauté sur un barrage de mines posées par les Vietnamiens, le 31 juillet, dans le secteur de Quang-Yen, à moins de 50 km. de Hanoi. 95 d'entre eux ont été mis en pièces. »

Voilà, sans doute, ce que les recruteurs appellent les vacances.

Cette semaine nous avons reçu une lettre d'un camarade récemment démobilisé des troupes d'Indochine.

Il a fait toute la guerre de 40 à 45. En 45, on l'expédie au Tonkin. Il revient aujourd'hui sans argent, sans situation, sans garde-robe.

Après cela, on bonimentera devant les jeunes recrues. On viendra nous parler des avantages que la « patrie reconnaissante » accorde à ceux qui se sacrifient pour elle.

Dans un autre communiqué, publié par les services d'information de la délégation vietnamienne, nous apprenons qu'à la suite d'une manifestation des

soldats français en garnison à Haiphong, réclament la cessation des hostilités et leur rapatriement. Le 20 juin, les soldats stationnés à Kien-su-Ville ont fait la grève de la faim, protestant contre la guerre et demandant un meilleur régime alimentaire.

Et notre camarade nous apprend son retour en ces termes : « Celui-ci est enfin arrivé, après vingt mois de souffrances morales et physiques dans un pays en proie à une effroyable tuerie. »

Voilà encore les beautés de l'exotisme que l'on aime vanter devant les jeunes soldats pour les inciter à partir.

Nous savons aussi que certaines troupes marocaines ont refusé de marcher pour les mêmes raisons.

Enfin, sur le caractère même de la lutte, la presse étrangère apporte d'autres révélations.

Le journal luxembourgeois « *L'Obermasel Zeitung* », après avoir souligné l'emploi inadéquat des 120.000 soldats en Indochine, écrit : « Dans les zones de combat proprement dites, il

n'y a toujours eu que des escarmouches et des engagements souvent désastreux pour les troupes françaises ».

De son côté, « *L'India and the World* » (Londres, août 1947) note : « Il appert qu'en six mois de combat au Viet-Nam, les troupes françaises ont réussi à contrôler seulement les grands centres, alors que la campagne est toujours entre les mains des nationalistes. Plus de 800 soldats français ont été tués dans une guérilla meurtrière ».

C'est là le but du beau et grand voyage promis aux jeunes conscrits.

La vérité doit être dite sur ce qui se passe en Indochine et sur le sort des soldats que l'on a expédiés là-bas. Dans le prochain numéro du *Drapeau Rouge*, nous publierons le témoignage d'un camarade qui revient d'Indochine.

Camarades qui êtes rentrés, écrivez-nous, apportez-nous aussi vos témoignages.

Vous ne devez pas permettre que dans les casernes on continue à duper plus longtemps les jeunes travailleurs.

Imprimé au siège de l'association, 28 rue des Petites-Ecuries – 75010 Paris

Directeur de la publication : Pierre Levasseur
Revue trimestrielle

Abonnement : 18,50 € pour 4 numéros
23 € avec droit de consultation des archives et de la bibliothèque du Centre

*
* *

☎ 01 44 83 00 00 - e mail : cermtri@wanadoo.fr

Internet ; <http://assoc.wanadoo.fr/cermtri>

Cahiers du Mouvement Ouvrier

Prix du numéro 7,65 €
Abonnement un an (quatre numéros) 27,50 €
Abonnement à destination d'un pays étranger 30 €

Collection des 20 premiers numéros 75 € (+10 € de frais d'envoi)

Anciens numéros tous disponibles

Les numéros 21 et 22 sont en vente au CERMTRI

